

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202582]

**21 MAI 2015. — Décret modifiant le décret du 19 décembre 2002  
relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les mots « Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz et abrogeant la Directive 98/30/CE. » sont remplacés par les mots « Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 6°, les mots « électrochimique et/ou » sont insérés entre le mot « traitement » et le mot « thermochimique »;

2° un 6°*bis* est inséré et rédigé comme suit : « gaz naturel comprimé » : gaz naturel ou compatible comprimé utilisé comme carburant pour véhicules; »;

3° au 11°, les mots « , de services auxiliaires » sont insérés entre les mots « de stockage » et les mots « et de canalisations » et les mots « et qui ne constitue pas un réseau privé, un réseau fermé professionnel ou une conduite directe; » complètent le point 11°;

4° au 13°, les mots « par la voie de réseau de distribution » sont supprimés;

5° le 17° est remplacé comme suit :

« 17° « réseau privé » : ensemble des installations établies sur un ou plusieurs fonds privés, servant à la transmission de gaz à un ou plusieurs clients avals, sur lequel un gestionnaire de réseau ne dispose ni d'un droit de propriété, ni d'un droit lui en garantissant la jouissance au sens de l'article 3 et qui n'est pas reconnu comme « réseau fermé professionnel » ou « conduite directe »;

6° les 17°*bis* et 17°*ter* sont insérés, rédigés comme suit :

« 17°*bis* « réseau fermé professionnel » : un réseau qui ne constitue pas une conduite directe et sur lequel un gestionnaire de réseau ou un gestionnaire de réseau de transport ne dispose ni d'un droit de propriété, ni d'un droit lui garantissant la jouissance au sens de l'article 3 et, qui distribue du gaz à l'intérieur d'un site industriel, commercial ou de partage de services géographiquement limité, qui peut accessoirement approvisionner un petit nombre de clients résidentiels employés par le propriétaire du réseau, ou associés à lui de façon similaire et situés dans la zone desservie par le réseau et dans lequel, soit :

a) pour des raisons spécifiques ayant trait à la technique ou à la sécurité, les opérations ou le processus de production des utilisateurs du réseau sont intégrés ou étaient historiquement intégrés;

b) le gaz est fourni essentiellement pour leur propre consommation au propriétaire ou au gestionnaire du réseau fermé professionnel ou aux entreprises qui leur sont liées;

17°*ter* « gestionnaire de réseau fermé professionnel » : personne physique ou morale propriétaire d'un réseau fermé professionnel ou disposant d'un droit de jouissance sur le réseau; »;

7° le 18° est remplacé par ce qui suit :

« 18° « conduite directe » : toute canalisation de gaz naturel ou compatible reliant un site de production isolé à un client isolé ou reliant un producteur de gaz ou une entreprise de stockage pour approvisionner directement ses propres établissements, filiales, sociétés liées et clients éligibles; »;

8° au 20°, les mots « en qualité de producteur ou de client final » sont abrogés;

9° le 24° est remplacé comme suit :

« raccordement standard » : raccordement qui répond aux conditions suivantes :

- la distance entre le point d'accès de l'utilisateur de réseau et le point de raccordement est de maximum 8 mètres;
- la capacité de raccordement est inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>(n) par heure;
- la pression de fourniture est comprise entre 21 et 25 mbar;
- la pression maximale de service admissible de la canalisation principale et du branchement est inférieure ou égale à 4,90 bar »;

10° le 25° est remplacé comme suit :

« 25° « raccordement simple » : raccordement qui répond aux conditions suivantes :

- la capacité de raccordement est inférieure ou égale à 16 m<sup>3</sup>(n) par heure;
- la pression de fourniture demandée est comprise entre 21 et 25 mbar;
- la pression maximale de service admissible de la canalisation principale et du branchement est inférieure ou égale à 4,90 bar;
- la longueur du branchement n'excède pas 25 mètres;
- le tracé du branchement ne rencontre aucun obstacle nécessitant une technique spéciale complexe autre que les techniques classiques de tranchée ou forage dirigé pour un diamètre limité; »;

11° au 26°, les mots « standard et du raccordement » sont supprimés;

12° un 28°*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« 28°*bis* « Message Implementation Guide, en abrégé « MIG » » : le manuel décrivant les règles, les procédures et le protocole de communication suivis pour l'échange, entre le gestionnaire de réseau et les fournisseurs, des informations techniques et commerciales relatives aux points d'accès; »;

13° le 31° est abrogé;

14° le 32° est remplacé comme suit :

« 32° « fournisseur de substitution » : fournisseur désigné par le gestionnaire de réseau, chargé de la fourniture de gaz dans les cas suivants :

a) aux clients devenus éligibles tant que ceux-ci n'ont pas choisi un fournisseur;

b) aux clients finals en cas de défaillance du fournisseur avec lequel ces clients ont conclu un contrat de fourniture; »;

15° le 38° est remplacé par ce qui suit :

« 38° « client aval » : client final et/ou producteur raccordé au réseau de distribution ou au réseau de transport par le biais d'un réseau privé ou d'un réseau fermé professionnel; »;

16° le 44° est remplacé par ce qui suit :

« 44° « Directive 2009/73/CE » : Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE; »;

17° l'article est complété par les points 49° et 50°, rédigés comme suit :

« 49° « ACER » : l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie instituée par le Règlement européen n° 713/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 instituant une Agence de coopération des régulateurs de l'énergie;

50° « jour ouvrable » : tous les jours du calendrier à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés. »

**Art. 3.** A l'article 5 du même décret, modifié par décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

« § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire d'un réseau de distribution est:

1° une personne morale de droit public, qui peut notamment prendre la forme d'une intercommunale, ou;

2° une personne morale de droit privé, détenue et contrôlée, directement ou indirectement, au minimum à 70 pour cent par des personnes morales de droit public.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les articles du Code des sociétés sont applicables sans préjudice des dispositions applicables organisées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. »;

2° un paragraphe 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Le gestionnaire de réseau ne peut gager, nantir, mettre en garantie ou engager de quelque manière les actifs liés à l'activité de gestionnaire de réseau, en ce compris l'infrastructure du réseau, pour d'autres causes et activités que celle de gestionnaire de réseau.

En cas de faillite d'un gestionnaire de réseau constitué conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, et afin de préserver l'intégrité du réseau de distribution, dont le gestionnaire de réseau en question est propriétaire, dans l'intérêt général et au vu de la mission de service public et économique qu'il permet de remplir:

1° la ou les personnes morales de droit public qui le détenaient et/ou le contrôlaient, directement ou indirectement, peuvent faire valoir un droit de préemption sur la branche d'activité régulée de distribution dans les quinze jours de la publication de la décision prononçant la faillite;

2° en tout état de cause, la branche d'activité régulée de distribution ne peut revenir qu'à une personne susceptible d'être reconnue en qualité de gestionnaire de réseau. »

**Art. 4.** A l'article 6*bis* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots « les parts » sont remplacés par les mots « la proportion de parts »;

2° au 3°, les mots « capital du » sont insérés entre les mots « qu'il détient dans le » et « gestionnaire de réseau ».

**Art. 5.** Dans le même décret, un article 6*ter*, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 6*ter*. Lorsque le gestionnaire d'un réseau de distribution est constitué conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les conditions complémentaires suivantes sont d'application :

1° les personnes morales de droit public détenant, en tout ou en partie, directement ou indirectement, un gestionnaire de réseau ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée;

2° dans les organes de gestion, les représentants des actionnaires publics sont majoritaires et disposent de tout temps de la majorité des voix;

3° la majorité des représentants des actionnaires publics sont des membres de conseils et collèges communaux et provinciaux. Les mandats sont répartis conformément au système de la représentation proportionnelle organisée par les articles 167 et 168 du Code électoral;

4° le conseil d'administration compte au minimum 20 pour cent d'administrateurs indépendants au sens de l'article 526*ter* du Code des sociétés nommés par l'assemblée générale pour leurs connaissances en matière financière ou pour leurs compétences utiles en matière technique;

5° toute décision du conseil d'administration doit, à tout le moins, recueillir une majorité des voix au sein du groupe des administrateurs visés au 2°;

6° un Code de gouvernance s'inspirant des pratiques de référence en la matière est approuvé par l'assemblée générale et fixe notamment les règles en matière de transparence organisationnelle;

7° le gestionnaire de réseau institue en son sein un comité d'audit, au sein duquel siège une majorité d'administrateurs émanant du groupe d'administrateurs visé au 2° et au moins un administrateur émanant du groupe d'administrateurs indépendants visé au 4°, et qui pourra, notamment, d'office ou à la demande de deux membres du conseil d'administration, donner un avis motivé sur tout projet de décision susceptible de préjudicier gravement les activités du gestionnaire de réseau;

8° le gestionnaire de réseau institue en son sein un comité de rémunération, au sein duquel siège une majorité d'administrateurs visés au 2° et au moins un administrateur visé au 4°, chargé de fixer la rémunération des membres du conseil d'administration et d'élaborer la politique de rémunération des membres du comité de direction;

9° le conseil d'administration du gestionnaire de réseau est tenu d'assurer la transparence lors de la prise de décision. Ceci comprend l'obligation pour le conseil d'administration de communiquer aux membres du comité d'audit ses ordres du jour, ses projets de décision ou tout autre document ayant trait directement ou indirectement à l'activité du gestionnaire de réseau, au même moment qu'aux membres du conseil d'administration;

10° le conseil d'administration du gestionnaire de réseau statue en toute hypothèse par une décision motivée si cette décision fait suite à un avis motivé du comité d'audit.

En ce qui concerne la politique de rémunération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, le Gouvernement détermine un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations imputables à l'activité de gestionnaire de réseau devront être fixées.

Le Gouvernement peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut également fixer des règles complémentaires relatives au processus décisionnel interne et à la politique de rémunération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, au gestionnaire de réseau.

**Art. 6.** A l'article 7 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « pour alimenter ses propres installations » sont remplacés par les mots « pour couvrir ses besoins, en ce compris la fourniture aux clients finals dans les cas prévus par le présent décret »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Le gestionnaire de réseau peut détenir directement et/ou indirectement des participations dans des producteurs de gaz ou des gestionnaires de transport à condition que le gestionnaire de réseau soit indépendant, sur le plan juridique, sur le plan de l'organisation et de la prise de décision des activités non liées à la distribution, à cet effet :

- les personnes responsables de la gestion du gestionnaire de réseau ne peuvent pas faire partie des structures des producteurs de gaz ou des gestionnaires de réseaux de transport qui sont directement ou indirectement chargées de la gestion quotidienne des activités de production ou de transport;

- les personnes responsables de la gestion du gestionnaire de réseau doivent agir en toute indépendance.

Le gestionnaire de réseau doit disposer de pouvoirs de décisions effectifs, indépendants des producteurs de gaz et des gestionnaires de transport en ce qui concerne les éléments d'actif nécessaires pour exploiter, entretenir ou développer le réseau;

3° le paragraphe 3 est complété par les alinéas suivants :

« Le gestionnaire de réseau peut, conformément à son objet social, exercer ces activités, y compris commerciales, directement ou au travers de prises de participation dans des organismes, sociétés ou associations publics ou privés, existant ou à créer.

Ces activités ne peuvent être exercées, directement ou au travers de prises de participation, que si elles n'ont pas d'influence négative sur l'indépendance du gestionnaire de réseau ou sur l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées par la loi et le décret.

Les décisions et/ou engagements pris par le gestionnaire de réseau exerçant d'autres activités que celles liées à la distribution d'électricité et/ou de gaz, ne peuvent avoir pour but, ou pour effet, d'impacter négativement la bonne exécution des missions et l'activité de gestionnaire de réseaux, en ce compris le respect de ses obligations de service public.

Toute aliénation de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de distribution, faite par le gestionnaire de réseau et ses filiales, est soumise à l'avis conforme de la CWaPE. »;

4° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le gestionnaire de réseau tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés pour ses activités de distribution et, le cas échéant, pour toutes les autres activités, en ce compris pour l'ensemble des activités en dehors du secteur du gaz, de la même façon que si ces activités étaient exercées par des entreprises juridiquement distinctes.

Les comptes annuels reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats pour chaque catégorie d'activités, ainsi que les règles d'imputation des postes d'actif et de passif et des produits et charges qui ont été appliquées pour établir les comptes séparés.

Les revenus de la propriété du réseau de distribution sont mentionnés dans la comptabilité.

Le Gouvernement peut préciser les règles relatives à la transparence de la comptabilité applicables au gestionnaire de réseau. »

**Art. 7.** L'article 8 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Le gestionnaire de réseau désigne au moins un fournisseur de substitution. »

**Art. 8.** A l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 du paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° au paragraphe 2, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Lorsque une personne morale de droit public visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, désignée en qualité de gestionnaire de réseau, transfère tous les droits qu'elle détient sur un réseau à une personne morale de droit privé visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, à l'occasion d'un apport de branche d'activité, la désignation initiale en qualité de gestionnaire de réseau de la personne morale de droit public réalisant l'apport est transférée de plein droit et dans les mêmes conditions, dans le chef de la personne morale de droit privé bénéficiaire de l'apport jusqu'au terme de la période pour laquelle la désignation avait initialement été octroyée. »

**Art. 9.** A l'article 12, § 2, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire de réseau est tenu de garantir l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau pour lequel il a été désigné, dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables, y compris les interconnexions avec d'autres réseaux gaziers, en vue d'assurer la sécurité et la continuité d'approvisionnement dans le respect de l'environnement et de l'efficacité énergétique. Le Gouvernement précise la notion de conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables. »;

2° à l'alinéa 2, un 1°*bis*, rédigé comme suit, est inséré après le 1° :

« 1°*bis* le développement de capacités d'observation, de contrôle et de prévision des flux de gaz en vue d'assurer la gestion opérationnelle du réseau; »;

3° l'alinéa 2 est complété par les 7° et 8°, rédigés comme suit :

« 7° permettre l'injection sur le réseau du gaz issu de renouvelables compatible et donner la priorité à l'injection de ces installations;

8° rechercher les fraudes aux installations gazières, remplacer ou supprimer les installations détériorées suite aux fraudes et récupérer directement auprès du client final et/ou des bénéficiaires de l'énergie dont le paiement a été éludé les coûts relatifs à l'énergie ainsi que les frais techniques et administratifs liés à la gestion de la fraude ou de la détérioration des installations, leur remplacement ou leur suppression et ce dans l'intérêt de la collectivité. »

**Art. 10.** A l'article 13 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, un paragraphe 1°*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les paragraphes 1° et 2 :

« § 1°*bis*. Le gestionnaire de réseau préserve la confidentialité des informations commercialement sensibles dont il a connaissance au cours de l'exécution de ses activités et empêche que des informations sur ses activités, qui peuvent être commercialement avantageuses, soient divulguées de manière discriminatoire.

Le gestionnaire de réseau s'abstient de transférer les informations susvisées à des entreprises actives, directement ou indirectement, dans la production et/ou la fourniture de gaz.

Il s'abstient également de transférer son personnel à de telles entreprises.

Le gestionnaire de réseau, lorsqu'il vend ou achète du gaz à une entreprise de gaz, n'exploite pas de façon abusive les informations commercialement sensibles qu'il a obtenues de tiers lors de leur accès au réseau ou de la négociation de leur accès au réseau.

Les informations nécessaires à une concurrence effective et au bon fonctionnement du marché sont rendues publiques. Cette obligation ne porte pas atteinte à la protection de la confidentialité des informations commercialement sensibles.

Le Gouvernement peut préciser les règles relatives à la confidentialité applicables au gestionnaire de réseau. »

**Art. 11.** A l'article 14 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « et après consultation du conseil général » sont insérés entre les mots « réseaux » et les mots « la CWaPE »;

2° au 1°, les mots « et les spécifications et modalités d'exécution du raccordement standard dont question à l'article 32 » complètent le point;

3° au 8°, les mots « et les modalités de collaboration du gestionnaire de réseau et du producteur » complètent le point;

4° le 11° est abrogé;

5° au 12°, les mots « les conditions, les critères et la procédure de désignation ainsi que » sont insérés avant les mots « les modalités »;

6° l'article est complété par un 15° rédigé comme suit :

« 15° les cas dans lesquels la suspension de l'accès, la mise hors service ou la suppression d'un raccordement, l'imposition d'adaptations aux installations de l'utilisateur du réseau voire la suppression de celles-ci par le gestionnaire de réseau sont autorisées et les modalités y afférentes. »

**Art. 12.** Dans le même décret, il est inséré un article 14*bis* rédigé comme suit :

« Art. 14*bis*. Le MIG applicable en Région wallonne est élaboré par les gestionnaires de réseaux après concertation des fournisseurs au sein d'une plateforme de collaboration où sont représentés l'ensemble des fournisseurs, des gestionnaires de réseaux fermés professionnels et gestionnaires de réseaux actifs en Région wallonne. La CWaPE dispose d'un droit de veto contre les décisions prise au sein de la plateforme. Le droit de veto est applicable en cas de décision contraire au décret, à ses arrêtés d'exécution ou à l'intérêt général. Le Gouvernement définit la procédure et les modalités d'exercice du droit de veto et de recours contre celui-ci, en concertation avec la CWaPE et la Plateforme. »

**Art. 13.** A l'article 15 du même décret, un alinéa 2 est ajouté rédigé comme suit :

« La méthodologie tarifaire détermine les modalités d'intégration et de contrôle des coûts non gérables constitués par les charges de pension des agents sous statut public du gestionnaire de réseau ou de la filiale ou sous-filiale ayant une activité régulée de gestion de réseau de distribution. »

**Art. 14.** A l'article 16 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1°, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1°, les mots « Les gestionnaires » sont remplacés par les mots « En concertation avec la CWaPE, les gestionnaires »;

b) l'alinéa 1° est complété par les mots « dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables. Le Gouvernement précise la notion de conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables. »;

c) à l'alinéa 2, les mots « et de mise à jour » sont insérés entre les mots « modalités d'établissement » et « du plan d'investissement »;

d) à l'alinéa 3, les mots « de trois ans » sont remplacés par les mots « correspondant à la période tarifaire »;

e) l'alinéa 4 est abrogé;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le plan d'investissement comprend un volet "adaptation" et un volet "extension".

Chaque volet contient une estimation détaillée des besoins en capacité de distribution du réseau concerné, avec indication des hypothèses sous-jacentes tenant compte de l'évolution probable de la consommation ainsi que des installations de production de gaz issu de renouvelables et de l'utilisation du gaz à des fins de mobilité, et énonce le programme d'investissements que le gestionnaire de réseau s'engage à exécuter en vue de rencontrer les besoins dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables.

Le volet "extension" détermine les zones prioritaires de développement du réseau en tenant compte notamment des plans de secteur, des plans communaux d'aménagement ainsi que des moyens budgétaires disponibles.

Chaque plan contient un rapport de suivi des plans précédents.

Le plan d'investissement contient au moins les données suivantes :

1° une description de l'infrastructure existante, de son état de vétusté;

2° une estimation et une description des besoins en capacité, compte tenu de l'évolution probable du développement de l'injection sur le réseau de gaz issus de renouvelables et de l'utilisation du gaz à des fins de mobilité, de la consommation, des mesures d'efficacité énergétique et des échanges avec les autres réseaux;

3° une description des moyens mis en œuvre et des investissements à réaliser pour rencontrer les besoins estimés, y compris, le cas échéant, le renforcement ou l'installation d'interconnexions, ainsi qu'un répertoire des investissements importants déjà décidés, une description des nouveaux investissements importants devant être réalisés durant la période considérée et un calendrier pour les projets d'investissement;

4° la fixation des objectifs de qualité de services poursuivis, en particulier concernant la durée des pannes;

5° la liste des interventions d'urgence intervenues durant l'année écoulée;

6° l'état des études, projets et réalisations des systèmes intelligents de mesure, le cas échéant;

7° les mesures prises dans le cadre du raccordement des unités de production de gaz issu de renouvelable;

8° la politique de recherche de concentration gaz et de réduction des pertes administratives »;

3° l'article est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 4. Les gestionnaires de réseau sont tenus d'exécuter les investissements dont ils mentionnent la réalisation dans leurs plans d'investissement, sauf cas de force majeure ou raison impérieuse qu'ils ne contrôlent pas.

§ 5. La CWaPE contrôle la mise en œuvre des plans d'investissement. Elle peut imposer la réalisation par les gestionnaires de réseau de tout ou partie des investissements qui auraient dû être réalisés en vertu des plans d'investissements. »

**Art. 15.** A l'article 16bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les réseaux privés sont interdits sauf dans les cas suivants :

1° les réseaux privés dont les consommations des clients résidentiels avals ne sont que la composante d'un service global qui leur est offert par le propriétaire du site tel la location de garages, de chambres d'étudiants, de chambre dans une maison de repos ou la location d'une maison de vacances;

2° les habitats permanents dont la liste est arrêtée par le Gouvernement; dans ce cas, le gestionnaire du réseau privé est la personne physique ou morale assurant la gestion de l'habitat permanent ou son délégué;

3° les réseaux privés situés à l'intérieur d'un même immeuble de bureau;

4° les réseaux privés de gaz issu de SER développés lorsque le réseau de distribution de gaz ne permet pas un raccordement économiquement justifié de l'installation de production de gaz issu de SER. »;

2° au paragraphe 2, les mots « et de l'entretien du réseau privé » sont remplacés par les mots « , de l'entretien et de la sécurité du réseau privé »;

3° au paragraphe 2, les mots « Pour le reste, les droits et obligations respectifs du gestionnaire de réseau privé et du gestionnaire de réseau, notamment envers le client aval, sont déterminés par le Gouvernement, après avis de la CWaPE. » sont remplacés par les mots « Les droits et obligations respectifs du gestionnaire de réseau privé et du client aval sont déterminés par le Gouvernement, après avis de la CWaPE. »;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le gestionnaire de réseau privé conclut un contrat de raccordement avec le gestionnaire de réseau auquel il est connecté. »;

5° l'article 16bis est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le réseau privé est uniquement raccordé par un seul point au réseau de distribution ou de transport. »

**Art. 16.** L'article 16ter, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16ter. § 1<sup>er</sup>. Les réseaux fermés professionnels sont soumis à l'octroi d'une autorisation individuelle délivrée par la CWaPE après consultation du gestionnaire de réseau ou gestionnaire de réseau de transport auquel le réseau fermé entend se raccorder. Elle est publiée sur le site de la CWaPE.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les réseaux fermés professionnels existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition ou issus d'une cession à un tiers d'une partie d'un réseau interne existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition suite à l'acquisition d'une partie du site par une autre entreprise, le gestionnaire de réseau déclare son réseau à la CWaPE dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente disposition ou de l'acquisition. Par cette déclaration, il acquiert la qualité de gestionnaire de réseau fermé professionnel.

Pour les réseaux fermés professionnels visés à l'alinéa 2, le gestionnaire de réseau fermé professionnel fait vérifier à ses frais, la conformité technique par un organisme agréé dont le rapport est transmis à la CWaPE dans l'année de la déclaration de son réseau.

Les conditions, modalités et la procédure d'octroi de l'autorisation individuelle sont déterminées par le Gouvernement, après avis de la CWaPE. L'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> contient en outre la désignation d'un gestionnaire de réseau fermé professionnel.

§ 2. Par dérogation aux articles 12 et suivants du présent décret, les gestionnaires de réseaux fermés professionnels remplissent les obligations suivantes :

1° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel déclare auprès de la CWaPE son réseau fermé professionnel et le développement éventuel d'unités de production raccordées au réseau;

2° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel s'abstient, dans le cadre de la fonction, de discrimination entre les utilisateurs du réseau fermé professionnel;

3° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel modalise le raccordement et l'accès à ce réseau par contrat avec les utilisateurs du réseau fermé professionnel, qui précise au minimum :

a) les exigences techniques minimales de conception et de fonctionnement des installations raccordées au réseau fermé professionnel, les puissances maximales au raccordement et les caractéristiques des alimentations fournies;

b) les modalités commerciales du raccordement au réseau fermé professionnel et d'accès à celui-ci;

c) les conditions de coupure du raccordement pour non-respect des engagements contractuels ou pour la sécurité du réseau fermé professionnel;

4° la rémunération des gestionnaires de réseau fermé professionnel respecte le cadre contraignant édicté en la matière par l'autorité compétente;

5° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel remet aux utilisateurs du réseau fermé professionnel qu'il gère :

a) une facturation détaillée et claire, basée sur leurs consommations ou injections propres et sur les principes tarifaires et les rémunérations visées au présent article;

b) une juste répartition, sur leurs factures, des surcoûts appliqués sur les factures de transport et de distribution dans le respect des principes de chaque surcoût;

c) la communication des données pertinentes de leurs consommations et injections ainsi que les informations permettant un accès efficace au réseau;

6° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel préserve la confidentialité des informations commercialement sensibles des utilisateurs du réseau dont il a connaissance dans le cadre de ses activités, sauf obligation légale contraire;

7° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel démontre à la CWaPE la conformité technique de son réseau fermé professionnel avec le règlement technique, selon les modalités définies par la CWaPE;

8° Le gestionnaire de réseau fermé professionnel garantit l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau pour lequel il a été désigné dans des conditions économiquement acceptables, y compris les interconnexions avec d'autres réseaux gaziers, en vue d'assurer la sécurité et la continuité d'approvisionnement dans le respect de l'environnement et de l'efficacité énergétique;

9° le gestionnaire de réseau fermé professionnel garantit l'éligibilité effective du client qui en fait la demande, lorsqu'aucun mandat n'a été consenti conformément à l'article 30bis,

§ 1<sup>er</sup>. La CWaPE est compétente en cas de contestation par un utilisateur du réseau fermé professionnel des conditions de rémunération du gestionnaire du réseau fermé professionnel.

§ 3. Le gestionnaire de réseau fermé professionnel conclut un contrat de raccordement avec le gestionnaire de réseau auquel il est connecté.

§ 4. Sauf autorisation écrite préalable du gestionnaire de réseau ou convention explicite dans le contrat de raccordement avec précision des modalités, il n'y a qu'un seul raccordement entre le réseau de distribution et le réseau fermé professionnel. »

**Art. 17.** L'article 16<sup>quater</sup> du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est abrogé.

**Art. 18.** A l'article 17, § 2, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un « 2bis » rédigé comme suit est inséré après le « 2 » : « 2bis la filiale est détenue conformément à l'article 7; »;

2° l'alinéa 2, 5°, est remplacé comme suit :

« 5° la filiale peut réaliser d'autres activités que celles liées à l'exploitation journalière des activités exercées dans les secteurs électrique et gazier par le ou les gestionnaires de réseaux associés. »;

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'hypothèse de l'alinéa 2, 5°, les différentes activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mentionnées dans les statuts de la filiale comme secteurs d'activités distincts disposant d'organes consultatifs spécifiques au secteur composés en fonction des parts représentatives du secteur et dotés d'une comptabilité séparée comme si les activités étaient réalisées par des entreprises juridiquement distinctes et comprenant un bilan et un compte de résultats par activité. »;

4° un paragraphe 5 rédigé comme suit complète l'article 17:

« § 5. Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau ou sa filiale s'étant vu déléguer l'exercice de la mission conformément au paragraphe 2, délègue à une sous structure, l'exercice de leurs missions et obligations, les dispositions du présent article lui sont applicables. Le gestionnaire de réseau, ou le cas échéant, sa filiale, est réputé être titulaire des missions et obligations découlant du présent décret. »

**Art. 19.** L'article 20, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par les phrases suivantes :

« En cas de fusion de gestionnaires de réseau, une redevance régionale annuelle correspondant à la zone géographique desservie par les anciens gestionnaires de réseaux de distribution existants au 31 décembre 2012 peut être déterminée par le gestionnaire de réseau. Dans ce cas, les paramètres de la formule à prendre en compte pour l'établissement de la redevance sont ceux relatifs à la zone géographique desservie par l'ancien gestionnaire de réseaux. »

**Art. 20.** L'intitulé du chapitre IV, section III, sous-section première, est remplacé par ce qui suit : « Indemnisation due suite à une erreur administrative ou à un retard de raccordement ».

**Art. 21.** Dans l'article 25bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Cette plainte est introduite au maximum trois mois après la date d'envoi de la demande d'indemnisation. » est remplacée par la phrase « Sous peine d'irrecevabilité, la plainte est introduite au maximum dans un délai de trois mois à dater de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de décision, à dater de la date ultime à laquelle le gestionnaire de réseau, ou le cas échéant, le fournisseur, devait se prononcer sur la demande d'indemnisation. »;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « , dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, » sont insérés entre les mots « apporter » et les mots « la preuve »;

4° au paragraphe 3, alinéa 3, les phrases « Il peut requérir par écrit des compléments d'informations auprès du demandeur, du gestionnaire de réseau ou du fournisseur. Le service régional de médiation fixe le délai endéans lequel les informations sont transmises, à défaut le délai est de quinze jours calendrier à dater de la réception de la demande. Dans les trente jours calendrier de la réception du dossier ou des compléments d'information, » sont insérées entre les mots « le dossier et les mots « s'il estime »;

5° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « dans les trente jours calendrier » sont abrogés;

6° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « Si celui-ci constate » sont remplacés par les mots « Si le gestionnaire de réseau constate »;

7° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « article 30<sup>ter</sup>, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « article 30<sup>ter</sup>, § 4 »;

8° au paragraphe 3, alinéa 5, la phrase « Les articles 48 et suivants sont d'application. » est abrogée.

**Art. 22.** A l'article 25<sup>ter</sup> du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Tout client final a droit à une indemnité forfaitaire journalière à charge du gestionnaire de réseau si le gestionnaire de réseau n'a pas réalisé le raccordement effectif dans les délais suivants :

1° pour les raccordements standards et simples, dans un délai de trente jours ouvrables qui, sauf convention contraire, commence à courir à partir de la date de réception du paiement du montant de l'offre de raccordement par le gestionnaire de réseau. Le délai ne commencera en outre à courir que lorsque le gestionnaire de réseau aura réceptionné les différents permis et autorisations requis. Lorsque la situation de la canalisation de distribution nécessite des travaux en voirie, ou une extension du réseau, le délai est porté à soixante jours ouvrables;

2° pour les raccordements non-simples, dans le délai prévu par le contrat de raccordement ou à défaut de disposition contractuelle expresse, le délai commence à courir à partir de la date de réception du paiement du montant de l'offre de raccordement par le gestionnaire de réseau. Le délai ne commencera en outre à courir que lorsque le gestionnaire de réseau aura réceptionné les différents permis et autorisations requis;

3° pour les raccordements non-simples et lorsque la capacité souscrite est égale ou supérieure à 250 m<sup>3</sup>, dans le délai prévu par le contrat de raccordement ou à défaut de disposition contractuelle expresse, le délai commence à courir à partir de la date de réception du paiement du montant de l'offre de raccordement par le gestionnaire de réseau. Le délai ne commencera en outre à courir que lorsque le gestionnaire de réseau aura réceptionné les différents permis et autorisations requis.

L'indemnité journalière due est de 25 euros pour les clients dont la capacité souscrite est inférieure à 250 m<sup>3</sup> et de 50 euros pour les autres raccordements.

Aucune indemnité n'est due dans les cas suivants :

1° si le non-respect des délais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> résulte de la non-réalisation, par l'utilisateur du réseau, des travaux à sa charge;

2° si les obligations préalables à la réalisation du raccordement n'ont pas été respectées par l'utilisateur du réseau. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « Le client final adresse la demande d'indemnisation au gestionnaire de réseau auquel il est raccordé, par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, dans les trente jours calendrier du dépassement des délais visés au paragraphe 1<sup>er</sup>. Le client final y mentionne les données essentielles au traitement de sa demande. En vue de faciliter la démarche du client concerné, le gestionnaire de réseau met à disposition des clients finals un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est notamment disponible sur le site internet du gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau indemnise le client dans les trente jours calendriers de la réception de la demande d'indemnisation. »;

3° les paragraphes 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« § 3. A défaut d'une réponse du gestionnaire de réseau dans le délai requis, ou en cas de refus d'indemnisation, le client peut saisir du dossier le Service régional de médiation visé à l'article 48 du décret électricité. Sous peine d'irrecevabilité, la plainte est introduite au maximum dans les trois mois à dater de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de décision, à dater de la date ultime à laquelle le gestionnaire de réseau devait se prononcer sur la demande d'indemnisation.

Pour que la demande soit recevable, le demandeur apporte, dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la preuve écrite qu'il a, au préalable, tenté sans succès d'obtenir le paiement de l'indemnité directement auprès du gestionnaire de réseau.

Le service régional de médiation instruit le dossier. Il peut requérir par écrit des compléments d'informations auprès du demandeur, du gestionnaire de réseau. Le service régional de médiation fixe le délai endéans lequel les informations sont transmises, à défaut le délai est de quinze jours calendrier à dater de la réception de la demande. Dans les trente jours calendrier de la réception du dossier ou des compléments d'information, s'il estime que la demande d'indemnisation est fondée, il établit une proposition d'avis en ce sens, qu'il notifie par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau. Celui-ci dispose de quinze jours calendrier, à dater de la réception de la notification pour faire valoir ses observations. Il les transmet au service régional de médiation par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement.

Dans les trente jours calendrier de la réception des observations du gestionnaire de réseau, l'avis définitif du service régional de médiation est notifié par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau et au client final. A défaut de réception d'observations du gestionnaire de réseau dans les cinquante jours calendrier de la notification de la proposition d'avis visée à l'alinéa 3, l'avis définitif du service régional de médiation est notifié sans délai par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau, au client final.

Si l'avis définitif conclut à la nécessité, pour le gestionnaire de réseau, d'indemniser le client final mais que le gestionnaire s'abstient, sans motif légitime, de verser l'indemnité due au client final dans les trente jours calendrier de la réception de l'avis définitif, la CWaPE peut lui enjoindre de procéder au versement.

§ 4. En cas d'urgence, le client final peut requérir de la CWaPE qu'elle fasse injonction au gestionnaire de réseau de procéder au raccordement effectif dans le délai qu'elle détermine. A défaut pour le gestionnaire de réseau de se conformer au nouveau délai la CWaPE peut initier la procédure visée aux articles 48 et suivants et infliger, le cas échéant, une amende administrative au gestionnaire de réseau. »

**Art. 23.** A l'article 25 quinquies du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans un délai de soixante jours à dater de la notification de l'avis rendu en vertu d'une des dispositions du présent chapitre, le gestionnaire de réseau informe le service régional de médiation quant aux suites données à son avis, ou à celui de la CWaPE. »

**Art. 24.** A l'article 26 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « éligibles » est remplacé par le mot « finals »;

2° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « justifiée par des critères objectifs, techniquement et économiquement fondés. Elle est » sont insérés entre les mots « motivée et » et « notifiée »;

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans les trente jours suivant le refus d'accès visés à l'alinéa 2, 1°, 2° et 4°, le gestionnaire de réseau transmet à la CWaPE les informations pertinentes sur les mesures nécessaires pour adapter le réseau. »;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Lorsqu'il existe un réseau de distribution de gaz accessible et que le maître de l'ouvrage choisit de recourir à cette source d'énergie pour une utilisation finale individuelle, le placement d'un compteur individuel est obligatoire pour toute maison d'habitation individuelle et tout immeuble à appartements neuf ou faisant l'objet de travaux de rénovation importants, c'est-à-dire :

1° soit lorsque la maison ou l'immeuble fait l'objet de travaux portant sur au moins un quart de son enveloppe;

2° soit lorsque le coût total de la rénovation portant sur l'enveloppe ou sur les installations énergétiques est supérieur à 25 % de la valeur du bâtiment; la valeur du bâtiment ne comprend pas la valeur du terrain sur lequel bâtiment est sis.

Tout client final raccordé au réseau public de distribution et, le cas échéant, tout client final raccordé au réseau privé et au réseau fermé professionnel, a le droit d'exiger le placement d'un compteur individuel de gaz.

Il peut être dérogé aux alinéas précédents en cas d'impossibilités techniques et en fonction des exceptions définies dans le règlement technique.

Pour le 1<sup>er</sup> janvier 2024 au plus tard, le propriétaire d'un immeuble à appartements non équipé de compteurs individuels de gaz procède, à ses frais, à la rénovation de l'immeuble à appartements afin d'y faire placer des compteurs individuels de gaz. »;

5° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le client peut communiquer, suivant les modalités spécifiées par le gestionnaire de réseau, sur la base d'une périodicité qui ne peut pas être inférieure à trois mois ses relevés d'index à des fins d'informations, de simulation des consommations, ou d'adaptation des acomptes. »

**Art. 25.** L'article 28 du même décret est abrogé.

**Art. 26.** A l'article 29 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Ministre après avis de » et « par extrait au *Moniteur belge* et » sont abrogés;

2° paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'application éventuelle de l'amende administrative visée à l'article 48, la CWaPE peut régulariser une conduite directe construite sans autorisation préalable et répondant aux conditions prévues pour obtenir une autorisation. En cas de refus, la CWaPE peut ordonner le démantèlement de la conduite en question. »;

3° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « objectifs et non discriminatoires, ainsi que la » sont insérés entre les mots « les critères » et « procédure d'octroi »;

b) les mots « ou de régularisation » sont insérés entre les mots « procédure d'octroi » et « des autorisations ».

**Art. 27.** A l'article 30 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « la CWaPE »;

2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

b) le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est remplacé par ce qui suit :

« 2° la licence limitée, octroyée dans une des situations suivantes :

a) pour une quantité d'énergie plafonnée;

b) pour une fourniture à l'intérieur d'une aire géographique restreinte et bien délimitée;

c) à des clients déterminés;

d) pour assurer sa propre fourniture, à l'exception des situations d'auto-production visées à l'article 30bis, § 2, alinéa 2, 1°. »;

c) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 3° est abrogé;



d) un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Sont soumis à l'octroi de la licence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, d), le producteur qui utilise les réseaux de transport ou de distribution en vue d'alimenter en gaz d'autres sièges ou établissements situés en Région wallonne, ainsi que le client qui s'alimente lui-même en gaz, notamment auprès d'une bourse. »;

e) au troisième alinéa, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

f) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut exonérer les titulaires de licence limitée de fourniture visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ainsi que les fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture accordée au niveau fédéral, dans les autres Régions ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen, de certains des critères d'octroi. »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « la CWaPE »;

b) le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut prévoir une procédure simplifiée pour les fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture accordée au niveau fédéral, dans les autres Régions ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen. »

**Art. 28.** Dans l'article 30bis, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Tout client final est libre de choisir son propre fournisseur.

Au sein d'un réseau privé ou d'un réseau fermé professionnel, les clients avals connectés au réseau peuvent mandater le gestionnaire de réseau en question d'exercer, en leur nom et pour leur compte, leur éligibilité. Pour être valable, le mandat est prévu de manière expresse. »;

2<sup>o</sup> le texte actuel formera le paragraphe 2;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « article 30, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>e</sup> tiret » sont remplacés par les mots « article 30, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, d) ».

**Art. 29.** A l'article 30ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à la demande du fournisseur » sont abrogés;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ayant conduit à la mise en œuvre de la procédure de défaut de paiement, commise par » sont remplacés par le mot « du »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le mot « 25ter » est remplacé par le mot « 25bis ».

**Art. 30.** L'article 30quater, § 3, alinéa 3, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est complété par les mots « Le fournisseur rectifie sa facturation dans un délai de deux mois à dater de la réception des corrections sous peine d'application de l'indemnité visée au présent article. La rectification porte sur l'ensemble de la période concernée par l'erreur. »

**Art. 31.** L'article 30quinquies du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans un délai de soixante jours à dater de la notification de l'avis rendu en vertu d'une des dispositions du présent chapitre, le fournisseur informe le service régional de médiation quant aux suites données à son avis, ou à celui de la CWaPE. »

**Art. 32.** A l'article 31 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à la CWaPE »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 33.** L'article 31bis du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31bis. § 1<sup>er</sup>. Les clients résidentiels relevant d'une des catégories suivantes sont des clients protégés :

1<sup>o</sup> tout consommateur considéré comme client protégé bénéficiant du tarif social spécifique par ou en vertu de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2<sup>o</sup> tout consommateur qui bénéficie d'une décision de guidance éducative de nature financière prise par un centre public d'action sociale ou qui fait l'objet d'un suivi assuré par une institution agréée en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;

3<sup>o</sup> les consommateurs qui bénéficient du maximum à facturer en vertu de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par la loi du 5 juin 2002, Titre 3, Chapitre IIIbis, Section 3 et de ses arrêtés d'exécution, sur la base des tranches de revenus définies par le Gouvernement.

§ 2. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine la procédure et les modalités d'octroi et de perte du statut de client protégé. Il peut étendre la liste des clients protégés à d'autres catégories de clients finals. »

**Art. 34.** L'article 31ter du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31ter. § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de réseau fournit le gaz au tarif social au client protégé visés à l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et § 2, sauf si le client demande à être fourni, au tarif commercial, par un fournisseur de son choix. Le gestionnaire de réseau est habilité à fournir du gaz au tarif social au client protégé visé à l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, lorsque le client le demande.

Le transfert du client vers le gestionnaire de réseau entraîne la résiliation de plein droit du contrat de fourniture en cours sans frais ni indemnité de résiliation.

§ 2. En cas de mise en demeure du client, le fournisseur propose un plan de paiement raisonnable et informe son client de la possibilité de bénéficier de l'assistance d'un CPAS dans sa négociation. Le Gouvernement définit la notion de plan de paiement raisonnable.

En cas d'absence de réaction du client déclaré en défaut de paiement, de refus ou de non-respect d'un plan de paiement raisonnable, ou à la demande du client, le fournisseur demande au gestionnaire de réseau le placement d'un compteur à budget.

Le client protégé est alimenté par son gestionnaire de réseau suite à la déclaration de défaut de paiement par le fournisseur.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine la procédure de placement des compteurs à budget et définit les raisons techniques, médicales, structurelles ou sociales qui peuvent empêcher le placement du compteur à budget et détermine les alternatives.

En cas de contestation notifiée par écrit ou par voie électronique au gestionnaire de réseau de la procédure de placement du compteur à budget par le client, celle-ci est suspendue pour permettre au gestionnaire de réseau d'analyser la situation du client avant de poursuivre ou non la procédure de placement du compteur à budget. Le Gouvernement précise la procédure de contestation du placement du compteur à budget.

Pendant la période hivernale, le gestionnaire de réseau octroie une aide permettant de maintenir la fourniture de gaz dans tout logement occupé au titre de résidence principale par un client protégé qui n'est plus en mesure d'alimenter son compteur à budget. Sans préjudice de l'article 31quater, § 2, 2°, le gaz consommé au cours de la période visée reste à charge du client protégé. Le Gouvernement précise la procédure d'octroi de cette aide. »

**Art. 35.** L'article 31quater du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31quater. § 1<sup>er</sup>. Dans chaque commune, il est constitué, à l'initiative du président du conseil de l'action sociale une commission locale pour la prévention des coupures et des interruptions de fourniture, en abrégé "commission locale pour l'énergie", composée :

- 1° d'un représentant désigné par le conseil de l'action sociale;
- 2° d'un représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du centre public d'action sociale;
- 3° d'un représentant du gestionnaire de réseau auquel le client est connecté, excepté lorsque celui-ci intervient en tant que fournisseur du client.

Dans les six mois du renouvellement du conseil de l'action sociale, le président du conseil adresse à la CWaPE le nom des personnes qui ont été désignées en vue de siéger à la commission.

§ 2. La commission est convoquée soit à l'initiative du fournisseur, du gestionnaire de réseau ou du CPAS, soit à l'initiative du client. Elle se prononce notamment :

- 1° sur l'octroi de l'aide visée au paragraphe 2 de l'article 31ter pendant la période hivernale;
- 2° sur la remise totale ou partielle de dette du client protégé à l'égard du gestionnaire de réseau agissant comme fournisseur;
- 3° sur la proposition de conclusion d'un plan de paiement raisonnable adressée à un client résidentiel protégé ou négociée par le C.P.A./S.

La commission se prononce à la majorité des membres. Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion, le client est invité à s'y présenter aux fins d'être entendu. Le cas échéant, il peut s'y faire assister ou représenter par une personne de son choix. La commission délibère à huis clos.

Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion, le fournisseur est invité à assister à la réunion en cas de saisine de la commission portant sur un plan de paiement ou sur les mesures à prendre lorsqu'il y a une impossibilité de placer un compteur à budget pour raisons techniques, médicales, structurelles ou sociales.

La décision est notifiée au client et au gestionnaire de réseau dans les sept jours.

§ 3. Le Gouvernement définit les modalités et la procédure de fonctionnement de la commission et peut en étendre la composition à toute personne qui a un intérêt à y être représentée.

§ 4. Avant le 31 mars de chaque année, les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs adressent à la CWaPE un rapport faisant état, pour chaque commune, du nombre de convocations de la commission locale pour l'énergie émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

Avant le 31 mars de chaque année, les commissions locales pour l'énergie peuvent adresser au conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

S'il apparaît qu'au sein d'une commune, la commission locale pour l'énergie n'est pas constituée ou ne donne pas suite aux convocations du gestionnaire de réseau, le Ministre peut décider, après avis de la CWaPE, et après avoir adressé une lettre de rappel et une lettre de mise en demeure au bourgmestre et au président du centre public d'action sociale, que la redevance visée à l'article 20 n'est pas acquittée à la commune pour l'exercice en cours ou l'exercice suivant.

§ 5. Les commissions locales pour l'énergie sont en outre chargées d'une mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et de plans d'action préventive en matière d'énergie.

§ 6. Les décisions des commissions locales pour l'énergie peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de paix du lieu de raccordement du client concerné. »

**Art. 36.** L'article 31quinquies du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31quinquies. Chaque centre public d'action sociale est chargé d'assurer une guidance sociale énergétique.

La guidance consiste en des actions de nature préventive et curative. Elle est proposée à des clients résidentiels en difficulté de paiement et prioritairement les clients protégés.

Le Gouvernement définit les modalités de la guidance sociale énergétique. »

**Art. 37.** Dans l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, le *b*) est remplacé comme suit :

« *b*) installer les appareils de mesurage et de comptages et gérer l'ensemble des données de mesure et de comptage nécessaires à la gestion des réseaux et aux processus de marché; »;

2<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, le *d*) est complété par les mots suivants : « en ce compris le placement des compteurs à budget, de gestion des plaintes des utilisateurs du réseau et de gestion des demandes d'indemnisation et de procédure donnant droit à celle-ci, la CWaPE publie annuellement sur son site internet les performances respectives de chaque gestionnaire de réseau au regard des objectifs; »;

3<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, le *e*) est abrogé;

4<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est complété par les *h*), *i*) et *j*) rédigés comme suit :

« *h*) valider et transmettre au fournisseur les relevés d'index réalisés par les clients avec une périodicité qui ne peut pas être inférieure à trois mois à des fins d'information, de simulation des consommations ou d'adaptation des acomptes tenant compte d'un lissage des consommations sur douze mois;

*i*) assurer un rôle de facilitateur de marché. Après avis de la CWaPE et concertation des gestionnaires de réseaux, le Gouvernement définit la description de ce rôle de facilitateur de marché et les modalités pratiques de son exercice;

*j*) mettre en place la structure adéquate afin que tout changement de fournisseur soit effectué dans les trois semaines suivant réception de la demande. »;

5<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, le *b*) est complété par les mots « l'éventuelle différence constatée entre le tarif social appliqué au client protégé exclusivement régional, visé à l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et § 2, et celui appliqué au client protégé fédéral visé à l'article 31bis, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, reste à charge du gestionnaire de réseau »;

6<sup>o</sup> le 3<sup>o</sup>, *c*), est remplacé par ce qui suit :

« *c*) sauf lorsque le placement du compteur à budget est impossible pour des raisons techniques, médicales, structurelles, ou sociales d'assurer le placement d'un compteur à budget conformément à l'article 31ter. Si le gestionnaire de réseau de distribution dépasse, pour des raisons qui lui sont imputables, le délai de placement établi par le Gouvernement, il sera redevable au fournisseur qui a introduit la demande de placement du compteur à budget, d'une intervention forfaitaire dont la méthode de calcul du montant est fixée par le Gouvernement après avis de la CWaPE; »;

7<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, *d*), les mots « ou dans les liens d'un contrat de fourniture qui a été suspendu » sont abrogés;

8<sup>o</sup> au 4<sup>o</sup>, *a*), les mots « de raccordement et d'accès » sont insérés entre les mots « la priorité » et « au gaz »;

9<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup>, *b*), est remplacé par ce qui suit : « procéder gratuitement au raccordement standard pour tout client résidentiel dont les installations sont situées à maximum 8 mètres de la canalisation principale du réseau de distribution majorés de l'éventuelle traversée de voirie.

Le raccordement gratuit est conditionné à un début de prélèvement de gaz à des fins domestiques dans les douze mois qui suivent le raccordement. En dehors de ce délai, le gestionnaire de réseau peut procéder à la facturation de la partie de raccordement qui a fait l'objet de la gratuité;

10<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est complété par les points *c*), *d*) et *e*) rédigés comme suit :

« *c*) acheter, à la demande des producteurs et dans les limites de leurs besoins propres, en ce compris la fourniture aux clients finals dans les cas prévus par le présent décret, à un prix garanti, et suivant les modalités, définies par le Gouvernement après avis de la CWaPE, du gaz issu de SER produit et injecté dans le réseau de distribution ou de transport par des installations établies en Région wallonne;

*d*) acheter, à la demande des producteurs, à un prix garanti, et suivant les modalités, définies par le Gouvernement après avis de la CWaPE, des garanties d'origines octroyées au gaz issu de SER produit et injecté dans le réseau de distribution ou de transport, par des installations établies en Région wallonne en application de l'article 34;

*e*) dans les limites définies au Règlement technique, et suivant les modalités de partage des charges économiques définies par le Gouvernement et publiées dans les tarifs du gestionnaire de réseau, raccorder tout producteur qui en fait la demande, ainsi que construire et exploiter un module d'injection de gaz issu de SER, à la demande du producteur de ce gaz. »;

11<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup>, la phrase « un investissement est considéré comme économiquement justifié lorsque le taux de rentabilité est supérieur ou égal au taux de rémunération nette des capitaux investis accepté par la CREG dans la détermination du coût d'utilisation du réseau. » est remplacée par la phrase « Le Gouvernement est habilité, après avis de la CWaPE, à définir la méthodologie permettant d'évaluer le caractère économiquement justifié d'une extension de réseau. »;

12<sup>o</sup> un 10<sup>o</sup> complète l'article, rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> développer des facilités de raccordement pour le gaz naturel comprimé au réseau, dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables. »

**Art. 38.** Dans l'article 33 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, *c*), les mots « et communiquer les indicateurs » sont insérés entre les mots « objectifs » et « de performance »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, *d*), le mot « éventuel » est abrogé;

3<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, il est inséré un *e*) rédigé comme suit :

« *e*) effectuer un changement de fournisseur dans un délai de maximum trois semaines à compter de la date de la demande du client final, dans le respect des termes et conditions des contrats. »;

4<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots « disponible sur le réseau auquel est raccordé le client » sont remplacés par les mots « injecté en Région wallonne »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, *b*), le mot « défaut » est remplacé par le mot « difficulté »;

6<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 4<sup>o</sup>, *b*), est complété par les mots suivants :

« , notamment proposer un plan de paiement raisonnable »;

7<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est complété par les points *c*) et *d*) rédigés comme suit :

« c) dans le cadre d'une procédure de non-respect du plan de paiement, en cas d'impossibilité de placement d'un compteur à budget pour raisons techniques, médicales, structurelles ou sociales confirmées par le gestionnaire de réseau, le fournisseur introduit une demande de coupure pour défaut de paiement devant la commission locale pour l'énergie, le délai de placement du compteur à budget est suspendu jusqu'à la décision de la commission locale pour l'énergie;

d) procéder à une adaptation des factures d'acompte du client sur la base des index relevés par le client et validés par le gestionnaire de réseau de distribution et tout en tenant compte d'un lissage des consommations sur douze mois. »;

8° au paragraphe 2, les mots « quatrième tiret » sont remplacés par les mots « d) ».

**Art. 39.** A l'article 33bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « imposées aux gestionnaires de réseaux en vertu de l'article 32 » sont remplacés par les mots « contrôlées par la CWaPE ».

**Art. 40.** Dans le même décret, il est inséré après l'article 33bis, un nouveau chapitre VIII, intitulé « Certification des sites de production de gaz issu de SER ».

**Art. 41.** Dans le chapitre VIII, inséré, par l'article 40, il est inséré un article 33ter rédigé comme suit :

« Art. 33ter. Pour se voir octroyer des labels de garantie d'origine, le producteur de gaz issu de SER obtient pour son site de production un certificat de garantie d'origine délivré par un organisme de contrôle agréé. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les conditions d'agrément des organismes de contrôle.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement définit les mentions qui figurent dans le certificat de garantie d'origine, ainsi que les critères et la procédure d'octroi, de révision et de retrait du certificat de garantie d'origine. Les critères portent notamment sur la capacité de contrôler la quantité de gaz réellement produit.

Les installations de faible puissance peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine le seuil de puissance sous lequel la procédure simplifiée est applicable. »

**Art. 42.** Dans le même décret, il est inséré après l'article 33ter, un chapitre VIIIbis, intitulé « Labellisation du gaz issu de SER ».

**Art. 43.** Dans le chapitre VIIIbis, inséré par l'article 42, il est inséré un article 33quater, rédigé comme suit :

« Art. 33quater. Un système de label de garantie d'origine du gaz issu de SER est instauré par le Gouvernement. »

**Art. 44.** Dans le même chapitre, il est inséré un article 33quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 33quinquies. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les conditions d'attribution et fixe les modalités et la procédure d'octroi du label de garantie d'origine au gaz issu de SER en Région wallonne.

Un label de garantie d'origine est attribué par MWh produit de gaz issu de SER injecté sur le réseau de distribution ou de transport.

La CWaPE attribue les labels de garantie d'origine aux producteurs de gaz issu de SER. Ces labels sont transmissibles. »

**Art. 45.** Dans le même chapitre, il est inséré un article 33sexies, rédigé comme suit :

« Art. 33sexies. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement fixe les modalités d'utilisation des labels de garantie d'origine à présenter par les fournisseurs, les gestionnaires de réseau et les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture, en vue d'établir le bilan des différentes sources d'énergie primaire utilisées par ces derniers.

Le Gouvernement définit, après avis de la CWaPE, les conditions auxquelles les labels de garantie d'origine produits en dehors de la Région wallonne peuvent y être reconnus en cette qualité. »

**Art. 46.** Dans le même décret, le chapitre VIII devient le chapitre VIIIter, intitulé « Promotion du gaz issu de SER ».

**Art. 47.** A l'article 34 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

**Art. 48.** L'article 35 du même décret est abrogé.

**Art. 49.** L'article 36 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est modifié comme suit :

1° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de ses missions, la CWaPE poursuit les objectifs suivants :

1° promouvoir un marché régional de gaz concurrentiel, compétitif, sûr et durable et une ouverture effective du marché pour l'ensemble des clients et des fournisseurs de l'Espace économique européen, et garantir des conditions appropriées pour que les réseaux fonctionnent de manière effective et fiable, en tenant compte d'objectifs à long terme;

2° contribuer à la mise en place de réseaux de gaz sûrs, fiables, performants, à un accès non-discriminatoire au réseau, à l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi qu'au développement et à l'intégration des productions de gaz issu de SER et faciliter l'accès au réseau des nouvelles capacités de production, notamment en supprimant les obstacles qui peuvent empêcher l'arrivée de nouveaux venus sur le marché;

3° faire en sorte que les gestionnaires et les utilisateurs des réseaux de gaz en ce compris des réseaux privés et des réseaux fermés professionnels soient encouragés à améliorer les performances des réseaux et favoriser l'intégration du marché, tant à court terme qu'à long terme;

4° contribuer à assurer un service public et universel de qualité dans le secteur de la fourniture de gaz, et contribuer à la protection des consommateurs, en particulier des clients protégés et à la compatibilité des mécanismes nécessaires d'échange de données pour permettre aux clients de changer de fournisseur. »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> devient le paragraphe 2;

3° au nouveau paragraphe 2, 1°, les mots « , les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels » sont insérés entre les mots « gestionnaires de réseaux » et les mots « de leurs obligations »;

4° au nouveau paragraphe 2, il est inséré un 1<sup>obis</sup> rédigé comme suit :

« 1<sup>obis</sup> la surveillance de la gestion de la congestion des réseaux, y compris des interconnexions, et la mise en œuvre des règles de gestion de la congestion; »;

5° au nouveau paragraphe 2, 2°, les mots « et conditions générales » sont insérés entre les mots « des règlements » et les mots « de raccordement »;

6° au nouveau paragraphe 2, le 3° est complété par les mots « ainsi que l'octroi des licences de fourniture; »;

7° au nouveau paragraphe 2, 4°, les mots « , les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels ainsi que » remplacent le mot « et » situé entre les mots « gestionnaires de réseaux » et les mots « les fournisseurs »;

8° au nouveau paragraphe 2, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° la détermination des informations à fournir par le gestionnaire de réseau et, le cas échéant, les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels, en vue notamment de l'élaboration des bilans énergétiques et des obligations de rapportage de la Région wallonne auprès de l'Union européenne en matière d'énergie »;

9° au nouveau paragraphe 2, le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° la coopération et la concertation régulière avec les autres régulateurs au niveau fédéral, régional et européen des marchés du gaz, notamment en vue de vérifier l'absence de subsides croisés entre catégories de clients, ainsi qu'avec ACER et toute autre autorité ou organisme belge, étranger ou international; »;

10° au nouveau paragraphe 2, le 11° est remplacé par ce qui suit :

11° le développement de toute étude, outil ou démarche visant à améliorer le fonctionnement du marché du gaz, à faciliter l'exercice, par le client final, de son éligibilité et à tenir informé le Gouvernement du comportement des acteurs du marché et des consommateurs; »;

11° au nouveau paragraphe 2, le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° l'approbation des tarifs des gestionnaires des réseaux et, conformément aux articles 16*bis* et 16*ter*, les conditions de rémunération des réseaux privés et des réseaux fermés professionnels; »;

12° le 14°, rédigé comme suit, complète le nouveau paragraphe 2;

« 14° la surveillance et le contrôle de la mise en œuvre des plans d'investissement des gestionnaires de réseau, conformément à l'article 16, §§ 4 et 5; »;

13° le paragraphe 2 ancien est remplacé par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour le 30 juin au plus tard, la CWaPE soumet chaque année au Gouvernement et au Parlement wallon un rapport sur l'exécution de ses missions et l'évolution du marché régional du gaz. La CWaPE présente son rapport annuel au Parlement. Le rapport est publié sur le site internet de la CWaPE. »

**Art. 50.** A l'article 36*bis* du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les mots « 44, 47, 47*bis* » sont remplacés par le mot « à ».

**Art. 51.** A l'article 37 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les mots « et 50*ter* » sont insérés entre les mots « 49*bis* » et les mots « du décret ».

**Art. 52.** L'article 44 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est modifié comme suit :

1° les mots « Comité d'énergie » sont remplacés par les mots « Conseil général »;

2° les mots « est chargé d'émettre, à la demande du Gouvernement, de la CWaPE ou d'initiative, des avis sur l'orientation du marché régional du gaz dans le sens de l'intérêt général, du développement durable et des missions de service public. » sont remplacés par les mots « a pour mission :

1° d'initiative ou à la demande du Ministre, de définir des orientations pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

2° de formuler, dans les quarante jours suivant la réception de la demande de la CWaPE, un avis sur toute question qui lui est soumise par la CWaPE;

3° d'être un forum de discussion sur les objectifs et les stratégies de la politique énergétique wallonne. »

**Art. 53.** Dans le même décret, il est inséré un article 75, rédigé comme suit :

« Art. 75. La CWaPE évalue les dispositions du présent décret et remet son rapport d'évaluation au Gouvernement et au Parlement pour le 31 janvier 2017.

Le Conseil général peut également évaluer les dispositions du présent décret et remettre un rapport d'évaluation au Gouvernement et au Parlement dans le courant de l'année 2017. »

**Art. 54.** L'article 591 du Code judiciaire est complété par un 25° rédigé comme suit :

« 25° de toutes les actions formées contre les décisions des commissions locales pour l'énergie sur la base de l'article 31 quater, § 6, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz; ».

**Art. 55.** Les articles 3, 5, 6 et 8 produisent leur effet le 31 décembre 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 mai 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

(1) *Session 2014-2015.*

*Documents du Parlement wallon*, 164 (2014-2015), n<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 20 mai 2015.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202582]

#### 21. MAI 2015 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter "Richtlinie 2003/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Gasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 98/30/EG" durch "Richtlinie 2009/73/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/55/EG" ersetzt.

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 6 werden die Wörter "elektrochemische und/oder" zwischen "durch" und "thermochemische Behandlung" eingefügt;

2° eine wie folgt verfasste Ziffer *6bis* wird eingefügt: «"komprimiertes Erdgas": komprimiertes Erdgas oder komprimiertes mit Erdgas kompatibles Gas, das als Brennstoff für Fahrzeuge benutzt wird;»;

3° unter Ziffer 11 wird das Wort "Hilfsdienste," zwischen "Infrastrukturen," und "Speicherungsmittel" eingefügt und werden folgende Wörter am Ende von Ziffer 11 eingefügt: "die kein privates Netz, geschlossenes Unternehmensnetz oder Direktleitung bilden;";

4° unter Ziffer 13 werden die Wörter "über Verteilernetze" gestrichen;

5° die Ziffer 17 wird durch Folgendes ersetzt:

"17° "privates Netz": alle Anlagen für die Gasversorgung von einem oder mehreren Folgekunden, die auf einem oder mehreren privaten Grundstücken errichtet sind, an dem ein Netzbetreiber kein Eigentumsrecht und kein Recht hat, das ihm die Nutzung im Sinne von Artikel 3 garantiert, und die weder als "geschlossenes Unternehmensnetz" noch als "Direktleitung" anerkannt werden;

6° die Ziffern *17bis* und *17ter* mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"17bis° "geschlossenes Unternehmensnetz": ein Netz, das keine Direktleitung bildet, und an dem ein Netzbetreiber oder ein Betreiber eines Transportnetzes kein Eigentumsrecht und kein Recht hat, das ihm die Nutzung im Sinne von Artikel 3 garantiert, durch welches Gas innerhalb eines Industrie- oder Gewerbegebiets oder eines geographisch abgegrenzten Gebiets, in dem Leistungen gemeinsam genutzt werden, verteilt wird, und das nebenbei eine kleine Anzahl Haushaltskunden versorgen kann, die Arbeitnehmer des Eigentümers des Netzes sind, oder auf eine vergleichbare Weise mit ihm verbunden sind, und sich in dem vom Netz versorgten Gebiet befinden, in dem entweder:

a) die Tätigkeiten oder das Produktionsverfahren der Benutzer des Netzes aus spezifischen technischen oder sicherheitstechnischen Gründen verknüpft sind oder in der Vergangenheit verknüpft waren, oder

b) das Gas dem Eigentümer oder Betreiber des geschlossenen Unternehmensnetzes oder den mit ihnen verbundenen Unternehmen hauptsächlich für ihren eigenen Verbrauch geliefert wird;

17<sup>ter</sup> "Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes": eine natürliche oder juristische Person, die ein geschlossenes Unternehmensnetz besitzt, oder ein Nutzungsrecht an diesem Netz hat;"

7<sup>o</sup> die Ziffer 18 wird durch Folgendes ersetzt:

«18<sup>o</sup> "Direktleitung": jede Leitung für Erdgas oder für ein mit Erdgas kompatibles Gas, die einen einzelnen Produktionsstandort mit einem einzelnen Kunden verbindet, oder die einen Gaserzeuger oder eine Speichergesellschaft zum Zwecke der direkten Versorgung seiner/ihrer eigenen Betriebsstätten, Tochterunternehmen, verbundenen Unternehmen und zugelassenen Kunden verbindet;"»;

8<sup>o</sup> unter Ziffer 20 werden die Wörter "als Erzeuger oder als Endverbraucher" gestrichen;

9<sup>o</sup> die Ziffer 24 wird durch Folgendes ersetzt:

"Standardanschluss": Anschluss, der den folgenden Bedingungen genügt:

- die Entfernung zwischen der Zugangsstelle des Netzbenutzers und der Anschlussstelle beträgt höchstens acht Meter;

- die Anschlussleistung beträgt höchstens 10 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde;

- der Versorgungsdruck liegt zwischen 21 und 25 mbar;

- der zulässige Höchstbetriebsdruck der Hauptleitung und des Anschlusses beträgt 4,90 bar oder weniger;"

10<sup>o</sup> die Ziffer 25 wird durch Folgendes ersetzt:

"25<sup>o</sup> "einfacher Anschluss": Anschluss, der den folgenden Bedingungen genügt:

- die Anschlussleistung beträgt höchstens 16 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde;

- der beantragte Versorgungsdruck liegt zwischen 21 und 25 mbar;

- der zulässige Höchstbetriebsdruck der Hauptleitung und des Anschlusses beträgt 4,90 bar oder weniger;

- die Länge der Anschlussvorrichtung beträgt höchstens 25 Meter;

- auf der Anschlussstrasse befindet sich kein Hindernis, für welches eine komplizierte spezielle Technik benötigt wird, mit Ausnahme der üblichen Graben- und Richtungsbohrtechnik für einen begrenzten Durchmesser;"

11<sup>o</sup> unter Ziffer 26 werden die Wörter "des Standardanschlusses und" gestrichen;

12<sup>o</sup> eine wie folgt verfasste Ziffer 28bis wird eingefügt:

"28bis<sup>o</sup> "Message Implementation Guide", abgekürzt "MIG" ": die Anleitung mit den Regeln, Verfahren und dem Kommunikationsprotokoll für den Austausch von technischen und kommerziellen Informationen über die Zugangsstellen zwischen dem Netzbetreiber und den Versorgern;"

13<sup>o</sup> die Ziffer 31 wird aufgehoben;

14<sup>o</sup> die Ziffer 32 wird durch Folgendes ersetzt:

"32<sup>o</sup> "Ersatzversorger": von dem Netzbetreiber bestellter Versorger, der mit der Gasversorgung in folgenden Fällen beauftragt wird:

a) an die Kunden, die zugelassen worden sind, solange sie keinen Versorger gewählt haben;

b) an die Endverbraucher, wenn der Versorger, mit dem diese Kunden einen Versorgungsvertrag abgeschlossen haben, ausfällt;"

15<sup>o</sup> die Ziffer 38 wird durch Folgendes ersetzt:

"38<sup>o</sup> "Folgekunde": Endverbraucher und/oder Erzeuger, der über ein privates Netz oder ein geschlossenes Unternehmensnetz an das Verteilernetz oder an das Transportnetz angeschlossen ist;"

16<sup>o</sup> die Ziffer 44 wird durch Folgendes ersetzt:

"44<sup>o</sup> "Richtlinie 2009/73/EG": Richtlinie 2009/73/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/55/EG;"

17<sup>o</sup> der Artikel wird durch die Ziffern 49 und 50 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"49<sup>o</sup> "ACER": die Agentur für die Zusammenarbeit der Energieregulierungsbehörden, gegründet durch die Verordnung (EG) Nr. 713/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 zur Gründung einer Agentur für die Zusammenarbeit der Energieregulierungsbehörden;

50<sup>o</sup> "Werktag": alle Kalendertage, mit Ausnahme der Samstage, Sonntage und Feiertage."

**Art. 3** - Artikel 5 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1<sup>o</sup> Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1 - Der Betreiber eines Verteilernetzes ist:

1<sup>o</sup> eine juristische Person öffentlichen Rechts, die insbesondere die Form einer Interkommunalen haben kann, oder

2<sup>o</sup> eine juristische Person privaten Rechts, die zu mindestens 70 Prozent, direkt oder indirekt, im Eigentum von juristischen Personen öffentlichen Rechts ist und von Letzteren kontrolliert wird.

In dem in Absatz 1, Ziffer 2, genannten Fall gelten die Artikel des Gesellschaftsgesetzbuches unbeschadet der in Ausführung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse anwendbaren Bestimmungen;"

2<sup>o</sup> ein wie folgt verfasster Paragraph 3 wird eingefügt:

"§ 3 - Der Netzbetreiber darf die mit der Aktivität als Netzbetreiber verbundenen Aktiva, einschließlich der Netzinfrastruktur, nicht verpfänden, als Sicherheit oder Garantie hinterlegen, oder auf irgend eine Weise Verpflichtungen dafür eingehen, für andere Zwecke und Aktivitäten als diejenigen als Netzbetreiber.

Im Falle des Konkurses eines in Übereinstimmung mit § 1 Absatz 1 Ziffer 2 errichteten Netzbetreibers, und um die Integrität des Verteilernetzes zu schützen, dessen Eigentümer der betreffende Netzbetreiber ist, sowie im allgemeinen Interesse und angesichts seiner wirtschaftlichen Aufgabe und seiner Aufgabe öffentlichen Dienstes:

1° kann oder können die Person bzw. Personen öffentlichen Rechts, die ihn direkt oder indirekt in Eigentum hatten und/oder ihn kontrollierten, binnen fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung des Beschlusses zur Eröffnung des Konkurses ein Vorkaufsrecht auf den geregelten Sektor der Verteilungsaktivität gelten lassen;

2° kann der geregelte Sektor der Verteilung auf jeden Fall nur einer Person zukommen, die als Netzbetreiber anerkannt werden kann."

**Art. 4** - Artikel 6bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 3 wird die Wortfolge "die Gesellschaftsanteile, die" durch "das Verhältnis der Gesellschaftsanteile, die" ersetzt;

2° unter Ziffer 3 werden die Wörter "die er an dem Netzbetreiber hält" durch "die er am Kapital des Netzbetreibers hält" ersetzt.

**Art. 5** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 6ter - Wenn der Betreiber eines Verteilernetzes in Übereinstimmung mit Artikel 5 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 errichtet ist, gelten folgende ergänzende Bedingungen:

1° die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt einen Teil oder die Gesamtheit eines Netzbetreibers in Eigentum haben, können sich nur getrennt und bis zu einem bestimmten Betrag verpflichten;

2° in den Verwaltungsorganen stellen die Vertreter der öffentlichen Anteilseigner die Mehrheit dar, und sie verfügen jederzeit über die Mehrheit der Stimmen;

3° die Mehrheit der Vertreter der öffentlichen Anteilseigner sind Mitglieder von Gemeinde- und Provinzialräten und -kollegien. Die Mandate werden in Übereinstimmung mit dem System der Proportionalvertretung gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches verteilt;

4° der Verwaltungsrat umfasst wenigstens 20 Prozent unabhängige Verwaltungsratsmitglieder im Sinne von Artikel 526ter des Gesellschaftsgesetzbuches, die aufgrund ihrer finanziellen Kenntnisse oder ihrer technischen Fachkunde von der Generalversammlung benannt werden;

5° jeder Beschluss des Verwaltungsrats muss mindestens mit der Mehrheit der Stimmen innerhalb der Gruppe der unter 2° genannten Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden;

6° die Generalversammlung genehmigt in Anlehnung an die einschlägige Referenzpraxis einen Verhaltenskodex, in dem u.a. die Regeln in Sachen organisatorische Transparenz bestimmt werden;

7° der Netzbetreiber setzt unter seinen Mitgliedern einen Auditausschuss ein, der sich aus einer Mehrheit von Verwaltungsratsmitgliedern, die der unter Ziffer 2° erwähnten Gruppe angehören, und mindestens einem Verwaltungsratsmitglied, das der unter Ziffer 4° genannten Gruppe von unabhängigen Verwaltungsratsmitgliedern angehört, zusammensetzt. Der Auditausschuss kann von Amts wegen oder auf Antrag von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates ein begründetes Gutachten abgeben über jeden Entwurf eines Beschlusses, der die Aktivität des Netzbetreibers erheblich beeinträchtigen könnte;

8° der Netzbetreiber setzt unter seinen Mitgliedern einen Vergütungsausschuss ein, der sich aus einer Mehrheit von unter Ziffer 2° genannten Verwaltungsratsmitgliedern und mindestens einem unter Ziffer 4° genannten Verwaltungsratsmitglied zusammensetzt. Der Vergütungsausschuss wird damit beauftragt, die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats festzusetzen, und die Vergütungspolitik zugunsten der Mitglieder des Direktionsausschusses auszuarbeiten;

9° der Verwaltungsrat des Netzbetreibers hat die Pflicht, bei der Beschlussfassung die Transparenz zu gewährleisten. Hierzu gehört die Pflicht für den Verwaltungsrat, seine Tagesordnungen, seine Beschlussentwürfe oder jedes sonstige Dokument, das direkt oder indirekt mit der Aktivität des Netzbetreibers verbunden ist, den Mitgliedern des Auditausschusses mitzuteilen, und zwar zu demselben Zeitpunkt, als sie den Mitgliedern des Verwaltungsrates mitgeteilt werden;

10° der Verwaltungsrat des Netzbetreibers befindet in allen Fällen mittels eines begründeten Beschlusses, wenn dieser Beschluss an ein begründetes Gutachten des Auditausschusses anknüpft.

Was die in Absatz 1 Ziffer 8 genannte Vergütungspolitik betrifft, bestimmt die Regierung einen Mindest- und einen Höchstbetrag, zwischen denen die Vergütungen in Zusammenhang mit der Aktivität des Netzbetreibers festzulegen sind.

Die Regierung kann die in Absatz 1 genannten Bedingungen präzisieren. Die Regierung kann ebenfalls gegenüber dem Netzbetreiber ergänzende Regeln in Bezug auf das interne Entscheidungsverfahren und die in Absatz 1 Ziffer 8 genannte Vergütungspolitik bestimmen.

**Art. 6** - Artikel 7 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt: "Das so erzeugte Gas wird ausschließlich für die Deckung seiner Bedürfnisse genutzt, einschließlich der Belieferung der Endverbraucher in den in vorliegendem Dekret vorgesehenen Fällen";

2° in Paragraph 1 werden Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Der Netzbetreiber ist berechtigt, direkt und/oder indirekt Beteiligungen an Gaserzeugern oder Betreibern von Transportnetzen zu halten, unter der Bedingung, dass der Netzbetreiber rechtlich, hinsichtlich der Organisation und der Entscheidungsgewalt unabhängig von den Tätigkeitsbereichen ist, die nicht mit der Gasverteilung zusammenhängen; zu diesem Zweck gelten folgende Bestimmungen:

- die für die Leitung des Netzbetreibers zuständigen Personen dürfen nicht den betrieblichen Einrichtungen der Gaserzeuger oder der Betreiber von Transportnetzen angehören, die direkt oder indirekt für den laufenden Betrieb der Erzeugungs- oder Transportaktivitäten zuständig sind;

- die für die Leitung des Netzbetreibers zuständigen Personen müssen völlig unabhängig handeln können.

Der Netzbetreiber muss tatsächliche Entscheidungsbefugnisse haben, die er im Hinblick auf die Vermögenswerte, die für den Betrieb, die Wartung oder den Ausbau des Netzes notwendig sind, unabhängig von den Gaserzeugern und Betreibern von Transportnetzen ausübt;



3° Paragraph 3 wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

„Der Netzbetreiber kann diese Aktivitäten, einschließlich der gewerblichen Aktivitäten, in Übereinstimmung mit seinem Gesellschaftszweck, direkt oder mittels Beteiligungen an öffentlichen oder privaten, bereits bestehenden oder noch zu gründenden Einrichtungen, Gesellschaften oder Vereinigungen ausüben.

Diese Aktivitäten können nur dann - entweder direkt oder mittels Beteiligungen - ausgeübt werden, wenn sie keinen negativen Einfluss haben auf die Unabhängigkeit des Netzbetreibers oder auf die Erfüllung der ihm durch das Gesetz und das Dekret anvertrauten Aufgaben.

Die vom Netzbetreiber, der andere Aktivitäten als diejenigen in Verbindung mit der Strom- bzw. Gasverteilung ausübt, gefassten Beschlüsse oder eingegangenen Verpflichtungen, können nicht zum Ziel haben oder bewirken, dass der gute Ablauf der Aufgaben und die Aktivität des Netzbetreibers, einschließlich der Einhaltung seiner Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, beeinträchtigt werden.

Jegliche durch den Netzbetreiber und seine Tochtergesellschaften vorgenommene Veräußerung der Infrastruktur und der Ausrüstung, die dem Verteilernetz angehören, unterliegt dem gleichlautenden Gutachten der CWaPE.“;

4° Der Artikel wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 4 - Der Netzbetreiber führt in seiner internen Rechnungslegung jeweils getrennte Konten für seine Aktivitäten im Bereich der Verteilung, und ggf. für alle anderen Aktivitäten einschließlich für die Gesamtheit der Aktivitäten außerhalb des Gassektors, genau als ob diese Aktivitäten von rechtlich unterschiedenen Unternehmen ausgeübt wären.

Die Jahresabschlüsse umfassen in ihren Anlagen eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung für jede Kategorie von Aktivitäten sowie die Regeln, nach denen die Gegenstände des Aktiv- und Passivvermögens sowie die ausgewiesenen Aufwendungen und Erträge den separat geführten Konten zugewiesen wurden.

Einnahmen aus dem Eigentum am Verteilernetz werden in den Konten gesondert ausgewiesen.

Die Regierung kann die auf den Netzbetreiber anwendbaren Regeln in Bezug auf die Transparenz der Buchhaltung präzisieren.“.

**Art. 7** - Artikel 8 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch das Folgende ersetzt:

„Art. 8 - Der Netzbetreiber bestimmt mindestens einen Ersatzversorger“.

**Art. 8** - In Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. In Paragraph 1 wird Absatz 3 gestrichen;

2. In Paragraph 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

„Wenn eine in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 genannte, als Netzbetreiber bezeichnete juristische Person öffentlichen Rechts anlässlich der Übergabe eines Tätigkeitssektors alle Rechte, die sie an einem Netz besitzt, einer in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannten juristischen Person privaten Rechts überträgt, wird die ursprüngliche Bezeichnung der juristischen Person öffentlichen Rechts, die die Übergabe tätigt, als Netzbetreiber von Rechts wegen und unter denselben Bedingungen der juristischen Person privaten Rechts übertragen, die den Tätigkeitssektor übernimmt; dies gilt bis zum Ablauf der Periode, für die die Bezeichnung ursprünglich erteilt worden war.“

**Art. 9** - In Artikel 12 § 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„Der Netzbetreiber ist verpflichtet, den Betrieb, die Instandhaltung und die Entwicklung des Netzes, für das er bezeichnet worden ist, unter sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen zu gewährleisten, einschließlich der Verbindungsleitungen mit anderen Gasnetzen, um unter Rücksicht auf die Umwelt und die Energieeffizienz die Sicherheit und Kontinuität der Versorgung sicherzustellen. Die Regierung bestimmt, was unter dem Begriff der sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen zu verstehen ist.“;

2° In Absatz 2 wird eine Ziffer 1bis mit folgendem Wortlaut nach der Ziffer 1 eingefügt:

„1bis° Entwicklung von Kapazitäten zur Beobachtung, Kontrolle und Prognose der Gasströme zur Gewährleistung der operativen Verwaltung des Netzes;“;

3° Absatz 2 wird durch die Ziffern 7 und 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„7° Schaffung der Konditionen, um die Einspeisung von aus erneuerbaren Energiequellen erzeugtem, kompatibelem Gas in das Netz zu ermöglichen und Bevorzugung der Einspeisung aus diesen Erzeugungsanlagen;

8° Ermittlung von Betrugsfällen an Gasanlagen, Ersatz oder Abbau der anschließend an diese Betrugsfälle beschädigten Anlagen und Beitreibung der nicht bezahlten Energiegebühren sowie der technischen und administrativen Kosten in Zusammenhang mit der Behandlung des Betrugsfalls oder der Beschädigung der Anlagen, deren Ersatz oder deren Abbau bei dem Endverbraucher und/oder den Personen, die von der unbezahlten Energie profitiert haben, und dies im Interesse der Öffentlichkeit.“

**Art. 10** - In Artikel 13 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird ein Paragraph 1bis mit folgendem Wortlaut zwischen § 1 und § 2 eingefügt:

« § 1bis. - Der Netzbetreiber wahrt die Vertraulichkeit wirtschaftlich empfindlicher Informationen, von denen er bei der Ausübung seiner Geschäftstätigkeiten Kenntnis erlangt, und vermeidet, dass Informationen über seine Tätigkeiten, die kommerziell von Vorteil sein könnten, auf diskriminatorische Weise verbreitet werden.

Der Netzbetreiber verzichtet auf die Übermittlung der vorgenannten Informationen an Unternehmen, die direkt oder indirekt im Bereich der Gaserzeugung und/oder -versorgung tätig sind.

Er verzichtet ebenfalls darauf, sein Personal solchen Unternehmen zu übertragen.

Wenn der Netzbetreiber einem Gasunternehmen Gas verkauft oder abkauft, verzichtet er auf eine missbräuchliche Nutzung der wirtschaftlich sensiblen Informationen, die er von Dritten bei ihrem Zugang zum Netz oder bei den Verhandlungen betreffend ihren Zugang zum Netz erhalten hat.

Die für einen wirksamen Wettbewerb und das gute Funktionieren des Markts erforderlichen Informationen werden bekanntgegeben. Der Schutz wirtschaftlich empfindlicher Daten bleibt von dieser Verpflichtung unberührt.

Die Regierung kann die auf den Netzbetreiber anwendbaren Regeln in Bezug auf die Vertraulichkeit präzisieren.“

**Art. 11** - In Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Im einleitenden Satz werden die Wörter "und nach Anhörung des Allgemeinen Rates" nach dem Wort "Netzbetreibern" eingefügt;

2° Ziffer 1 wird durch die Wörter "und die Spezifikationen und Ausführungsmodalitäten für den in Artikel 32 erwähnten Standardanschluss" ergänzt;

3° Ziffer 8 wird durch die Wörter "und die Modalitäten für die Zusammenarbeit des Netzbetreibers mit dem Erzeuger" ergänzt;

4° Ziffer 11 wird gestrichen;

5° Unter Ziffer 12 werden die Wörter "die Bedingungen, die Kriterien und das Benennungsverfahren sowie" vor die Wörter "die Modalitäten" eingefügt;

6° der Artikel wird durch eine Ziffer 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"15° die Fälle, in denen die Aussetzung des Zugangs, die Außerbetriebsetzung oder die Abschaffung eines Anschlusses, das Auferlegen von Anpassungen für die Anlagen des Netzbenutzers oder gar die Abschaffung dieser Anlagen durch den Netzbetreiber erlaubt sind, und die diesbetreffenden Modalitäten."

**Art. 12** - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 14*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 14*bis* - Das in der Wallonischen Region anwendbare MIG wird von den Netzbetreibern ausgearbeitet, nach Absprache mit den Energieversorgern innerhalb einer Zusammenarbeitsplattform, an der die gesamten in der Wallonischen Region aktiven Energieversorger, Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen und Netzbetreiber teilnehmen. Die CWaPE verfügt über ein Vetorecht gegen die innerhalb dieser Plattform gefassten Beschlüsse. Das Vetorecht gilt im Falle eines Beschlusses, der gegen das Dekret, seine Ausführungserlasse oder das Allgemeininteresse verstößt. Die Regierung legt in Absprache mit der CWaPE und der Plattform das Verfahren und die Modalitäten für die Ausübung des Vetorechts und des Einspruchsrechts gegen dieses Veto fest."

**Art. 13** - Artikel 15 desselben Dekrets wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Die Tarifberechnungsmethode bestimmt die Modalitäten für die Miteinbeziehung und Kontrolle der nicht zu verwaltenden Kosten, die die Rentenlasten der unter öffentlichem Status befindlichen Bediensteten des Netzbetreibers bzw. der Tochter- oder Enkelgesellschaft darstellen, die eine geregelte Tätigkeit als Betreiber eines Verteilernetzes ausübt."

**Art. 14** - In Artikel 16 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird wie folgt abgeändert:

a) In Absatz 1 werden die Wörter "Die Netzbetreiber erstellen" durch die Wörter "In Absprache mit der CWaPE erstellen die Netzbetreiber" ersetzt;

b) In Absatz 1 werden die Wörter "unter sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen" zwischen "Netzes" und "zu gewährleisten" eingefügt. Die Regierung bestimmt, was unter dem Begriff der sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen zu verstehen ist.;

c) In Absatz 2 werden die Wörter "und die Aktualisierung" zwischen "Modalitäten für die Erstellung" und "des Investitionsplans" eingefügt;

d) In Absatz 3 werden die Wörter "einen Zeitraum von drei Jahren ab." durch "einen Zeitraum ab, der dem Tarifzeitraum entspricht." ersetzt;

e) Absatz 4 wird gestrichen;

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2 - Der Investitionsplan umfasst einen Teil "Anpassung" und einen Teil "Erweiterung".

Jeder Teil enthält eine ausführliche Veranschlagung des Bedarfs an Verteilungskapazität des betroffenen Netzes unter Angabe der zugrundeliegenden Annahmen, wobei die voraussichtliche Entwicklung des Verbrauchs sowie die Anlagen zur Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Energiequellen und die Nutzung des Gas zu Mobilitätszwecken in Betracht gezogen werden, und stellt das Investitionsprogramm dar, zu dessen Umsetzung sich der Netzbetreiber verpflichtet, um diesen Bedarf unter sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen abzudecken.

Im Teil "Erweiterung" werden die vorrangigen Netzausbaugebiete bestimmt, unter Berücksichtigung insbesondere der Sektorenpläne, der kommunalen Raumordnungspläne sowie der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel.

Jeder Plan muss einen Bericht über die Folgemaßnahmen der vorhergehenden Pläne enthalten.

Der Investitionsplan umfasst wenigstens folgende Angaben:

1° eine Beschreibung der bestehenden Infrastruktur, deren Alters;

2° eine Einschätzung und eine Beschreibung der Leistungsbedürfnisse, unter Berücksichtigung der voraussichtlichen Entwicklung der Einspeisung von Gas aus erneuerbaren Energiequellen in das Netz und der Nutzung von Gas zu Mobilitätszwecken, des Verbrauchs, der Maßnahmen im Bereich der Energieeffizienz und des Austauschs mit anderen Netzen;

3° eine Beschreibung der eingesetzten Mittel und der vorzunehmenden Investitionen, um den eingeschätzten Bedürfnissen Rechnung zu tragen, ggf. einschließlich des Ausbaus oder der Installation von Verbindungsleitungen, sowie ein Verzeichnis der bereits beschlossenen wichtigen Investitionen, eine Beschreibung der neuen wichtigen Investitionen, die während des berücksichtigten Zeitraums zu tätigen sind, und einen Zeitplan für die Investitionsprojekte;

4° die Bestimmung der zu erreichenden Zielsetzungen in Sachen Qualität der Dienstleistungen, insbesondere betreffend die Dauer der Ausfälle;

5° die Liste der während des abgelaufenen Jahres erfolgten Notfalleinsätze;

6° ggf. den Zustand der Studien, Projekte und Verwirklichungen im Bereich der intelligenten Messsysteme;

7° die im Rahmen des Anschlusses der Einheiten zur Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Energiequellen getroffenen Maßnahmen;

8° die Politik zum Aufspüren von Gaskonzentration und zur Reduzierung der verwaltungstechnischen Verluste";

3° der Artikel wird durch die Paragraphen 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 4 - Die Netzbetreiber sind verpflichtet, die Investitionen zu tätigen, deren Durchführung in ihren Investitionsplänen erwähnt wird, außer in Fällen höherer Gewalt oder zwingender Gründe, die außerhalb ihrer Kontrolle liegen.

§ 5 - Die CWaPE kontrolliert die Umsetzung der Investitionspläne. Sie kann die Netzbetreiber dazu zwingen, einen Teil oder die Gesamtheit der Investitionen zu tätigen, die kraft der Investitionspläne hätten umgesetzt werden sollen.”.

**Art. 15** - In Artikel 16*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

« § 1 - Privatnetze sind verboten, außer in folgenden Fällen:

1° Privatnetze, wo der Verbrauch der Downstream-Haushaltskunden nur die Komponente einer globalen Dienstleistung darstellt, die ihnen vom Eigentümer des Standorts angeboten wird, wie z.B. die Vermietung von Garagen, Studentenzimmern, Zimmern in einem Altenheim oder eines Ferienhauses;

2° Dauersiedlungen, deren Liste von der Regierung festgelegt wird; in diesem Fall ist der Betreiber des Privatnetzes die natürliche oder juristische Person, die die Dauersiedlung verwaltet, oder sein Vertreter;

3° Privatnetze, die sich innerhalb eines einzigen Bürogebäudes befinden;

4° Privatnetze für Gas aus erneuerbaren Energiequellen, die entwickelt werden, wenn das Gasverteilernetz nicht ermöglicht, einen Anschluss der Anlage zur Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Energiequellen wirtschaftlich zu rechtfertigen”;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter “und die Instandhaltung des Privatnetzes” durch “, die Instandhaltung und die Sicherheit des Privatnetzes” ersetzt;

3° in Paragraph 2 werden die Wörter “Im Übrigen werden die jeweiligen Rechte und Verpflichtungen des Privatnetzbetreibers und des Netzbetreibers, insbesondere gegenüber dem Folgekunden, nach Stellungnahme der CWaPE von der Regierung festgelegt” durch folgende Wörter ersetzt: “Die jeweiligen Rechte und Verpflichtungen des Privatnetzbetreibers und des Folgekunden werden nach Stellungnahme der CWaPE von der Regierung festgelegt.”;

4° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 3 - Der Privatnetzbetreiber schließt einen Anschlussvertrag mit dem Betreiber des Netzes ab, an das er angeschlossen ist”;

5° Artikel 16*bis* wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 4 - Das Privatnetz wird nur an einer einzigen Stelle an das Verteiler- oder Transportnetz angeschlossen.”

**Art. 16** - Artikel 16*ter*, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 16*ter* - § 1 - Die geschlossenen Unternehmensnetze unterliegen der Erteilung einer individuellen Genehmigung, die von der CWaPE nach Rücksprache mit dem Betreiber des Netzes oder dem Betreiber des Transportnetzes, an das das geschlossene Netz einen Anschluss beabsichtigt, ausgestellt wird. Diese Genehmigung wird auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht.

Was die geschlossenen Unternehmensnetze betrifft, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegender Bestimmung bereits bestehen, oder durch die Abtretung an eine Drittperson eines Teils eines zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegender Bestimmung bereits bestehenden internen Netzes im Anschluss an die Anschaffung eines Teils des Standorts durch ein anderes Unternehmen entstanden sind, hat der Netzbetreiber in Abweichung von Absatz 1 sein Netz binnen sechs Monaten ab dem Inkrafttreten vorliegender Bestimmung oder ab dieser Anschaffung bei der CWaPE anzumelden. Durch diese Anmeldung erhält er die Eigenschaft als Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes.

Was die in Absatz 2 genannten geschlossenen Unternehmensnetze betrifft, ist der Betreiber des geschlossenen Unternehmensnetzes verpflichtet, auf eigene Kosten die technische Konformität durch eine zugelassene Einrichtung prüfen zu lassen, deren Bericht innerhalb eines Jahres nach der Anmeldung seines Netzes der CWaPE übermittelt wird.

Die Bedingungen, Modalitäten und das Verfahren zur Erteilung der individuellen Genehmigung werden nach Begutachtung durch die CWaPE von der Regierung bestimmt. Die in Absatz 1 genannte Genehmigung umfasst außerdem die Benennung eines Betreibers des geschlossenen Unternehmensnetzes.

§ 2 - In Abweichung von Artikel 12 ff. des vorliegenden Dekrets haben die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen folgende Verpflichtungen:

1° Jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes meldet sein geschlossenes Unternehmensnetz und die eventuelle Entwicklung von an das Netz angeschlossenen Erzeugungseinheiten bei der CWaPE an;

2° Jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes verzichtet im Rahmen des Amtes auf jegliche Diskriminierung zwischen den Benutzern seines geschlossenen Unternehmensnetzes;

3° Jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes legt die Modalitäten für den Anschluss und den Zugang zu diesem Netz durch einen Vertrag mit den Benutzern des geschlossenen Unternehmensnetzes fest, der zumindest das Folgende bestimmt:

a) die technischen Mindestanforderungen für die Planung und den Betrieb der an das geschlossene Unternehmensnetz angeschlossenen Anlagen, die Höchstleistungen am Anschluss und die Versorgungsmerkmale;

b) die Geschäftsbedingungen für den Anschluss und den Zugang zu dem geschlossenen Unternehmensnetz;

c) die Bedingungen für die Abschaltung des Anschlusses wegen der Nichteinhaltung der vertraglichen Verpflichtungen oder zwecks der Sicherheit des geschlossenen Unternehmensnetzes;

4° Die Entlohnung der Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen erfolgt unter Einhaltung des verbindlichen Regelwerks, das diesbezüglich von der zuständigen Behörde erlassen wird;

5° Jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes sorgt gegenüber den Benutzern des von ihm verwalteten geschlossenen Unternehmensnetzes für:

a) eine detaillierte und deutliche Anrechnung, die auf ihren eigenen Gasverbrauchs- oder Gaseinspeisungsdaten sowie auf den im vorliegenden Artikel genannten Tarifgrundsätzen und Entlohnungen beruht;

b) eine faire Verteilung auf ihren Rechnungen der auf den Rechnungen für Transport und Verteilung angerechneten Mehrkosten, unter Einhaltung der diesen Mehrkosten zugrundeliegenden Grundsätze;

c) die Mitteilung ihrer relevanten Verbrauchs- und Einspeisungsdaten sowie der Daten für einen effizienten Zugang zum Netz;

6° Jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes schützt die Vertraulichkeit der kommerziell empfindlichen Daten der Netzbenutzer, von denen er im Rahmen seiner Aktivität Kenntnis hat, außer im Falle einer gegenteiligen Rechtsverpflichtung;

7° Jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes weist der CWaPE die technische Übereinstimmung seines geschlossenen Unternehmensnetzes mit der technischen Regelung nach, unter Berücksichtigung der von der CWaPE bestimmten Modalitäten;

8° Der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes gewährleistet den Betrieb, die Instandhaltung und die Entwicklung des Netzes, für das er bezeichnet worden ist, unter wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen, einschließlich der Verbindungsleitungen mit anderen Gasnetzen, um unter Rücksicht auf die Umwelt und die Energieeffizienz, die Sicherheit und Kontinuität der Versorgung sicherzustellen;

9° der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes garantiert die tatsächliche Zulässigkeit des Kunden, der einen entsprechenden Antrag stellt, wenn kein Mandat gemäß Artikel 30bis § 1 gewährt worden ist.

Bei Beschwerde des Benutzers eines geschlossenen Unternehmensnetzes gegen die Entlohnungsbedingungen des Betreibers des geschlossenen Unternehmensnetzes ist die CWaPE zuständig.

§ 3 - Der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes schließt einen Anschlussvertrag mit dem Betreiber des Netzes ab, an das er angeschlossen ist.

§ 4 - Es gibt nur einen Anschluss zwischen dem Verteilernetz und dem geschlossenen Unternehmensnetz, außer wenn eine vorherige schriftliche Genehmigung des Netzbetreibers oder eine im Anschlussvertrag ausdrückliche Vereinbarung, in der die Modalitäten angegeben werden, vorliegt."

**Art. 17** - Artikel 16<sup>quater</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird aufgehoben.

**Art. 18** - Artikel 17 § 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird eine Ziffer 2<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut nach der Ziffer 2 eingefügt: "2<sup>bis</sup>° Die Tochtergesellschaft wird gemäß Artikel 7 gehalten";

2° Absatz 2 Ziffer 5 wird durch folgenden Text ersetzt:

"5° die Tochtergesellschaft kann andere Aufgaben als diejenigen in Verbindung mit der täglichen Führung der im Strom- und Gassektor von dem oder den angeschlossenen Netzbetreibern ausgeübten Tätigkeiten wahrnehmen.";

3° Paragraph 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In dem in Absatz 2 Ziffer 5 angeführten Fall werden die verschiedenen in Absatz 1 genannten Tätigkeiten in den Satzungen der Tochtergesellschaft als getrennte Tätigkeitssektoren angegeben, die über Beratungsorgane verfügen, die für den betreffenden Sektor spezifisch sind, und deren Zusammensetzung auf den repräsentativen Anteilen dieses Sektors beruht, und für die eine Buchführung besteht, die getrennt ist, als ob diese Tätigkeiten von rechtlich unterschiedenen Unternehmen ausgeübt wären, und eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung für die Para-Aktivität umfasst.";

4° Artikel 17 wird durch einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5 - In der Annahme, dass der Netzbetreiber oder seine Tochtergesellschaft, der die Ausübung der Aufgaben nach Paragraph 2 anvertraut wurde, eine Unterstruktur mit der Ausübung seiner bzw. ihrer Aufgaben und Verpflichtungen bevollmächtigt, sind die Bestimmungen vorliegenden Artikels auf Letztere anwendbar. Der Netzbetreiber oder gegebenenfalls seine Tochtergesellschaft gilt als Inhaber der Aufgaben und Verpflichtungen, die sich aus vorliegendem Dekret ergeben."

**Art. 19** - Artikel 20 § 1 desselben Dekrets wird durch die folgenden Sätze ergänzt:

"Bei einer Fusion zwischen Netzbetreibern kann der Netzbetreiber eine jährliche regionale Gebühr festlegen, die dem geographischen Gebiet entspricht, das durch die früheren, am 31. Dezember 2012 bestehenden Betreiber von Verteilernetzen versorgt war. In diesem Fall sind die Parameter der Formel, die für die Festlegung der Gebühr zu berücksichtigen sind, diejenigen, die das geographische Gebiet betreffen, das durch den früheren Netzbetreiber versorgt war."

**Art. 20** - Die Überschrift von Kapitel IV, Abschnitt III, Unterabschnitt I wird durch Folgendes ersetzt: "Entschädigung wegen eines verwaltungstechnischen Fehlers oder wegen Anschlussverzug".

**Art. 21** - Artikel 25<sup>bis</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2, Absatz 1 wird das Wort "dreißig" durch "sechzig" ersetzt;

2° in Paragraph 3, Absatz 1 wird der Satz "Diese Beschwerde ist spätestens drei Monate nach Versanddatum des Entschädigungsantrags einzureichen." durch folgenden Satz ersetzt: "Unter Androhung der Unzulässigkeit wird diese Beschwerde spätestens binnen drei Monaten ab der Zustellung des beanstandeten Beschlusses zugestellt; wurde kein Beschluss zugestellt, ist die Beschwerde ab dem letzten Tag, an dem der Netzbetreiber, oder ggf. der Gasversorger, über den Antrag auf Entschädigung befinden musste, einzureichen.";

3° in Paragraph 3 Absatz 2 werden die Wörter "binnen der in Absatz 1 genannten Frist" vor "den schriftlichen Nachweis dafür erbringt" eingefügt;

4° in Paragraph 3, Absatz 3 wird der Satz: "Ist sie der Auffassung, dass der Antrag begründet ist, so arbeitet sie innerhalb von dreißig Kalendertagen einen Vorschlag für eine Stellungnahme in diesem Sinne aus, den sie dem Netzbetreiber per Einschreiben zustellt." durch folgende Bestimmung ersetzt: "Der regionale Vermittlungsdienst kann bei dem Antragsteller, dem Netzbetreiber oder dem Gasversorger schriftlich die Mitteilung zusätzlicher Auskünfte beantragen. Der regionale Vermittlungsdienst legt die Frist fest, binnen deren die Informationen zu vermitteln sind; ist dies nicht der Fall, beträgt die Frist 15 Kalendertage ab dem Eingang des Antrags. Ist er der Auffassung, dass der Antrag begründet ist, so arbeitet er innerhalb von dreißig Kalendertagen nach Eingang der Akte oder der zusätzlichen Auskünfte einen Vorschlag für ein Gutachten in diesem Sinne aus, den sie dem Netzbetreiber zustellt.";

5° in Paragraph 3 Absatz 3 der französischen Fassung werden die Wörter "dans les trente jours calendrier" gestrichen;

6° in Paragraph 3 Absatz 3 werden die Wörter "Stellt sie fest" durch die Wörter "Stellt der Netzbetreiber fest" ersetzt;

7° in Paragraph 3 Absatz 3 werden die Wörter "gemäß Artikel 30ter Absatz3" durch die Wörter "gemäß Artikel 30ter § 4" ersetzt;

8° in Paragraph 3 Absatz 5 wird der Satz "Artikel 48 ff. finden Anwendung." aufgehoben.

**Art. 22** - Artikel 25ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird wie folgt ersetzt:

"§ 1 - Jeder Endverbraucher hat Anspruch auf eine pauschale Tagesentschädigung durch den Netzbetreiber, wenn der Netzbetreiber den effektiven Anschluss nicht innerhalb der folgenden Fristen ausgeführt hat:

1° bei Standard- und einfachen Anschlüssen: innerhalb einer Frist von dreißig Werktagen, die, wenn nichts anderes vereinbart wurde, ab dem Datum läuft, an dem der Netzbetreiber die Zahlung des Betrags des Anschlussangebots erhalten hat. Außerdem beginnt die Frist erst, wenn der Netzbetreiber die verschiedenen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen in Empfang genommen hat. Wenn die Lage der Versorgungsleitung Arbeiten am Verkehrsweg oder eine Erweiterung des Netzes notwendig macht, wird die Frist auf sechzig Werktage erhöht;

2° bei nicht einfachen Anschlüssen: innerhalb der im Anschlussvertrag vorgesehenen Frist oder, wenn keine ausdrückliche Vertragsbestimmung vorliegt, läuft die Frist ab dem Datum, an dem der Netzbetreiber die Zahlung des Betrags des Anschlussangebots erhalten hat. Außerdem beginnt die Frist erst, wenn der Netzbetreiber die verschiedenen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen im Empfang genommen hat;

3° bei nicht einfachen Anschlüssen, und wenn die gezeichnete Kapazität mindestens 250 m<sup>3</sup> beträgt: innerhalb der im Anschlussvertrag vorgesehenen Frist oder, wenn keine ausdrückliche Vertragsbestimmung vorliegt, läuft die Frist ab dem Datum, an dem der Netzbetreiber die Zahlung des Betrags des Anschlussangebots erhalten hat. Außerdem beginnt die Frist erst, wenn der Netzbetreiber die verschiedenen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen im Empfang genommen hat.

Die fällige Tagesentschädigung beträgt 25 Euro bei Kunden mit einer gezeichneten Kapazität von weniger als 250 m<sup>3</sup> und 50 Euro bei sonstigen Anschlüssen.

In folgenden Fällen ist keine Entschädigung zu zahlen:

1° wenn die Nichteinhaltung der in Absatz 1 erwähnten Fristen auf die Nichtdurchführung durch den Netzbenutzer der zu seinen Lasten fallenden Arbeiten zurückzuführen ist;

2° wenn der Netzbenutzer die Verpflichtungen, die vor der Durchführung des Anschlusses zu erfüllen waren, nicht beachtet hat.;"

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt: "Der Endverbraucher richtet den Entschädigungsantrag per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab Überschreitung der in Paragraph 1 angegebenen Fristen an den Betreiber des Netzes, an das er angeschlossen ist. Der Endverbraucher macht darin die für die Bearbeitung seines Antrags wesentlichen Angaben. Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Netzbetreiber den Endverbrauchern ein von der CWaPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular ist unter anderem auf der Internetseite des Netzbetreibers erhältlich.

Der Netzbetreiber entschädigt den Kunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags.;"

3° Die Paragraphen 3 und 4 werden durch Folgendes ersetzt:

"§ 3 - Ergeht innerhalb der gesetzten Frist keine Antwort des Netzbetreibers oder wird die Entschädigung verweigert, so kann der Kunde den in Artikel 48 des Elektrizitätsdekrets genannten regionalen Vermittlungsdienst mit dem Antrag befragen. Unter Androhung der Unzulässigkeit wird die Beschwerde höchstens binnen drei Monaten ab der Zustellung des beanstandeten Beschlusses eingereicht; wurde kein Beschluss zugestellt, läuft diese Frist ab dem letzten Tag, an dem der Netzbetreiber über den Antrag auf Entschädigung befinden musste.

Der Antrag ist nur dann zulässig, wenn der Antragsteller binnen der in Absatz 1 erwähnten Frist den schriftlichen Nachweis erbringt, dass er zuvor erfolglos versucht hat, die Zahlung der Entschädigung direkt bei dem Netzbetreiber durchzusetzen.

Der regionale Vermittlungsdienst bearbeitet den Antrag. Er kann bei dem Antragsteller oder dem Netzbetreiber schriftlich die Mitteilung zusätzlicher Auskünfte beantragen. Der regionale Vermittlungsdienst legt die Frist fest, binnen deren die Informationen zu vermitteln sind; ist dies nicht der Fall, beträgt die Frist fünfzehn Kalendertage ab dem Eingang des Antrags. Ist er der Auffassung, dass der Antrag auf Entschädigung begründet ist, so arbeitet er innerhalb von dreißig Kalendertagen nach Eingang der Akte oder der zusätzlichen Auskünfte einen Vorschlag für ein Gutachten in diesem Sinne aus, den er dem Netzbetreiber per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, zustellt. Der Netzbetreiber verfügt über fünfzehn Kalendertage ab dem Eingang der Zustellung, um seine Einwände vorzubringen. Er übermittelt sie dem regionalen Vermittlungsdienst per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat.

Das endgültige Gutachten des regionalen Vermittlungsdienstes wird dem Netzbetreiber und dem Endverbraucher innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang der Einwände des Netzbetreibers per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, zugestellt. Liegen innerhalb von fünfzig Kalendertagen ab der Zustellung des in Absatz 3 genannten Vorschlags für ein Gutachten keine Einwände des Netzbetreibers vor, wird das endgültige Gutachten des regionalen Vermittlungsdienstes unverzüglich per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, dem Netzbetreiber und dem Endverbraucher zugestellt.

Wenn das endgültige Gutachten zu dem Ergebnis kommt, dass der Netzbetreiber den Endverbraucher zu entschädigen hat, der Betreiber dem Endverbraucher die ihm geschuldete Entschädigung ohne berechtigten Grund jedoch nicht innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Erhalt des endgültigen Gutachtens zahlt, kann die CWaPE ihm eine entsprechende Zahlungsanordnung erteilen.

§ 4 - Im Notfall kann der Endverbraucher bei der CWaPE den Erlass einer Anordnung auf Ausführung des effektiven Anschlusses durch den Netzbetreiber innerhalb einer von ihr gesetzten Frist beantragen. Hält sich der Netzbetreiber nicht an die neue Frist, kann die CWaPE das in Artikeln 48 ff. genannte Verfahren einleiten, und dem Netzbetreiber ggf. eine administrative Geldbuße auferlegen.

**Art. 23** - In Artikel 25quinquies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird Paragraph 4 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Binnen einer Frist von sechzig Tagen ab der Zustellung des kraft einer der Bestimmungen vorliegenden Kapitels abgegebenen Gutachtens informiert der Netzbetreiber den regionalen Vermittlungsdienst über die Folgemaßnahmen zu seinem Gutachten oder zum Gutachten der CWaPE.“

**Art. 24** - Artikel 26 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter „zugelassenen Kunden“ durch „Endverbraucher“ ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 3 wird der Satz „Der Weigerungsbeschluss muss ordnungsgemäß begründet sein und dem Antragsteller zugestellt werden“ durch den Satz „Der Weigerungsbeschluss muss ordnungsgemäß begründet sein und sich auf objektive, technisch und wirtschaftlich gerechtfertigte Kriterien stützen. Er wird dem Antragsteller zugestellt.“ ersetzt.

3° Paragraph 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Binnen dreißig Tagen nach der Weigerung des Zugangs nach Absatz 1 Ziffern 1°, 2° und 4° übermittelt der Netzbetreiber der CWaPE die relevanten Informationen über die notwendigen Maßnahmen zur Anpassung des Netzes.“;

4° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3 - Wenn ein zugängliches Gasverteilernetz existiert und der Bauherr beschließt, auf diese Energiequelle für eine individuelle Endverwendung zurückzugreifen, ist das Anbringen eines Einzelzählers für jedes Einfamilienhaus und für jedes Wohngebäude Pflicht, das neu ist oder an dem umfassende Renovierungsarbeiten ausgeführt worden sind, d.h.:

1° wenn an dem Haus oder dem Gebäude Arbeiten an mindestens einem Viertel seines Mantels durchgeführt werden;

2° wenn die Gesamtkosten der Renovierungsarbeiten am Mantel oder an den energietechnischen Anlagen 25% des Wertes des Gebäudes überschreiten; der Wert des Gebäudes umfasst nicht den Wert des Grundstücks, auf dem es sich befindet.

Jeder Endverbraucher, der an das öffentliche Verteilernetz angeschlossen ist, und ggf. jeder Endverbraucher, der an das private Netz oder an das geschlossene Unternehmensnetz angeschlossen ist, hat das Recht, die Anbringung eines Einzelgaszählers zu verlangen.

Im Falle einer technischen Unmöglichkeit oder aufgrund der in der technischen Regelung angegebenen Ausnahmen kann von den vorigen Absätzen abgewichen werden.

Jeder Eigentümer eines Appartementgebäudes, das nicht mit Einzelgaszählern ausgerüstet ist, hat dieses Gebäude zu seinen Lasten so zu renovieren, dass dort spätestens zum 1. Januar 2024 Einzelgaszähler eingerichtet sind.“;

5° Paragraph 4 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Nach vom Netzbetreiber angegebenen Modalitäten kann der Kunde mit einer Häufigkeit, die nicht unter drei Monaten liegen darf, seine Zählerablesungen zwecks Information, Verbrauchssimulationen oder Anpassung der Anzahlungen mitteilen.“

**Art. 25** - Artikel 28 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 26** - Artikel 29 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge „die der Minister nach Stellungnahme der CWaPE“ durch „die die CWaPE“ ersetzt, und wird die Wortfolge „auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* und“ gestrichen;

2° Paragraph 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Unbeschadet der eventuellen Auferlegung der administrativen Geldbuße nach Artikel 48 kann die CWaPE eine Direktleitung regularisieren, die ohne vorherige Genehmigung gebaut wurde, und den Bedingungen genügt, um eine Genehmigung zu erhalten. Bei Verweigerung dieser Regularisierung kann die CWaPE den Abbau der betroffenen Leitung befehlen.“;

3° Paragraph 2 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wörter „die Kriterien und das Verfahren“ werden durch „die objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien, sowie das Verfahren“ ersetzt;

a) zwischen „zur Erteilung“ und „der in § 1 genannten Genehmigungen“ werden die Wörter „oder Regularisierung“ eingefügt.

**Art. 27** - In Artikel 30 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 werden die Wörter „dem Minister“ durch die Wörter „der CWaPE“ ersetzt;

2° in Paragraph 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird das Wort „drei“ durch das Wort „zwei“ ersetzt;

b) Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 2° wird durch Folgendes ersetzt:

„2° die beschränkte Lizenz, die in folgenden Fällen erteilt wird:

a) für eine begrenzte Energiemenge;

b) für eine Versorgung innerhalb eines beschränkten, genau abgegrenzten geographischen Gebiets;

c) an bestimmte Kunden;

d) zur Gewährleistung der eigenen Versorgung, außer in Fällen der Eigenerzeugung im Sinne von Artikel 30bis § 2 Absatz 2 Ziffer 1°.“;

c) in Absatz 1 wird Ziffer 3° aufgehoben;

d) zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Der Erteilung der in Absatz 1° Ziffer 2° Buchstabe d) genannten Lizenz unterliegen der Erzeuger, der die Transport- oder Verteilernetze nutzt, um andere Sitze oder Niederlassungen in der Wallonischen Region mit Gas zu versorgen, und der Kunde, der sich selber mit Gas versorgt, insbesondere über eine Börse.“;

e) in Absatz 3 wird das Wort „drei“ durch das Wort „zwei“ ersetzt;

f) Paragraph 3 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Regierung kann die Inhaber einer beschränkten Lizenz nach Absatz 1 Ziffer 2° sowie die Versorger, die Inhaber einer auf föderaler Ebene, in den anderen Regionen oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums gewährten Versorgungslizenz sind, von einigen Erteilungskriterien befreien.”;

3° in Paragraph 4 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wörter “der Minister” werden durch die Wörter “die CWaPE” ersetzt;

b) Paragraph 4 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Regierung kann ein vereinfachtes Verfahren für die Versorger vorsehen, die Inhaber einer auf föderaler Ebene, in den anderen Regionen oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums gewährten Versorgungslizenz sind.”

**Art. 28** - In Artikel 30*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 200, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° es wird ein Paragraph 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 1 - Jeder Endverbraucher hat die freie Wahl des eigenen Gasversorgers.

Bei Privatnetzen oder geschlossenen Unternehmensnetzen können die an das Netz angeschlossenen Downstream-Kunden dem Betreiber des betreffenden Netzes Vollmacht zur Ausübung ihrer Eigenschaft als zugelassene Kunden in ihrem Namen und auf ihre Rechnung erteilen. Um gültig zu sein, muss die Vollmacht ausdrücklich vorgesehen werden.”;

2° der gegenwärtige Wortlaut wird zum Paragraphen 2;

3° In Paragraph 2 werden die Wörter “Artikel 30, § 3, Absatz 2, Ziffer 2, vierter Spiegelstrich” durch die Wörter “Artikel 30 § 3 Absatz 1 Ziffer 2° Buchstabe d)” ersetzt.

**Art. 29** - In Artikel 30*ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter “auf Wunsch des Gasversorgers” gestrichen;

2° In Paragraph 1 Absatz 1 wird der Relativsatz “der die Anwendung des bei Zahlungsverzug geltenden Verfahrens nach sich gezogen hat” gestrichen;

3° In Paragraph 1 Absatz 2 wird die Nummer “25*ter*” durch die Nummer “25*bis*” ersetzt.

**Art. 30** - Artikel 30*quater* § 3 Absatz 3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 200, wird durch folgende Sätze ergänzt: “Bei Strafe der Anwendung der in diesem Artikel genannten Entschädigung berichtigt der Versorger seine Rechnungsstellung innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab Empfang der Korrekturen. Die Berichtigung bezieht sich auf den gesamten Zeitraum, der vom Fehler betroffen ist.”

**Art. 31** - Artikel 30*quinqüies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3 - Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach Zustellung des kraft einer der Bestimmungen dieses Kapitels abgegebenen Gutachtens unterrichtet der Gasversorger den regionalen Vermittlungsdienst über die seinem Gutachten oder demjenigen der CWaPE geleisteten Folgen.”

**Art. 32** - In Artikel 31 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 werden die Wörter “den Minister” durch die Wörter “die CWaPE” ersetzt;

2° Paragraph 2 wird aufgehoben.

**Art. 33** - Artikel 31*bis* desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 31*bis* - § 1 - Die Haushaltskunden, die unter eine der folgenden Kategorien fallen, sind geschützte Kunden:

1° jeder Verbraucher, der durch oder kraft des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes als geschützter Haushaltskunde angesehen wird und auf den spezifischen Sozialtarif Anspruch hat;

2° jeder Verbraucher, der eine von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum beschlossene Maßnahme zur finanziellen Erziehungsbetreuung in Anspruch nimmt, oder der Gegenstand einer Betreuung durch eine in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 bezüglich der Zulassung der sich mit der Schuldenvermittlung befassenden Einrichtungen und der in Artikel 1675/17 des Strafgesetzbuchs erwähnten Vermittler zugelassene Einrichtung ist;

3° die Verbraucher, die auf der Grundlage der von der Regierung festgelegten Einkommensstufen den fakturierbaren Höchstbetrag kraft des am 14. Juli 1994 koordinierten, durch Titel III Kapitel III*bis* Abschnitt III des Gesetzes vom 5. Juni 2002 abgeänderten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung und seiner Ausführungserlasse in Anspruch nehmen.

§ 2. Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung das Verfahren und die Bedingungen für die Verleihung und den Verlust des Status eines geschützten Kunden. Sie kann die Liste der geschützten Kunden auf weitere Endverbraucherkategorien erweitern.”

**Art. 34** - Artikel 31*ter* desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 31*ter* - § 1 - Der Netzbetreiber versorgt den in Artikel 31*bis* § 1 Ziffern 2° und 3° und § 2 genannten geschützten Kunden mit Gas zum Sozialtarif, außer wenn der Kunde beantragt, zum Handelstarif von einem Gasversorger seiner Wahl versorgt zu werden. Der Netzbetreiber ist berechtigt, den in Artikel 31*bis* § 1 Ziffer 1° genannten Kunden auf dessen Antrag zum Sozialtarif mit Gas zu versorgen.

Die Übertragung des Kunden auf den Netzbetreiber führt zur Kündigung des laufenden Versorgungsvertrags von Rechts wegen, ohne Kündigungskosten oder -entschädigung.

§ 2 - Bei Inverzugsetzung des Kunden schlägt der Stromversorger einen zumutbaren Zahlungsplan vor und informiert seinen Kunden über die Möglichkeit, bei seinen Verhandlungen die Unterstützung eines ÖSHZ in Anspruch zu nehmen. Die Regierung legt den Begriff des zumutbaren Zahlungsplans fest.

Bleibt eine Reaktion des in Zahlungsverzug gesetzten Kunden aus, verweigert er einen zumutbaren Zahlungsplan oder hält er ihn nicht ein, oder auf Anfrage des Kunden beantragt der Stromversorger bei dem Netzbetreiber die Installation eines Budgetmesszählers.

Nachdem er vom Versorger in Zahlungsverzug gesetzt worden ist, wird der geschützte Kunde von seinem Netzbetreiber versorgt.

Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung das Verfahren zur Anbringung der Budgetmesszähler, legt die technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründe fest, aus denen die Anbringung des Budgetmesszählers verhindert werden kann, und bestimmt die Alternativen.

Im Falle eines dem Netzbetreiber schriftlich oder auf elektronischem Wege zugestellten Einspruchs des Kunden gegen das Verfahren zur Anbringung des Budgetmesszählers, wird das Verfahren eingestellt, um dem Netzbetreiber eine Analyse der Lage des Kunden zu ermöglichen, bevor das Verfahren zur Anbringung des Budgetmesszählers weitergeführt wird oder nicht. Die Regierung legt das Verfahren zur Bestreitung der Anbringung des Budgetmesszählers fest.

In der Winterzeit gewährt der Netzbetreiber eine Unterstützung, damit jede Wohnung, die von einem geschützten Kunden als Hauptwohnung genutzt wird, der nicht mehr imstande ist, seinen Budgetmesszähler zu speisen, weiterhin mit Gas versorgt wird. Unbeschadet von Artikel 31<sup>quater</sup> § 2 Ziffer 2° bleibt der geschützte Kunde für das während dieses Zeitraums verbrauchte Gas zahlungspflichtig. Die Regierung legt das Verfahren zur Gewährung dieser Unterstützung fest."

**Art. 35** - Artikel 31<sup>quater</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 31<sup>quater</sup> - § 1 - In jeder Gemeinde wird auf Initiative des Vorsitzenden des Sozialhilferats eine lokale Kommission für die Verhinderung der Sperrung und der Unterbrechung der Versorgung eingerichtet, abgekürzt "lokale Kommission für Energie" genannt, die sich aus folgenden Personen zusammensetzt:

- 1° einem vom Sozialhilferat benannten Vertreter;
- 2° einem Vertreter, der innerhalb des öffentlichen Sozialhilfezentrums mit der sozialen Energiebetreuung betraut ist;
- 3° einem Vertreter des Betreibers des Netzes, an das der Kunde angeschlossen ist, außer wenn der Netzbetreiber als Versorger des Kunden auftritt.

Innerhalb von sechs Monaten nach der Erneuerung des Sozialhilferats teilt der Ratsvorsitzende der CWaPE die Namen der Personen mit, die benannt wurden, um an den Sitzungen der Kommission teilzunehmen.

§ 2. Die Kommission wird entweder auf Initiative des Versorgers, des Netzbetreibers oder des ÖSHZ oder auf Initiative des Kunden einberufen. Sie befindet u. a.

- 1° über die Gewährung der in Artikel 31<sup>ter</sup> § 2 genannten Unterstützung in der Winterzeit;
- 2° über den vollständigen oder teilweisen Erlass der Schulden des geschützten Kunden gegenüber dem Netzbetreiber, der als Gasversorger handelt;
- 3° über den Vorschlag des Abschlusses eines zumutbaren Zahlungsplans, der einem geschützten Haushaltskunden vorgelegt oder vom Ö.S.H.Z. verhandelt wird.

Die Kommission trifft ihre Entscheidungen mit der Mehrheit ihrer Mitglieder. Der Kunde wird mindestens fünfzehn Tage vor dem Sitzungstermin eingeladen, während der Sitzung zwecks Anhörung zu erscheinen. Er kann sich gegebenenfalls von einer Person seiner Wahl beistehen oder vertreten lassen. Die Kommission berät unter Ausschluss der Öffentlichkeit.

Mindestens fünfzehn Tage vor dem Sitzungstermin wird der Versorger eingeladen, der Sitzung beizuwohnen, wenn die Kommission mit einem Zahlungsplan oder mit den Maßnahmen befasst wird, die im Falle der Unmöglichkeit der Anbringung eines Budgetmesszählers aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen zu ergreifen sind.

Die Entscheidung wird dem Kunden und dem Netzbetreiber binnen 7 Tagen mitgeteilt.

§ 3 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten und das Verfahren bei der Arbeitsweise der Kommission und kann deren Zusammensetzung auf jede Person erweitern, die ein Interesse daran hat, dort vertreten zu sein.

§ 4 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres erstatten die Netzbetreiber und die Versorger der CWaPE einen Bericht mit Angabe der Anzahl der Einberufungen der lokalen Kommission für Energie im Laufe des vergangenen Jahres für jede Gemeinde sowie der Folgemaßnahmen, die im Anschluss daran getroffen wurden.

Vor dem 31. März eines jeden Jahres können die lokalen Kommissionen für Energie dem Gemeinderat über die Anzahl ihrer Einberufungen im Laufe des vergangenen Jahres sowie über die anschließend getroffenen Folgemaßnahmen Bericht erstatten.

Falls sich erweist, dass innerhalb einer Gemeinde die lokale Kommission für Energie nicht gebildet worden ist oder den Einberufungen des Netzbetreibers nicht Folge leistet, kann der Minister nach einer Begutachtung durch die CWaPE und nach Zustimmung eines Erinnerungs- und eines Mahnschreibens an den Bürgermeister und an den Vorsitzenden des öffentlichen Sozialhilfezentrums beschließen, dass die in Artikel 20 genannte Gebühr für das laufende Haushaltsjahr oder für das darauffolgende Haushaltsjahr nicht an die Gemeinde entrichtet ist.

§ 5 - Die lokalen Kommissionen für Energie werden außerdem mit einer Informationsaufgabe betraut, was die sozialen Maßnahmen in Bezug auf Energielieferung und die geltenden Tarife, auf soziale Energiebetreuung und auf Präventionspläne in Sachen Energie betrifft.

§ 6 - Gegen die Entscheidungen der lokalen Kommissionen für Energie kann beim Friedensrichter des Ortes, wo der betreffende Kunde angeschlossen ist, Einspruch eingelegt werden."

**Art. 36** - Artikel 31<sup>quinquies</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 31<sup>quinquies</sup> - Jedes öffentliche Sozialhilfezentrum hat die Aufgabe, eine soziale Energiebetreuung zu gewährleisten.

Die Betreuung besteht in Vorbeugungs- und Abhilfemaßnahmen. Sie wird Haushaltskunden, die in Zahlungsschwierigkeiten geraten sind, und dabei vorrangig den geschützten Kunden angeboten.

Die Regierung legt die Modalitäten für die soziale Energiebetreuung fest."

**Art. 37** - In Artikel 32 § 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° Unter Ziffer 2° wird Buchstabe *b*) durch Folgendes ersetzt:



"b) Installation der Mess- und Zählgeräte und Verwaltung sämtlicher Mess- und Zähldaten, die für die Betreuung der Netze und die Marktprozesse erforderlich sind;"

2° Unter Ziffer 2° wird Buchstabe d) durch folgende Worte ergänzt: ", einschließlich der Anbringung der Budgetmesszähler, der Bearbeitung der Beschwerden von Netznutzern und der Bearbeitung der Anträge auf Entschädigung bzw. auf ein Verfahren zur Berechtigung dazu - die CWaPE veröffentlicht die jeweiligen Leistungen eines jeden Netzbetreibers im Hinblick auf die Zielsetzungen jedes Jahr auf ihrer Webseite;"

3° Unter Ziffer 2° wird Buchstabe e) gestrichen;

4° Ziffer 2° wird durch die Buchstaben h), i) und j) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"h) Validierung und Weiterleitung an den Versorger der von den Kunden abgelesenen Zählerstände in Zeitabständen von wenigstens drei Monaten zu Zwecken der Information, der Verbrauchssimulation oder der Anpassung der Anzahlungen unter Anrechnung einer Konsumglättung über zwölf Monate;

i) Übernahme einer Vermittlerrolle innerhalb des Markts. Nach Begutachtung durch die CWaPE und Rücksprache der Netzbetreiber legt die Regierung die Beschreibung dieser marktbezogenen Vermittlerrolle und die praktischen Modalitäten ihrer Ausübung fest;

j) Einrichtung einer angemessenen Struktur, damit jeder Lieferantenwechsel innerhalb von drei Wochen nach Eingang des Antrags vollzogen wird.";

5° Unter Ziffer 3° wird Buchstabe b) durch den Satz "die Differenz, die ggf. zwischen dem auf einen ausschließlich auf regionaler Ebene geschützten Haushaltskunden nach Artikel 31bis § 1 Ziffern 2° und 3° und dem auf einen auf föderaler Ebene geschützten Haushaltskunden nach Artikel 31bis § 1 Ziffer 1° angewandten Sozialtarif festgestellt wird, geht zu Lasten des Netzbetreibers;" ergänzt;

6° Ziffer 3° Buchstabe c) wird durch Folgendes ersetzt:

"c) Installation eines Budgetmesszählers gemäß Artikel 31ter, außer wenn dies aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen unmöglich ist. Falls aus Gründen, die er zu vertreten hat, der Betreiber des Verteilernetzes die von der Regierung festgesetzte Frist für diese Installation überschreitet, schuldet er dem Gasversorger, der den Antrag auf Installation eines Budgetmesszählers eingereicht hat, eine Pauschalbeteiligung, deren Betrag nach einer von der Regierung nach Begutachtung durch die CWaPE festgelegten Methode berechnet wird;"

7° Unter Ziffer 3° Buchstabe d) werden die Worte "oder an einen Liefervertrag gebunden sind, der ausgesetzt wurde" gestrichen;

8° Unter Ziffer 4° Buchstabe a) wird das Wort "von" durch die Worte "des Anschlusses an und des Zugangs zu" ersetzt;

9° Ziffer 4° Buchstabe b) wird durch Folgendes ersetzt: "kostenlose Herstellung des Standardanschlusses für jeden Haushaltskunden, dessen Anlage höchstens 8 Meter von der Hauptleitung des Verteilernetzes ungerichtet ihres etwaigen Durchlaufens unter oder über eine Straße entfernt ist.

Der kostenlose Anschluss wird an die Bedingung geknüpft, dass innerhalb von zwölf Monaten nach dessen Herstellung mit einer Probeentnahme von Gas für Haushaltszwecke angefangen wird. Außerhalb dieser Frist kann der Netzbetreiber die Rechnungsstellung für denjenigen Teil des Anschlusses vornehmen, auf den sich die Kostenlosigkeit bezieht;"

10° Ziffer 4° wird durch die Buchstaben c), d) und e) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"c) Kauf von Gas aus EEQ, das von Anlagen in der Wallonischen Region erzeugt und in das Verteiler- oder Transportnetz eingespeist wird, zu einem garantierten Preis und gemäß den Modalitäten, die von der Regierung nach einer Begutachtung durch die CWaPE festgelegt werden, auf Anfrage der Erzeuger und zur Deckung ihres eigenen Bedarfs, einschließlich der Lieferung an Endverbraucher in den durch dieses Dekret vorgesehenen Fällen;

d) Erwerb von Herkunftsnachweisen, die in Anwendung von Artikel 34 für Gas aus EEQ ausgestellt worden sind, das von Anlagen in der Wallonischen Region erzeugt und in das Verteiler- oder Transportnetz eingespeist wird, auf Anfrage der Erzeuger, zu einem garantierten Preis und gemäß den Modalitäten, die von der Regierung nach einer Begutachtung durch die CWaPE festgelegt werden;

e) Herstellung, im Rahmen der durch die technische Regelung festgelegten Grenzen und gemäß den von der Regierung festgelegten, zusammen mit den Tarifen des Netzbetreibers zu veröffentlichenden Modalitäten zur Verteilung der wirtschaftlichen Lasten, eines Anschlusses für jeden Erzeuger, der es beantragt, sowie Bau und Betrieb eines Moduls zur Einspeisung von Gas aus EEQ auf Anfrage des Erzeugers dieses Gases;"

11° Unter Ziffer 5° wird der Satz "eine Investition gilt als wirtschaftlich gerechtfertigt, wenn die Rentabilitätsrate mindestens der von der CWaPE bei der Festsetzung der Netzbeneutzungskosten akzeptierten Nettoverzinsung der investierten Mittel entspricht." durch den Satz "die Regierung ist ermächtigt, nach Begutachtung durch die CWaPE die Methodik festzulegen zur Bewertung, ob ein Netzausbau wirtschaftlich gerechtfertigt ist." ersetzt;

12° Der Artikel wird mit einer Ziffer 10° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° Entwicklung von Vergünstigungen für den Netzanschluss für komprimiertes Erdgas unter sozial, technisch und wirtschaftlich zumutbaren Bedingungen."

**Art. 38** - In Artikel 33 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Ziffer 2 c) werden die Wörter "und Übermittlung der Leistungsindikatoren" vor das Wort "zumindest" gesetzt;

2° in Paragraph 1 Ziffer 2 d) wird das Wort "möglichen" gestrichen;

3° in Paragraph 1 Ziffer 2 wird ein Buchstabe e) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"e) Wechsel des Gasversorgers innerhalb einer Frist von höchstens drei Wochen ab dem Datum des Antrags des Endverbrauchers unter Einhaltung der Vertragsklauseln und -bedingungen;"

4° in Paragraph 1 Ziffer 3 werden die Wörter "das in dem Netz, an das der Kunde angeschlossen ist, verfügbar ist" durch die Wörter "das in der Wallonischen Region eingespeist wird" ersetzt;

5° in Paragraph 1 Ziffer 4 b) wird das Wort "Zahlungsverzug" durch das Wort "Zahlungsschwierigkeiten" ersetzt;

6° in Paragraph 1 wird Ziffer 4° b) um folgende Wörter ergänzt:

"insbesondere Vorschlag eines zumutbaren Zahlungsplans";

7° Ziffer 4 wird um die Buchstaben *c*) und *d*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"*c*) im Rahmen eines Verfahrens bei Nichteinhaltung des Zahlungsplans, im Falle der Unmöglichkeit der Anbringung eines Budgetzählers aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen, die vom Netzbetreiber bestätigt werden, reicht der Gasversorger vor der lokalen Kommission für Energie einen Antrag auf Gasperrung wegen Nichtzahlung ein; die Frist für die Anbringung des Budgetzählers wird bis zum Beschluss der lokalen Kommission für Energie ausgesetzt;

*d*) Durchführung einer Anpassung der Anzahlungsrechnungen des Kunden auf der Grundlage der vom Kunden durchgeführten Zählerablesungen, die vom Verteilernetzbetreiber validiert wurden, unter Berücksichtigung einer Glättung des Verbrauchs über einen Zeitraum von 12 Monaten."

8° in Paragraph 2 werden die Wörter "vierter Spiegelstrich" durch "*d*)" ersetzt;

**Art. 39** - In Artikel 33*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 werden die Wörter "die nach Artikel 32 den Netzbetreibern obliegen" durch die Wörter "die von der CWaPE kontrolliert werden" ersetzt.

**Art. 40** - In dasselbe Dekret wird nach Artikel 33*bis* ein neues Kapitel VIII mit dem Titel "Zertifizierung der Standorte zur Erzeugung von Gas aus EEQ" eingefügt.

**Art. 41** - In Kapitel VIII, eingefügt durch Artikel 40, wird ein Artikel 33*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33*ter* - Damit dem Erzeuger von Gas aus EEQ Gütezeichen zur Herkunftsgarantie gewährt werden können, erhält er für seinen Erzeugungsstandort eine von einer zugelassenen Kontrolleinrichtung ausgestellte Bescheinigung zur Herkunftsgarantie. Nach Begutachtung durch die CwaPE legt die Regierung die Zulassungsbedingungen der Kontrolleinrichtungen fest.

Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung die Angaben, die in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie stehen, sowie die Kriterien und das Verfahren zur Gewährung, zur Revision und zum Entzug der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie. Die Kriterien beziehen sich insbesondere auf die Fähigkeit, die Menge des tatsächlich erzeugten Gases zu kontrollieren.

Die Anlagen mit einer kleineren Leistung können einem vereinfachten Verfahren unterworfen werden. Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung die Leistungsschwelle, unterhalb deren das vereinfachte Verfahren anwendbar ist."

**Art. 42** - In dasselbe Dekret wird nach Artikel 33*ter* ein Kapitel VIII*bis* mit dem Titel "Verleihung von Gütezeichen für Gas aus EEQ" eingefügt.

**Art. 43** - In Kapitel VIII*bis*, eingefügt durch Artikel 42, wird ein Artikel 33*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33*quater* - Die Regierung führt ein System zur Verleihung eines Gütezeichens zur Herkunftsgarantie für Gas aus EEQ ein."

**Art. 44** - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 33*quinqüies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33*quinqüies* - Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren für die Verleihung des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie für Gas aus EEQ in der Wallonischen Region.

Es wird ein Gütezeichen zur Herkunftsgarantie pro erzeugte MWh an Gas aus EEQ, das in das Verteiler- oder Transportnetz eingespeist wird, gewährt.

Die CwaPE gewährt die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie den Erzeugern von Gas aus EEQ. Diese Gütezeichen sind übertragbar."

**Art. 45** - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 33*sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33*sexies* - Nach Begutachtung durch die CwaPE setzt die Regierung die Modalitäten für die Verwendung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie fest, die die Versorger, die Netzbetreiber und die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung ihrer eigenen Versorgung vorzulegen haben, um die Bilanz der verschiedenen von den Letzteren verwendeten Primärenergiequellen aufzustellen.

Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen, unter denen die außerhalb der Wallonischen Region produzierten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie dort in dieser Eigenschaft anerkannt werden können."

**Art. 46** - In demselben Dekret wird das Kapitel VIII zum Kapitel VIII*ter* mit dem Titel "Förderung von Gas aus EEQ".

**Art. 47** - In Artikel 34 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Absätze 3 und 4 außer Kraft gesetzt.

**Art. 48** - Artikel 35 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 49** - Artikel 36 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird folgendermaßen abgeändert:

1° Es wird ein Paragraph 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1 - Im Rahmen ihrer Aufgaben verfolgt die CwaPE folgende Ziele:

1° Förderung eines wettbewerbsoffenen, kompetitiven, sicheren und nachhaltigen regionalen Gasmarkts und einer effektiven Öffnung des Markts für die gesamten Kunden und Energieversorger des Europäischen Wirtschaftsraums, und Gewährleistung geeigneter Bedingungen für einen effektiven und zuverlässigen Betrieb der Netze, unter Berücksichtigung langfristiger Ziele;

2° Beitrag zur Einführung sicherer, zuverlässiger, effizienter Gasnetze, zu einem nicht diskriminierenden Netzzugang, zur Verbesserung der Energieeffizienz sowie zum Ausbau und zur Integration der Standorte zur Erzeugung von Gas ab erneuerbaren Energien und der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung, Vereinfachung des Netzzugangs der neuen Gaserzeugungskapazitäten, u.a. durch die Beseitigung eventueller Hindernisse, die Neuankommlinge blockieren könnten;

3° Anregung zur kurz- und langfristigen Verbesserung der Effizienz der Netze durch die Betreiber und Benutzer von Gasnetzen, einschließlich der privaten Netze und geschlossenen Unternehmensnetze und Förderung der Marktintegration;

4° Beitrag zur Gewährleistung einer allgemeinen öffentlichen Dienstleistung im Bereich der Gasversorgung, zum Schutz der geschützten Kunden und zur Vereinbarkeit zwischen den Datenaustauschsystemen, so dass die Kunden den Gasversorger wechseln können.“;

2° der Paragraph 1 wird zum Paragraphen 2;

3° in dem neuen Paragraphen 2 Ziffer 1 werden die Wörter „sowie die Betreiber von privaten Netzen und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen“ hinter die Wörter „durch die Netzbetreiber,“ gesetzt;

4° in den neuen Paragraphen 2 wird eine Ziffer 1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“1bis° Überwachung des Engpass-Managements, einschließlich der Verbundschaltungen, und Durchführung der Regeln im Bereich des Engpass-Managements;“;

5° in dem neuen Paragraphen 2 Ziffer 2 werden die Wörter „und allgemeinen Bedingungen“ zwischen das Wort „Zugangsregelungen“ und die Wörter „und ihrer Änderungen“ eingefügt;

6° in dem neuen Paragraphen 2 wird die Ziffer 3 durch die Wörter „sowie die Gewährung der Versorgungslizenzen“ ergänzt;

7° in dem neuen Paragraphen 2 Ziffer 4 werden die Wörter „die Netzbetreiber und die Gasversorger“ durch die Wörter „die Netzbetreiber, die Betreiber von privaten Netzen und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen sowie die Gasversorger“ ersetzt;

8° in dem neuen Paragraphen 2 wird die Ziffer 7 durch Folgendes ersetzt:

“7° Bestimmung der Informationen, die vom Netzbetreiber, und gegebenenfalls von den Betreibern von privaten Netzen und den Betreibern von geschlossenen Unternehmensnetzen, zu liefern sind, insbesondere im Hinblick auf die Erstellung der Energiebilanzen und der Erfüllung der Berichterstattungspflichten der Wallonischen Region bei der Europäischen Union in Sachen Energie“;

9° in dem neuen Paragraphen 2 wird die Ziffer 10 durch Folgendes ersetzt:

10° Zusammenarbeit und regelmäßige Absprache mit den anderen Regulierungsstellen des Gasmarktes auf föderaler, regionaler und europäischer Ebene, insbesondere bei der Überprüfung des Fehlens von Quersubventionen zwischen Kundenkategorien, sowie mit dem ACER und jeder sonstigen belgischen, ausländischen oder internationalen Behörde oder Einrichtung;“;

10° in dem neuen Paragraphen 2 wird die Ziffer 11 durch Folgendes ersetzt:

“11° Entwicklung von Studien, Instrumenten oder Konzepten aller Art, die der Verbesserung des Funktionierens des Gasmarktes, der Erleichterung der Ausübung durch den Kunden seiner Eigenschaft als zugelassener Kunde und der ständigen Unterrichtung der Regierung über das Verhalten der Marktakteure und der Verbraucher dienen;“;

11° in dem neuen Paragraphen 2 wird die Ziffer 12 durch Folgendes ersetzt:

“12° Genehmigung der Tarife der Netzbetreiber und, gemäß den Artikeln 16bis und 16ter, der Bedingungen für die Entlohnung der privaten Netze und der geschlossenen Unternehmensnetze;“;

12° Die Ziffer 14 mit dem nachstehenden Wortlaut ergänzt den neuen Paragraphen 2;

“14° Überwachung und Kontrolle der Durchführung der Investitionspläne der Netzbetreiber gemäß Artikel 16 § 4 und § 5;“;

13° der alte Paragraph 2 wird durch den Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

“§ 3 - Die CWaPE unterbreitet der Regierung und dem Wallonischen Parlament spätestens bis zum 30. Juni einen Bericht über die Durchführung ihrer Aufgaben und die Entwicklung des regionalen Gasmarktes. Die CWaPE legt dem Parlament ihren Jahresbericht vor. Der Bericht wird auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht.“

**Art. 50** - In Artikel 36bis desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter „44, 47, 47bis und“ durch das Wort „bis“ ersetzt.

**Art. 51** - In Artikel 37 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter „und 50ter“ zwischen die Wörter „49bis“ und „des Stromdekrets“ gesetzt.

**Art. 52** - Artikel 44 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird folgendermaßen abgeändert:

1° das Wort „Energieausschuss“ wird durch die Wörter „Allgemeine Rat“ ersetzt;

2° die Wörter „ist beauftragt, auf Anfrage der Regierung, der CWaPE oder auf eigene Initiative Gutachten über die Ausrichtung des regionalen Gasmarkts im Sinne der öffentlichen Interesses, der nachhaltigen Entwicklung und der Aufgaben öffentlichen Dienstes abzugeben.“ werden durch Folgendes ersetzt: „hat zur Aufgabe:

1° aus eigener Initiative oder auf Antrag des Ministers Leitlinien für die Umsetzung vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse zu bestimmen;

2° innerhalb von vierzig Tagen nach Eingang des Antrags der CWaPE ein Gutachten über jede ihm von der CWaPE unterworfenen Angelegenheit abzugeben;

3° ein Diskussionsforum über die Ziele und Strategien der wallonischen Energiepolitik zu sein.“

**Art. 53** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 75 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 75 - Die CWaPE bewertet die Bestimmungen vorliegenden Dekrets und übermittelt ihren Bewertungsbericht der Regierung und dem Parlament zum 31. Januar 2017.

Der Allgemeine Rat kann ebenfalls die Bestimmungen vorliegenden Dekrets bewerten und der Regierung und dem Parlament im Laufe des Jahres 2017 einen Bewertungsbericht übermitteln."

**Art. 54** - Artikel 591 des Gerichtsgesetzbuches wird durch eine Ziffer 25 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"25° alle Klagen, die aufgrund Artikel 31<sup>quater</sup> § 6 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts gegen die Beschlüsse der lokalen Kommissionen für Energie erhoben werden;"

**Art. 55** - Die Artikel 3, 5, 6 und 8 werden am 31. Dezember 2014 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Mai 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

(1) *Sitzungsperiode 2014-2015*

*Dokumente des wallonischen Parlaments (2014-2015), Nrn. 1-4.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 20. Mai 2015*

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202582]

**21 MEI 2015. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden "Richtlijn 2003/55/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 betreffende de gemeenschappelijke regels voor de interne gasmarkt en houdende de intrekking van Richtlijn 98/30/EG" vervangen door de woorden "Richtlijn 2009/73/EG van 13 juli 2009 van het Europees Parlement en de Raad betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG".

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 6° worden de woorden "elektrochemische en/of" ingevoegd tussen de woorden "door thermochemische" en het woord "behandeling";

2° er wordt een 6°*bis* ingevoegd, luidend als volgt : " "samengeperst aardgas" : samengeperst aardgas of compatibel gas gebruikt als brandstof voor de voertuigen;"

3° in 11° worden de woorden " van ondersteunende diensten" ingevoegd tussen het woord "opslagmiddelen" en de woorden "en al dan niet met elkaar verbonden leidingen", en worden de woorden "dat geen privé-net, noch een gesloten beroepsnet, noch een directe leiding vormt" aan het einde van de zin toegevoegd;

4° in 13° vervallen de woorden "met als doel de transmissie van gas";

5° punt 17° wordt vervangen als volgt :

"17° "privénet" : geheel van installaties die zijn gevestigd op één of meerdere privé-erven, en die bestemd zijn voor de transmissie van gas naar één of meerdere stroomafwaartse afnemers, en waarop de distributienetbeheerder niet over een eigendomsrecht beschikt of over een recht dat hem het genot daarvan verleent in de betekenis van artikel 3 en dat niet erkend wordt als een "gesloten beroepsnet" of "directe leiding";

4° er worden de punten 17°*bis* en 17°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"17°bis "gesloten beroepsnet": een net dat geen directe leiding vormt en waarop de netbeheerder of een transmissienetbeheerder niet over een eigendomsrecht beschikt of over een recht dat hem het genot daarvan verleent in de betekenis van artikel 3, en dat gas levert binnen een gebied bestemd voor industrie, handel of verdeling van diensten dat geografisch afgebakend is, dat eventueel een klein aantal residentiële afnemers kan bevoorraden die door de eigenaar van het net tewerkgesteld zijn of met hem op een gelijkwaardige manier verbonden zijn en die gevestigd zijn in het door het net bevoorradete gebied en waarin :

a) om specifieke redenen die te maken hebben met techniek of veiligheid, de handelingen of het productieproces van de gebruikers van dit net verweven zijn of waren;

b) het gas voornamelijk geleverd wordt voor hun eigen verbruik aan de eigenaar of aan de beheerder van het gesloten beroepsnet of aan de ondernemingen die met hen verbonden zijn;

17°ter: "beheerder van gesloten beroepsnet": natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar is van een gesloten beroepsnet of over een genotsrecht beschikt op het net";

7° punt 18° wordt vervangen als volgt :

"18° "directe leiding": alle leidingen die bestemd zijn voor de transmissie van aardgas of compatibel gas die een geïsoleerde productielocatie met een geïsoleerde afnemer verbindt of een producent van gas of opslagbedrijf verbindt om rechtstreeks hun eigen inrichtingen, dochterondernemingen en in aanmerking komende afnemers te bevoorraden";

8° in 20° worden de woorden "als leverancier" en de woorden "als eindafnemer" opgeheven;

9° punt 24° wordt vervangen als volgt :

"standaardaansluiting": aansluiting die voldoet aan de volgende voorwaarden :

- de afstand tussen het aangevraagde toegangspunt van de netgebruiker en het aansluitingspunt is gelijk aan maximum acht meter;

- het aangevraagde aansluitingsvermogen is lager of gelijk aan tien m<sup>3</sup>(n)/u.;

- de leveringsdruk is begrepen tussen 21 en 25 mbar;

- de hoogst toelaatbare druk van de voornamelijke leiding en van de aansluiting is lager dan of gelijk aan 4,90 bar";

10° punt 25° wordt vervangen als volgt :

"25° "eenvoudige aansluiting": aansluiting die voldoet aan de volgende voorwaarden :

- het aangevraagde aansluitingsvermogen is lager of gelijk aan 16 m<sup>3</sup>(n)/u.;

- de aangevraagde leveringsdruk is begrepen tussen 21 en 25 mbar;

- de hoogst toelaatbare druk van de voornamelijke leiding en van de en van de aansluiting is lager dan of gelijk aan 4,90 bar;

- de lengte van de aansluiting is niet hoger dan 25 meter;

- er bestaat voor het tracé van de aansluiting geen belemmering die een andere complexe speciale techniek eist dan de andere klassieke technieken van de greppel en het gestuurd boren voor een beperkte diameter";

11° in 26° vervallen de woorden "van de standaardaansluiting en van de eenvoudige aansluiting";

12° er wordt een 28°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"28°bis "Message Implementation Guide, afgekort "MIG"; het handboek dat de regels, de procedures en het communicatieprotocol beschrijft die gevolgd worden voor de uitwisseling, tussen de netbeheerder en de leveranciers, van technische en commerciële informatie met betrekking tot de toegangspunten";

13° punt 31° wordt opgeheven;

14° punt 32° wordt vervangen als volgt :

"32° "vervangingsleverancier": leverancier aangewezen door de netbeheerder en belast met de levering van gas in de volgende gevallen :

a) aan de afnemers die nu in aanmerking komen zolang zij geen leverancier hebben gekozen;

b) aan de eindafnemers wanneer de leverancier met wie die afnemers een leveringscontract hebben gesloten, in gebreke blijft";

15° punt 38° wordt vervangen als volgt :

"38° "stroomafwaartse afnemer": eindafnemer en/of producent aangesloten op het distributienet of op het vervoernet via een privénet of een gesloten beroepsnet";

16° punt 44° wordt vervangen als volgt :

"44° ""Richtlijn 2009/73/EG": Richtlijn 2009/73/EG van 13 juli 2009 van het Europees Parlement en de Raad betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG";

17° het artikel wordt aangevuld met de punten 49° en 50°, luidend als volgt :

"49° "ACER": het agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators opgericht door de Verordening (EG) nr. 713/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 tot oprichting van een Agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators;

50° "werkdag": iedere kalenderdag, met uitzondering van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen."

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De distributienetbeheerder is :

1° een publiekrechtelijke rechtspersoon die de vorm mag aannemen van een intercommunale of;

2° een privaatrechtelijke rechtspersoon die minstens voor 70 percent in het bezit is en gecontroleerd wordt, rechtstreeks of onrechtstreeks, door publiekrechtelijke personen

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. De netbeheerder mag de vaste activa i.v.m. de activiteit van netbeheerder op geen enkele manier waarborgen, belenen, in pand geven of verpanden, met inbegrip van de infrastructuur van het net, voor andere zaken en activiteiten dan die van netbeheerder.

Bij faillissement van een distributienetbeheerder opgericht overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2°, en om de integriteit van het distributienet te vrijwaren waarvan de betrokken distributienetbeheerder eigenaar is, in het algemeen belang en gelet op de opdracht van openbare dienst of de economische opdracht die dankzij hem vervuld wordt :

1° kunnen de publiekrechtelijke persoon (personen) die hem bezatten en/of controleerden, rechtstreeks of onrechtstreeks, een recht van voorkoop laten gelden op de gereguleerde activiteitensector van de distributie binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de beslissing waarbij het faillissement wordt uitgesproken;

2° de gereguleerde activiteitensector van de distributie kan in elk geval maar toekomen aan een persoon die als distributienetbeheerder erkend kan worden."

**Art. 4.** In artikel 6bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 3° wordt de woorden "de maatschappelijke aandelen" vervangen door de woorden "de verhouding van maatschappelijke aandelen";

2° in punt 3° worden de woorden "het kapitaal van" ingevoegd tussen de woorden "die hij bezit in" en "de distributienetbeheerder".

**Art. 5.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 6ter, luidend als volgt :

"Art. 6ter. Wanneer een distributienetbeheerder is opgericht overeenkomstig artikel 5, § 1, eerste lid, 2°, zijn de volgende bijkomende voorwaarden van toepassing :

1° de publiekrechtelijke personen die, geheel of gedeeltelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks, een netbeheerder bezitten, kunnen zich alleen afzonderlijk en elk tot beloop van een bepaalde som verbinden;

2° in de beheersorganen zijn de vertegenwoordigers van de openbare aandeelhouders in de meerderheid en beschikken zij altijd over de meerderheid van de stemmen;

3° de meerderheid van de vertegenwoordigers van de openbare aandeelhouders zijn leden van de gemeente- en provincieraden en gemeente- en provinciecolleges. De mandaten worden verdeeld overeenkomstig het systeem van de evenredige vertegenwoordiging geregeld door de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek;

4° de raad van bestuur telt minstens 20 percent zelfstandige deskundigen in de zin van artikel 526ter van het Wetboek van Vennootschappen die door de algemene vergadering worden benoemd voor hun kennis inzake financieel beheer of om hun nuttige technische kennis;

5° elke beslissing van de raad van bestuur moet op zijn minst goedgekeurd worden met een meerderheid van de stemmen binnen de groep van de bestuurders bedoeld in punt 2°;

6° er wordt een Code van goed bestuur goedgekeurd door de algemene vergadering die gegrond is op de beste praktijken terzake en die o.a. de regels vastlegt inzake organisationele transparantie;

7° de netbeheerder richt in zijn midden een auditcomité op, waarin een meerderheid van bestuurders uit de groep bestuurders bedoeld in punt 2° zetelt en minstens één bestuurder uit de groep van de zelfstandige deskundigen bedoeld in punt 4°, en die, o.a., ambtshalve of op verzoek van twee leden van de raad van bestuur, een gemotiveerd advies zal kunnen geven over elk ontwerp van beslissing dat de activiteiten van de netbeheerder ernstig zou kunnen schaden;

8° de netbeheerder richt in zijn midden een bezoldigingscomité op waarin een meerderheid van bestuurders bedoeld in punt 2° zetelt en minstens één bestuurder bedoeld in punt 4°, dat comité moet de bezoldiging van de leden van de raad van bestuur bepalen en het bezoldigingsbeleid van de leden van het directiecomité uitwerken;

9° de raad van bestuur van de netbeheerder moet zorgen voor de transparantie tijdens de besluitvorming. Dit houdt voor de raad van bestuur de verplichting in om aan de leden van het auditcomité zijn agenda's, ontwerpen van beslissing of elk ander stuk dat rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op de activiteit van de netbeheerder mee te delen, op hetzelfde tijdstip als aan de leden van de raad van bestuur;

10° de raad van bestuur van de netbeheerder doet in ieder geval uitspraak bij gemotiveerde beslissing als deze beslissing volgt op een gemotiveerd advies van het auditcomité.

Wat betreft het bezoldigingsbeleid bedoeld in het eerste lid, 8°, bepaalt de Regering een minimum en een maximumbedrag binnen welke de bezoldigingen in hoofde van de activiteit van de netbeheerder vastgelegd dienen te worden.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering. De Regering kan ook bijkomende regels bepalen voor de netbeheerder betreffende het interne besluitvormingsproces en het bezoldigingsbeleid bedoeld in het eerste lid, 8°.

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "om zijn eigen installaties te voeden" vervangen door de woorden "om in zijn behoeften te voorzien met inbegrip van de levering aan de eindafnemers in de gevallen bedoeld in dit decreet";

2° in paragraaf 1 worden tussen het tweede en het derde lid de als volgt luidende leden ingevoegd :

"De netbeheerder mag rechtstreeks en/of onrechtstreeks aandelen bezitten in gasproducenten of transmissiebeheerders op voorwaarde dat de netbeheerder op juridisch vak, op het gebied van de organisatie en de beslissing van de activiteiten die niet gebonden zijn aan de distributie, onafhankelijk is; daartoe :

- mogen de verantwoordelijken voor het beheer van de netbeheerder geen deel uitmaken van de structuren van de gasproducenten of van de transmissiebeheerders die rechtstreeks of onrechtstreeks belast zijn met het dagelijkse beheer van de productie- of vervoersactiviteiten;

- moeten de verantwoordelijken voor het beheer van de netbeheerder in alle onafhankelijkheid handelen.

De netbeheerder moet over werkelijke beslissingsrechten beschikken die onafhankelijk zijn van de gasproducenten en van de transmissiebeheerders wat betreft de activa die nodig zijn om het net te exploiteren, te onderhouden en te ontwikkelen;

3° paragraaf 3° wordt aangevuld met de volgende leden :

"De netbeheerder mag, overeenkomstig zijn maatschappelijk doel, deze activiteiten, met inbegrip van de commerciële activiteiten, rechtstreeks uitoefenen of via participaties in reeds bestaande of nog op te richten instellingen, vennootschappen of openbare of private verenigingen.

Deze activiteiten kunnen alleen maar rechtstreeks of via participaties worden uitgeoefend als ze geen negatieve invloed hebben op de onafhankelijkheid van de netbeheerder of op de vervulling van de opdrachten die hem via de wet en het decreet worden toevertrouwd.

De beslissingen en/of verbintenissen genomen door de distributienetbeheerder die andere activiteiten dan die welke verbonden zijn met elektriciteits- en/of gasdistributie uitoefenen, mogen niet als doel of als gevolg hebben om een negatieve impact te hebben op de goede uitvoering van de opdrachten en de activiteit van netbeheerder, met inbegrip van de naleving van zijn openbare dienstverplichtingen.

Elke vervreemding van de infrastructuur en de uitrusting die deel uitmaken van het distributienet, door de distributienetbeheerder en zijn dochterondernemingen, wordt onderworpen aan het eensluidend advies van de CWaPE.";

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

"§ 4. De netbeheerder houdt in zijn interne boekhouding afzonderlijke rekeningen aan voor zijn distributieactiviteiten en, in voorkomend geval, voor alle andere activiteiten, met inbegrip van het geheel van de activiteiten buiten de gasector, op dezelfde manier als of deze activiteiten door juridisch onderscheiden ondernemingen uitgeoefend zouden zijn.

De jaarrekeningen bevatten, in hun bijlage, een toelichting en een resultatenrekening voor elke categorie van activiteiten, alsmede de regels voor de toerekening van de activa en passiva en de opbrengsten en kosten die bij de opstelling van de afzonderlijke rekeningen werden toegepast.

De inkomsten van het eigendom van het distributienet worden in de boekhouding vermeld.

De Regering kan de regels bepalen i.v.m. de transparantie van de boekhouding die op de netbeheerder van toepassing is."

**Art. 7.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"Art. 8. De netbeheerder duidt minstens een vervangingsleverancier aan."

**Art. 8.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

4° het derde lid van paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Wanneer een publiekrechtelijke rechtspersoon bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 1°, aangewezen als netbeheerder, al de rechten die zij op een net bezit, overdraagt aan een privaatrechtelijke rechtspersoon bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 2°, ter gelegenheid van de inbreng van een activiteitensector wordt de aanvankelijke aanwijzing als netbeheerder van de publiekrechtelijke rechtspersoon die de inbreng uitvoert, van rechtswege overgedragen en onder dezelfde voorwaarden, in hoofde van de privaatrechtelijke rechtspersoon die van de inbreng geniet tot het einde van de periode waarvoor de aanwijzing aanvankelijk werd toegekend."

**Art. 9.** In artikel 12, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De netbeheerder staat in voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het net waarvoor hij is aangewezen, onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn, met inbegrip van de koppellijnen naar andere gasnetten, teneinde de veiligheid en de continuïteit van de voorziening te waarborgen met inachtneming van het milieu en van de energie-efficiëntie. De Regering bepaalt het begrip voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn.";

1° in het tweede lid wordt na punt 1° een punt 1°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"1°*bis* de ontwikkeling van het vermogen inzake waarneming, controle en vooruitzichten van de gasstromen om het operationeel beheer van het net te verzekeren";

5° het tweede lid wordt aangevuld met de punten 7° en 8°, luidend als volgt :

"7° de injectie op het net van compatibel gas uit hernieuwbare bronnen mogelijk maken en de voorkeur geven aan de injectie van deze installaties;

8° fraude inzake gasinstallaties opzoeken, de installaties die ten gevolge van deze fraude beschadigd zijn, vervangen of afschaffen en rechtstreekse invordering bij de eindafnemer en/of de begunstigden voor de energie die niet betaald werd, de kosten i.v.m. deze energie alsook de technische en administratieve kosten i.v.m. het beheer van de fraude of de beschadiging van de installaties, hun vervanging of afschaffing en dit, in het belang van de collectiviteit."

**Art. 10.** In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt tussen paragraaf 1 en paragraaf 2 een paragraaf 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1*bis*. De netbeheerder behandelt commercieel gevoelige informatie waarvan hij kennis krijgt bij de uitoefening van zijn activiteiten vertrouwelijk en verhindert dat informatie over zijn activiteiten, die commercieel gunstig kan zijn, op discriminerende wijze wordt verspreid.

De netbeheerder maakt bovenbedoelde informatie niet over aan bedrijven die rechtstreeks of onrechtstreeks werkzaam zijn in de productie en/of de levering van gas.

Hij onthoudt er zich ook van zijn eigen personeel aan zulke bedrijven over te dragen.

Wanneer de netbeheerder gas verkoopt aan of aankoopt van een gasbedrijf, maakt hij geen misbruik van de commercieel gevoelige informatie die hij van derden heeft verkregen ter gelegenheid van hun toegang tot het net of tijdens de onderhandelingen over hun toegang tot het net.

De informatie die noodzakelijk is voor een efficiënte mededinging en voor een goede marktwerking wordt openbaar gemaakt. Deze verplichting doet geen afbreuk aan de bescherming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie.

De Regering kan de regels bepalen i.v.m. de vertrouwelijkheid die op de distributienetbeheerder van toepassing zijn.”

**Art. 11.** In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden “en na raadpleging van de algemene raad” ingevoegd tussen de woorden “In overleg met de netbeheerders” en de woorden “besluit de CWaPE”;

2° punt 1°, wordt aangevuld met de woorden “en de specificaties en modaliteiten in verband met de uitvoering van de standaardaansluiting bedoeld in artikel 32”;

3° punt 8° wordt aangevuld met de woorden “en de modaliteiten in verband met de samenwerking van de netbeheerder en van de producent”;

4° punt 11° wordt opgeheven;

5° in punt 12° worden de woorden “de voorwaarden, de criteria en de aanwijzingsprocedure, alsook” ingevoegd voor de woorden “de modaliteiten”;

6° het artikel wordt aangevuld met een punt 15°, luidend als volgt :

“15° de gevallen waarin de schorsing van de toegang, de buitendienststelling of de wegname van een aansluiting, de oplegging van aanpassingen aan de installaties van de netgebruiker, zelfs hun afschaffing door de wegbeheerder worden toegelaten en de desbetreffende modaliteiten.”

**Art. 12.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 14 toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. 14bis. De “MIG” die van toepassing is in het Waalse Gewest wordt uitgewerkt door de netbeheerder na overleg met de leveranciers in samenwerkingsplatform waar het geheel van de leveranciers, de beheerders van gesloten beroepsnetten en de beheerders van netten die actief zijn in het Waalse Gewest worden vertegenwoordigd. De “CWaPE” beschikt over een vetorecht tegen de beslissingen die in dit platform worden genomen. Het vetorecht is van toepassing als er een beslissing wordt genomen die in strijd is met het decreet, zijn uitvoeringsbesluiten of het algemeen belang. De Regering bepaalt in samenwerking met de CWaPE en het Platform de procedure en de modaliteiten in verband met de uitvoering van het veto- en beroepsrecht ertegen.”

**Art. 13.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“De tarifaire methodologie bepaalt de nadere regels voor de integratie en controle van de niet-beheersbare kosten bestaande uit de pensioenlasten van de personeelsleden onder openbaar statuut van de beheerder van het net of van de dochteronderneming of kleindochteronderneming die een gereguleerde activiteit van distributienetbeheer hebben verricht.”

**Art. 14.** In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In het eerste lid, worden de woorden “Alle netbeheerders stellen een” vervangen door de woorden “In overleg met de CWaPE, stellen alle netbeheerders een”;

b) het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “onder voorwaarden ie op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn. De Regering bepaalt het begrip voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn.”;

c) in het tweede lid, worden de woorden “uitvoeringsmodaliteiten van het investeringsplan” vervangen door de woorden “uitvoerings- en bijwerkingsmodaliteiten van het investeringsplan”;

d) in het derde lid, worden de woorden “van drie jaar” vervangen door de woorden “die overeenstemt met de tariefperiode”;

e) het vierde lid wordt opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Het investeringsplan bevat een deel “aanpassing” en een deel “uitbreiding”.

Elk deel bevat een gedetailleerde schatting van de vereiste distributiec capaciteit van het respectieve net, met opgave van onderliggende hypothesen rekening houdend met de vermoedelijke evolutie van het gebruik alsook met de installaties voor de productie van gas uit hernieuwbare bronnen en van het gebruik van gas voor mobiliteitsdoeleinden, en formuleert het investeringsprogramma dat de netbeheerder moet uitvoeren om aan deze behoeften te voldoen onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn.

Het deel « uitbreiding » bepaalt de zones die primair zijn voor de ontwikkeling van het net, hierbij rekening houdend met de plannen van de sector, de gemeentelijke plannen van aanleg en de structuurplannen, evenals de beschikbare financiële middelen.

Elk plan bevat een voortgangsverslag van deze plannen.

Het investeringsplan bevat minstens de volgende gegevens :

1° een omschrijving van de bestaande infrastructuur, van haar verouderde staat;

2° een schatting en een omschrijving van de capaciteitsbehoeften, rekening houdend met de waarschijnlijke evolutie van de ontwikkeling van het inbrengen op het net van gas uit hernieuwbare bronnen en van het gebruik van gas voor mobiliteitsdoeleinden, van het verbruik, van de maatregelen van energie-efficiëntie en van de uitwisselingen met de andere netten;

3° een beschrijving van de ingezette middelen en van de te verwezenlijken investeringen om in de geschatte behoeften te voorzien, met inbegrip van, desgevallend, de versterking of de aanleg van interconnecties, evenals een lijst van de belangrijke investeringen waartoe reeds besloten werd, een beschrijving van de nieuwe belangrijke investeringen die tijdens de bedoelde periode verwezenlijkt moeten worden en een kalender voor deze investeringsprojecten;

4° de vaststelling van de nagestreefde kwaliteitsdoelstellingen, in het bijzonder betreffende de duur van de pannes;

5° de lijst van de acties die tijdens het afgelopen jaar dringend zijn uitgevoerd;



6° de staat van de studies, projecten en implementaties van slimme meetsystemen, in voorkomend geval;

7° de maatregelen genomen in het kader van de aansluiting van de productie-eenheden van gas uit hernieuwbare bronnen;

8° het beleid inzake onderzoek naar gasconcentraties en beperking van de administratieve verliezen”;

3° het artikel wordt aangevuld met twee paragrafen 4 en 5, luidend als volgt :

”§ 4. De netbeheerders dienen de in hun aanpassingsplannen vermelde investeringen uit te voeren, behalve in een geval van overmacht of om dwingende redenen die zij niet onder controle hebben.

§ 5. De CWaPE controleert de uitvoering van de aanpassingsplannen. Ze kan aan de netbeheerders de uitvoering van het geheel of een gedeelte van de investeringen opleggen die krachtens deze aanpassingsplannen uitgevoerd hadden moeten worden.”

**Art. 15.** In artikel 16*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

”§ 1. Privénetten zijn verboden, behalve in volgende gevallen :

1° de privénetten waarvan het verbruik van de residentiële stroomafwaartse afnemers slechts een bestanddeel vormt van een globale dienstverlening die hen door de eigenaar van de locatie wordt aangeboden zoals het verhuren van garages, studentenkamers, kamers in een rusthuis of het verhuren van een vakantiewoning;

2° de permanente woningen waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald; in dit geval is de beheerder van het privénet de natuurlijke of rechtspersoon die het beheer van de permanente woning waarneemt of diens afgevaardigde;

3° de privénetten gelegen in éénzelfde kantoorgebouw;

4° de privégasnetten afkomstig uit systemen voor hernieuwbare energie (SER) die worden ontwikkeld wanneer de gasdistributienetbeheerder een economisch gerechtvaardigde aansluiting van de installatie voor de productie van gas uit de “SER” niet mogelijk maakt.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “en het onderhoud van het privénet” vervangen door de woorden “, het onderhoud en de veiligheid van het privénet”;

3° in paragraaf 2 worden de woorden “Voor het overige worden de respectieve rechten en verplichtingen van de privénetbeheerder en van de netbeheerder, met name tegenover de stroomafwaartse afnemer, bepaald door de Regering, na advies van de CWaPE.” vervangen door de woorden “De respectieve rechten en verplichtingen van de privénetbeheerder en van de stroomafwaartse afnemer worden bepaald door de Regering, na advies van de CWaPE.”;

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

”§ 3. De privénetbeheerder sluit een aansluitingscontract met de netbeheerder waarop hij aangesloten is.”;

5° artikel 16 bis wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

”§ 4. Het privénet is slechts via één punt aangesloten op het distributie- of transmissienet.”

**Art. 16.** Artikel 16*ter*, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt vervangen door wat volgt :

”Art. 16*ter*. § 1. De gesloten beroepsnetten zijn onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning verleend door de CWaPE na raadpleging van de netbeheerder of transmissienetbeheerder waarop het gesloten net zich wil aansluiten. Ze wordt op de site van de CWaPE bekendgemaakt.

In afwijking van het eerste lid, voor de bestaande gesloten beroepsnetten op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling of ontstaan uit het afstaan aan derde van een deel van een bestaand intern net op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling ten gevolge van de verwerving van een deel van de locatie door een andere onderneming, geeft de netbeheerder zijn net aan bij de CWaPE binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze bepaling of van deze verwerving. Via deze aangifte verwerft hij de hoedanigheid van beheerder van gesloten beroepsnet.

Voor de gesloten beroepsnetten bedoeld in het tweede lid moet de beheerder van gesloten beroepsnet op eigen kosten de technische overeenstemming laten nakijken door een erkende instelling waarvan het verslag aan de CWaPE wordt overgemaakt binnen het jaar dat zijn net wordt aangegeven.

De voorwaarden, modaliteiten en procedure voor de toekenning van de individuele vergunning worden door de Regering bepaald, na advies van de CWaPE. De vergunning bedoeld in het eerste lid bevat bovendien de aanwijzing van een beheerder van gesloten beroepsnet.

§ 2. In afwijking van de artikelen en volgende van dit decreet moeten de beheerders van gesloten beroepsnetten de volgende verplichtingen naleven :

1° elke beheerder van een gesloten beroepsnet moet bij de CWaPE zijn gesloten beroepsnet aangeven en ook de eventuele ontwikkeling van eenheden voor de productie van elektriciteit die op dit net zijn aangesloten;

2° elke beheerder van een gesloten beroepsnet onthoudt zich, in het kader van deze functie, van elke discriminatie tussen de gebruikers van zijn gesloten beroepsnet;

3° elke beheerder van een gesloten beroepsnet bepaalt minstens de volgende modaliteiten voor de aansluiting en de toegang tot dit net in een contract met de gebruikers van het van het gesloten beroepsnet :

a) de minimale technische vereisten inzake het ontwerp en de werking van de op het gesloten beroepsnet aangesloten installaties, het maximale aansluitingsvermogen en de kenmerken van de geleverde voorzieningen;

b) de commerciële modaliteiten voor de aansluiting op en de toegang tot het gesloten beroepsnet;

c) de voorwaarden voor onderbreking van de aansluiting wegens niet-naleving van de contractuele verplichtingen of omwille van de veiligheid van het gesloten beroepsnet;

4° de bezoldiging van de beheerders van het gesloten beroepsnet leeft het dwingend kader dat terzake door de bevoegde instantie is opgelegd na;

5° iedere beheerder van een gesloten beroepsnet bezorgt de gebruikers van het gesloten beroepsnet dat hij beheert :

a) een gedetailleerde en duidelijke factuur, gebaseerd op hun verbruik of eigen injecties en op de in dit artikel bedoelde tariefbeginselen en bezoldigingen;

b) een juiste verdeling, op hun facturen, van de meerkosten toegepast op de facturen voor transmissie en distributie in overeenstemming met de meerkostbeginselen;

c) de mededeling van de relevante gegevens van hun verbruik en injecties, evenals de informatie voor een efficiënte toegang tot het net;

6° de beheerder van een gesloten beroepsnet garandeert de vertrouwelijke behandeling van de commercieel gevoelige informatie van de gebruikers van het net, waarvan hij kennis heeft in het kader van zijn activiteiten, uitgezonderd elke andersluidende wettelijke verplichting;

7° elke beheerder van een gesloten beroepsnet toont aan de CWaPE de technische conformiteit van zijn gesloten beroepsnet met het technisch reglement, volgens de door de CWaPE bepaalde modaliteiten;

8° De beheerder van het gesloten beroepsnet staat in voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het net waarvoor hij is aangewezen, onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak aanvaardbaar zijn, met inbegrip van de koppellijnen naar andere elektriciteitsnetten, teneinde de veiligheid en de continuïteit van de voorziening te waarborgen met inachtneming van het milieu en van de energie-efficiëntie;

9° de beheerder van het gesloten beroepsnet staat in voor het effectief in aanmerking komen van de afnemer die erom verzoekt wanneer geen mandaat is toegestaan overeenkomstig artikel 30bis.

§ 1. De CWaPE is bevoegd in geval van betwisting door een gebruiker van het gesloten beroepsnet van de bezoldigingsvoorwaarden van de beheerder van het gesloten beroepsnet.

§ 3. De beheerder van het gesloten beroepsnet sluit een aansluitingscontract met de netbeheerder waarop hij aangesloten is.

§ 4. Behoudens voorafgaandelijk schriftelijk akkoord van de netbeheerder of uitdrukkelijke overeenkomst in het aansluitingscontract met duidelijke vermelding van de modaliteiten is er maar één aansluiting tussen het distributienet en het gesloten beroepsnet."

**Art. 17.** Artikel 16quater van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 17, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2 in het eerste lid wordt na punt "2" een punt "2bis" ingevoegd, luidend als volgt :

"2bis de dochteronderneming is in bezit overeenkomstig artikel 7;"

2° het tweede lid, 5°, wordt vervangen als volgt :

"5° de dochteronderneming mag andere activiteiten uitvoeren dan die welke verbonden zijn met de dagelijkse uitbating van de activiteiten die uitgeoefend worden in de sectoren van het gas en de elektriciteit door de geassocieerde netbeheerder(s).";

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"In het geval bedoeld in het tweede lid, 5°, worden de in het eerste lid vermelde activiteiten vermeld in de statuten van de dochteronderneming als aparte activiteitensectoren met adviesorganen eigen aan de sector, samengesteld volgens de aandelen die deze sector vertegenwoordigen en met een aparte boekhouding op dezelfde manier alsof deze activiteiten door juridisch onderscheiden ondernemingen uitgeoefend zouden zijn, met een balans en een resultatenrekening per activiteit.";

4° artikel 17 wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

"§ 5. In het geval dat de netbeheerder of zijn dochteronderneming die met de uitoefening van de opdracht wordt belast overeenkomstig paragraaf 2, de uitoefening van hun opdrachten en verplichtingen aan een substructuur overdraagt, zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op hem. De netbeheerder, of in voorkomend geval, zijn dochteronderneming, is geacht houder te zijn van de opdrachten en verplichtingen die voortvloeien uit dit decreet."

**Art. 19.** Artikel 20, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende zinnen : "In geval van fusie van netbeheerders, kan door de netbeheerder een jaarlijkse gewestelijke retributie worden bepaald die overeenstemt met de geografische zone die is aangesloten door de voormalige distributienetbeheerders die op 31 december 2012 bestaan. In dit geval zijn de parameters van de formule waarmee rekening moet worden gehouden voor het opmaken van de retributie degenen die betrekking hebben op de geografische zone die is aangesloten door de voormalige distributienetbeheerder."

**Art. 20.** Het opschrift van hoofdstuk IV, afdeling III, eerste onderafdeling, wordt vervangen als volgt :

"Vergoeding verschuldigd ingevolge een administratieve vergissing of een laattijdige aansluiting".

**Art. 21.** In artikel 25bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord « dertig » vervangen door het woord « zestig »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, wordt de zin « Die klacht wordt maximaal drie maanden na de verzendingsdatum van de vergoedingsaanvraag ingediend. » vervangen als volgt :

« De klacht wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, uiterlijk binnen een termijn van drie maanden ingediend, met ingang op de datum van kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan beslissing, op de uiterste datum waarop de netbeheerder of, desgevallend, de leverancier zich over de vergoedingsaanvraag moest uitspreken. »;

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « binnen de termijn bedoeld in het eerste lid » ingevoegd tussen de woorden « de aanvrager » en de woorden « het schriftelijke bewijs leveren »;

4° in paragraaf 3, derde lid, worden de zinnen « Hij kan de aanvrager, de netbeheerder of de leverancier schriftelijk verzoeken om aanvullende gegevens. De gewestelijke ombudsdienst bepaalt de termijn waarin de gegevens verstrekt moeten worden; zo niet bedraagt de termijn vijftien kalenderdagen, met ingang op de datum van ontvangst van het verzoek. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier of van de aanvullende gegevens, » ingevoegd tussen de woorden « het dossier » en « als deze meent »;

5° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden « binnen dertig kalenderdagen » geschrapt;

6° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden « Als deze vaststelt » vervangen door de woorden « Als de netbeheerder vaststelt »;

7° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden « overeenkomstig artikel 30ter, lid 3, » vervangen door « 30ter, § 4 »;

8° in paragraaf 3, lid 5, wordt de zin « De artikelen 48 en volgende zijn van toepassing. » opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 25ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Elke eindafnemer heeft recht op een forfaitaire dagvergoeding ten laste van de netbeheerder als deze de effectieve aansluiting niet binnen de volgende termijnen heeft gerealiseerd : :

1° voor de standaard- en eenvoudige aansluitingen, binnen een termijn van dertig werkdagen die, behoudens andersluidende overeenkomst, ingaat op de datum van ontvangst van de betaling van het bedrag van het aansluitingsaanbod door de netbeheerder. Bovendien zal de termijn pas ingaan wanneer de netbeheerder de verschillende vereiste vergunningen en toelatingen in ontvangst genomen zal hebben. Als de staat van de distributieleiding wegenwerken of een netuitbreiding vereist, bedraagt de termijn 60 werkdagen;

2° voor niet eenvoudige aansluitingen, binnen de termijn waarin het aansluitingscontract voorziet; bij gebrek aan uitdrukkelijke contractuele clausule gaat de termijn in op de datum van ontvangst van de betaling van het bedrag van het aansluitingsaanbod door de netbeheerder. Bovendien zal de termijn pas ingaan wanneer de netbeheerder de verschillende vereiste vergunningen en toelatingen in ontvangst genomen zal hebben.

2° voor niet eenvoudige aansluitingen en wanneer de overeengekomen capaciteit gelijk is aan 250 m<sup>3</sup> of meer, binnen de termijn waarin het aansluitingscontract voorziet; bij gebrek aan uitdrukkelijke contractuele clausule gaat de termijn in op de datum van ontvangst van de betaling van het bedrag van het aansluitingsaanbod door de netbeheerder. Bovendien zal de termijn pas ingaan wanneer de netbeheerder de verschillende vereiste vergunningen en toelatingen in ontvangst genomen zal hebben.

De verschuldigde dagvergoeding bedraagt 25 euro voor afnemers met een contractuele capaciteit van minder dan 250 m<sup>3</sup> en 50 euro voor de andere aansluitingen.

Er wordt geen vergoeding uitbetaald in de volgende gevallen :

1° als de niet inachtneming van de termijnen bedoeld in lid 1 te wijten is aan het feit dat de netgebruiker de werken die voor zijn rekening zijn niet uitgevoerd heeft;

2° als de verplichtingen die aan de uitvoering van de aansluiting voorafgaan niet nagekomen worden door de netbeheerder. »;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« De eindafnemer richt de vergoedingsaanvraag per aangetekend schrijven of op een door de Regering eensluidend verklaarde wijze aan de netbeheerder bij wie hij is aangesloten, binnen dertig kalenderdagen die volgen op de overschrijding van de termijnen zoals bepaald in paragraaf 1. De eindafnemer vermeldt daarin de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag. Om de aanvraag van de betrokken afnemer te vergemakkelijken, stelt de netbeheerder de eindafnemers een door de CWaPE goedgekeurd vergoedingsaanvraagformulier ter beschikking. Dat formulier is ondermeer op de internetsite van de netbeheerder beschikbaar.

De netbeheerder vergoedt de afnemer binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de vergoedingsaanvraag. »;

3° de paragrafen 3 en 4 worden vervangen als volgt :

« § 3. Wanneer de netbeheerder niet binnen de voorgeschreven termijn antwoordt of weigert een vergoeding te betalen, kan de afnemer zich richten tot de gewestelijke ombudsdienst zoals bedoeld in artikel 48 van het Elektriciteitsdecreet. De klacht wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, uiterlijk binnen een termijn van drie maanden ingediend, met ingang op de datum van kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan beslissing, op de uiterste datum waarop de netbeheerder of, desgevallend, de leverancier zich over de vergoedingsaanvraag moest uitspreken.

Opdat de aanvraag ontvankelijk zou zijn, moet de aanvrager binnen de termijn bedoeld in lid 1 het schriftelijke bewijs leveren dat hij vooraf zonder succes heeft geprobeerd om de betaling van de vergoeding rechtstreeks te verkrijgen bij de netbeheerder.

De gewestelijke ombudsdienst behandelt het dossier. Hij kan de aanvrager en de netbeheerder schriftelijk verzoeken om aanvullende gegevens. De gewestelijke ombudsdienst bepaalt de termijn waarin de gegevens verstrekt moeten worden; zo niet bedraagt de termijn vijftien kalenderdagen, met ingang op de datum van ontvangst van het verzoek. Als hij van mening is dat de vergoedingsaanvraag gegrond is, dan doet hij binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier of van de aanvullende gegevens een adviesvoorstel in die zin dat hij per aangetekend schrijven of op een door de Regering voor eensluidend verklaarde wijze aan de netbeheerder richt. Deze laatste beschikt, met ingang op de datum van ontvangst van de kennisgeving, over vijftien kalenderdagen om zijn bemerkingen te laten gelden. Hij deelt ze aan de gewestelijke ombudsdienst mee per aangetekend schrijven of op een door de Regering voor eensluidend verklaarde wijze.

Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de bemerkingen van de netbeheerder wordt het definitieve advies van de gewestelijke ombudsdienst per aangetekend schrijven of op een door de Regering voor eensluidend verklaarde wijze bekendgemaakt aan de netbeheerder en aan de eindafnemer. Bij gebrek aan ontvangst van bemerkingen van de netbeheerder binnen vijftig kalenderdagen na de kennisgeving van het in lid 3 vermelde voorstel van advies, wordt het definitieve advies van de gewestelijke ombudsdienst onmiddellijk per aangetekend schrijven of op een door de Regering voor eensluidend verklaarde wijze bekendgemaakt aan de netbeheerder en aan de eindafnemer.

Als het definitieve advies ertoe besluit dat de netbeheerder de eindafnemer een vergoeding verschuldigd is, maar de beheerder het verschuldigde bedrag zonder gegronde reden niet binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het definitieve advies aan de eindafnemer betaalt, kan de CWaPE hem gelasten om over te gaan tot die betaling.

§ 4. In noodgevallen kan de eindafnemer van de CWaPE eisen dat ze de distributienetbeheerder beveelt om de effectieve aansluiting binnen de door haar opgelegde termijn te realiseren. Indien de netbeheerder de nieuwe termijn niet in acht neemt, kann de CWaPE de in artikel 48 en volgende bedoelde procedure opstarten en de netbeheerder desgevallend een administratieve boete opleggen. »

**Art. 23.** In artikel 25<sup>quinquies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt paragraaf 4 aangevuld met volgend lid :

« Binnen een termijn van zestig dagen, met ingang op de datum van kennisgeving van het krachtens één van de bepalingen van dit hoofdstuk gegeven advies, geeft de netbeheerder de gewestelijke ombudsdienst kennis van de gevolgen die aan zijn advies of aan dat van de CWaPE gegeven worden. »

**Art. 24.** In artikel 26 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « in aanmerking komende afnemers » vervangen door het woord « eindafnemers »;

2° in paragraaf 2, lid 3, worden de woorden « door objectieve, technisch en economisch gegronde criteria gerechtvaardigd. Ze wordt » ingevoegd tussen de woorden « gemotiveerd en » en « aan de aanvrager meegedeeld »;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met volgend lid :

« Binnen dertig dagen na de toegangswijziging zoals bedoeld in lid 2, 1°, 2° en 4°, verstrekt de netbeheerder aan de CWaPE relevante informatie over de nodige maatregelen tot aanpassing van het net. »;

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Wanneer er een toegankelijk gasdistributienet is en de opdrachtgever van deze energiebron wenst gebruik te maken voor een individueel eindgebruik, moet een individuele teller worden geplaatst voor elk individueel woonhuis en elk appartementsgebouw dat nieuw is of waar grote renovatiewerken worden uitgevoerd, met name :

1° ofwel wanneer het huis of het gebouw het voorwerp uitmaakt van werken betreffende ten minste een vierde van zijn omhulsel;

2° ofwel wanneer de totale kost van de renovatie van het omhulsel of van de energetische installaties groter is dan 25 % van de waarde van het gebouw; de waarde van de grond waarop het gebouw ligt is niet inbegrepen in de waarde van het gebouw.

Elke eindafnemer die aangesloten is op het openbare distributienet en, in voorkomend geval, elke eindafnemer die aangesloten is op het privé distributienet en op het gesloten professionele net, heeft het recht om de plaatsing van een individuele gasmeter te eisen.

In geval van technische onmogelijkheden en rekening houdend met de uitzonderingen waarin het technisch reglement voorziet, kan er van de vorige leden afgeweken worden.

Tegen uiterlijk 1 januari 2024 gaat de eigenaar van een flatgebouw dat niet uitgerust is met individuele gasmeters op eigen kosten over tot de hernieuwing van het flatgebouw om er individuele gasmeters te plaatsen. »;

5° paragraaf 4 wordt aangevuld met volgend lid :

« De afnemer kan volgens de door de netbeheerder gespecificeerde modaliteiten minstens om de drie maanden zijn indexopmetingen meedelen ter informatie, ter simulering van de verbruiken of ter aanpassing van de voorschotten. »

**Art. 25.** Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 26.** In artikel 29 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « de Minister, na advies van de » en « die wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* » geschrapt;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« Onverminderd de eventuele toepassing van de administratieve boete bedoeld in artikel 48, kann de CWaPE een rechtstreekse leiding regulariseren die is aangelegd zonder voorafgaande vergunning en die voldoet aan de voorwaarden om een toelating te verkrijgen. In geval van weigering kan de CWaPE bevel geven voor de ontmanteling van bedoelde leiding. »;

3° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de criteria en de toekenningsprocedure » worden vervangen door de woorden « Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de objectieve en niet discriminerende criteria alsook de procedure tot toekenning »;

a) de woorden « of tot regularisering » worden ingevoegd tussen de woorden « procedure tot toekenning » en « van de toelatingen ».

**Art. 27.** In artikel 30 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden « de Minister » vervangen door de woorden « de CWaPE »;

2° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 wordt het woord « drie » vervangen door het woord « twee »;

b) paragraaf 3, lid 1, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° de beperkte vergunning, toegekend in één van de volgende gevallen :

a) voor een beperkte hoeveelheid energie;

b) voor een levering binnen een beperkte en goed afgebakende geografische ruimte;

c) à des clients déterminés; aan welbepaalde afnemers;

d) om zijn eigen levering te verzekeren, met uitzondering van de eigenproductiegevallen bedoeld in artikel 30bis, § 2, lid 2, 1°. »;

c) in lid 1 wordt punt 3° opgeheven;

d) tussen lid 1 en lid 2 wordt volgend lid ingevoegd :

« De toekenning van de vergunning bedoeld in lid 1, 2°, d), wordt vereist voor de producent die transmissie- of distributienetten gebruikt om andere zetels of inrichtingen in het Waalse Gewest van elektriciteit te voorzien, alsook voor de afnemer die zichzelf van elektriciteit voorziet, o.a. bij een beurs. »;

e) in lid 3 wordt het woord « drie » vervangen door het woord « twee »;

f) paragraaf 3 wordt aangevuld met volgend lid :

« De Regering kan de houders van de in lid 1, 2°, bedoelde beperkte leveringsvergunning, alsook de leveranciers die houder zijn van een leveringsvergunning die op federaal niveau, in de andere Gewesten of in een andere Lid-staat van de Europese economische ruimte is toegekend, van bepaalde toekenningscriteria vrijstellen. »;

3° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « de Minister » worden vervangen door de woorden « de CWaPE »;

b) paragraaf 4 wordt aangevuld met volgend lid :

« De Regering kan voorzien in een vereenvoudigde procedure voor de houders van een leveringsvergunning die op federaal niveau, in de andere Gewesten of in een andere Lid-staat van de Europese economische ruimte is toegekend. »

**Art. 28.** In artikel 30bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Elke eindafnemer is vrij om zijn eigen leverancier te kiezen.

Binnen een privé net of een gesloten professioneel net kunnen de op het net aangesloten opwaartse afnemers bedoelde netbeheerder volmacht geven om hun toelaatbaarheid in hun naam en voor hun rekening uit te oefenen. Om geldig te zijn wordt het mandaat op uitdrukkelijke wijze voorzien. »;

2° de huidige tekst zal paragraaf 2 vormen;

3° in paragraaf 2 worden de woorden « artikel 30, § 3, lid 1, 2°, vierde streepje » vervangen door de woorden « artikel 30, § 3, lid 1, 2°, d) ».

**Art. 29.** In artikel 30ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « op verzoek van de leverancier » geschrapt;

2° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « uit hoofde van de leverancier met de procedure voor niet-betaling tot gevolg » vervangen door de woorden « van de leverancier »;

3° in paragraaf 1, lid 2, wordt de nummering « 25ter » vervangen door de nummering « 25bis ».

**Art. 30.** Artikel 30quater, § 3, lid 3, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met de woorden « De leverancier corrigeert zijn facturatie binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de datum van ontvangst van de rechtzettingen, op straffe van toepassing van de vergoeding bedoeld in dit artikel. De rechtzetting geldt voor het geheel van de periode waarop de fout betrekking heeft. »

**Art. 31.** Artikel 30quinquies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« Binnen een termijn van zestig dagen, met ingang op de datum van kennisgeving van het krachtens één van de bepalingen van dit hoofdstuk gegeven advies, geeft de leverancier de gewestelijke ombudsdienst kennis van de gevolgen die aan zijn advies of aan dat van de CWaPE gegeven worden. »

**Art. 32.** In artikel 31 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « bij de Minister » vervangen door de woorden « bij de CWaPE »;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

**Art. 33.** Artikel 31bis van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 31bis. § 1. De residentiële afnemers die onder één van de onderstaande categorieën vallen zijn beschermde afnemers :

1° elke gebruiker beschouwd als beschermde afnemer die in aanmerking komt voor het specifieke sociaal tarief op grond van of krachtens de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

2° elke gebruiker die het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot opvoedingsbegeleiding van financiële aard genomen door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een opvolging door een instelling erkend krachtens het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling en door de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;

3° de gebruikers die in aanmerking komen voor de maximumfactuur krachtens de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 5 juni 2002, Titel III, Hoofdstuk IIIbis, Afdeling III, en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, op basis van de inkomensschijven bepaald door de Regering.

§ 2. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de procedure en de modaliteiten inzake toekenning en verlies van het statuut van beschermde afnemer. Zij kan de lijst van de beschermde afnemers uitbreiden met andere categorieën eindafnemers. »

**Art. 34.** Artikel 31ter van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 31ter. § 1. De netbeheerder levert het gas tegen het sociaal tarief aan de beschermde afnemer bedoeld in artikel 31bis, § 1, 2° en 3°, en § 2, behalve als de afnemer vraagt om tegen de handelsprijs te worden bevoorrad door een leverancier van zijn keuze. De netbeheerder is bevoegd om gas tegen het sociaal tarief te leveren aan de beschermde afnemer bedoeld in artikel 31bis, § 1, 1°, als de afnemer daarom vraagt.

De overdracht van de afnemer naar de netbeheerder heeft van rechtswege de ontbinding van het lopende leveringscontract tot gevolg, zonder ontbindingskosten noch -vergoeding.

§ 2. In geval van aanmaning van de afnemer legt de leverancier een redelijk betalingsplan voor en laat hij de afnemer weten dat hij bij zijn onderhandelingen door een Ocmw bijgestaan kan worden. De Regering bepaalt wat onder redelijk betalingsplan wordt verstaan.

Bij gebrek aan reactie van de in wanbetaling verklaarde afnemer, van weigering of van niet naleving van een redelijk betalingsplan of op verzoek van de afnemer vraagt de leverancier de netbeheerder om de plaatsing van een budgetmeter.

De beschermde afnemer wordt door zijn netbeheerder bevoorrad ingevolge de wanbetalingsverklaring door de leverancier.

Na advies van de « CWaPE » bepaalt de Regering de procedure voor het plaatsen van een budgetmeter. Zij bepaalt ook de technische, medische, structurele of sociale redenen die het plaatsen van een budgetmeter in de weg kunnen staan, alsmede alternatieve oplossingen.

In geval van betwisting van de procedure tot plaatsing van de budgetmeter door de afnemer, die schriftelijk of langs de elektronische weg meegedeeld wordt aan de netbeheerder, wordt de procedure opgeschort opdat de netbeheerder de toestand van de afnemer kan onderzoeken alvorens de procedure al dan niet voort te zetten. De Regering bepaalt de procedure tot betwisting van de plaatsing van de budgetmeter.

Tijdens de winterperiode verleent de netbeheerder een tegemoetkoming waardoor de gaslevering behouden kan worden in elke woning die als hoofdverblijf gebruikt wordt door een beschermde afnemer die niet meer in staat is om zijn budgetmeter te bevoorraden. Onverminderd artikel 31quater, § 2, 2°, blijft de in de loop van bedoelde periode verbruikte gashoeveelheid voor rekening van de beschermde afnemer. De Regering bepaalt de procedure tot toekenning van deze toelage. »

**Art. 35.** Artikel 31quater van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 31quater. § 1. Op initiatief van de voorzitter van de raad voor maatschappelijke hulp wordt in elke gemeente een plaatselijke commissie betreffende bericht van onderbreking ingevoerd, afgekort "Plaatselijke commissie voor energie", samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger aangeduid door de raad voor maatschappelijke hulp;

2° een vertegenwoordiger die instaat voor de sociale energetische begeleiding bij het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn;

3° een vertegenwoordiger van de netbeheerder bij wie de afnemer is aangesloten, behalve als hij als leverancier van de afnemer handelt.

Binnen zes maanden na de vernieuwing van de raad voor maatschappelijke hulp richt de voorzitter van de raad de naam van de personen die aangewezen zijn om bij de commissie te zetelen, aan de "CWaPE".

§ 2. De commissie vergadert op initiatief van de leverancier, de netbeheerder, van het O.C.M.W. of van de afnemer. Ze spreekt zich met name uit :

1° over de toekenning van de hulp bedoeld in § 2 van artikel 31ter tijdens de winterperiode;

2° over de totale of gedeeltelijke kwijtschelding van schulden van de beschermde afnemer ten overstaan van de netbeheerder handelend als leverancier;

3° over het voorstel tot sluiting van een redelijk betalingsplan gericht aan een beschermde residentiële afnemer of onderhandeld met het O.C.M.W..

De commissie beslist bij meerderheid van stemmen. De afnemer wordt ten minste vijftien dagen voor de vergadering uitgenodigd om zich aan te bieden om te worden gehoord. In voorkomend geval kan hij zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze. De commissie beraadslaagt achter gesloten deuren.

Minstens vijftien dagen voor de vergadering wordt de leverancier uitgenodigd om deel te nemen aan de vergadering in geval van aanhangigmaking bij de Commissie met betrekking tot een betalingsplan of met betrekking tot de te nemen maatregelen wanneer het onmogelijk is om een budgetmeter te plaatsen om technische, medische, structurele of sociale redenen.

De beslissing wordt binnen de zeven dagen aan de afnemer en de netbeheerder betekend.

§ 3. De Regering definieert de werkingsmodaliteiten en -procedure van de commissie en kan de samenstelling ervan uitbreiden met elke persoon die er belang bij heeft om daar vertegenwoordigd te zijn.

§ 4. Voor 31 maart van elk jaar sturen de netbeheerders en de leveranciers de CWaPE een rapport met de vermelding, per gemeente, van het aantal oproepingen dat de plaatselijke commissie voor energie in het afgelopen jaar heeft verstuurd, alsook het gevolg dat eraan werd gegeven.

Voor 31 maart van elk jaar sturen de plaatselijke commissies voor energie de gemeenteraad een rapport met de vermelding van het aantal oproepingen dat de commissie in het afgelopen jaar heeft verstuurd, alsook het gevolg dat eraan werd gegeven.

Indien zou blijken dat binnen een gemeente de plaatselijke commissie voor energie niet is opgericht of niet reageert op de oproepingen van de netbeheerder, kan de minister, na advies van de CWaPE, en nadat hij een rappelbrief en een ngebrestelling aan de burgemeester en de voorzitter van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn heeft gezonden, beslissen dat de vergoeding bedoeld in artikel 20, niet aan de gemeente moet worden betaald voor het lopende boekjaar of het volgende boekjaar.

§ 5. De plaatselijke commissies voor energie zijn bovendien belast met een informatieve taak betreffende de sociale maatregelen inzake de energielevering en de tarieven van toepassing, de sociale energetische begeleiding en de preventieve actieplannen voor energie.

§ 6. De beslissingen van de plaatselijke commissies voor energie kunnen het voorwerp uitmaken van een beroep bij de vrederechter van de plaats waar de aansluiting van de betrokken afnemer gelegen is."

**Art. 36.** In artikel 31<sup>quinquies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"Art. 31<sup>quinquies</sup> : Elk Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn moet een sociale energetische begeleiding verzekeren.

De begeleiding bestaat uit preventieve en curatieve acties. Ze wordt voorgesteld aan residentiële afnemers met betalingsproblemen en bij voorrang aan de beschermde afnemers.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de sociale energetische begeleiding."

**Art. 37.** In artikel 32, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° wordt *b)* vervangen als volgt :

"*b)* de meet- en teltoestellen installeren en het geheel van de meet- en telgegevens beheren die nodig zijn voor het beheer van het net en de marktprocessen;"

2° in punt 2° wordt *d)* aangevuld met de volgende woorden : ", met inbegrip van de plaatsing van de budgetmeters, het beheer van de klachten van de gebruikers van het net en het beheer van de vergoedingsaanvragen en de procedure die er recht op geeft, de respectievelijke prestaties van elke distributienetbeheerder t.o.v. deze doelstellingen wordt jaarlijks bekendgemaakt door de CWaPE;"

3 in punt 2° wordt *e)* opgeheven;

4° punt 2° wordt aangevuld met *h), i), j)* luidend als volgt :

"*h)* de indexopmetingen van de afnemers valideren en overmaken aan de leverancier op basis van een periodiciteit die minstens drie maanden bedraagt, voor informatie doeleinden of voor een simulatie van het verbruik of voor aanpassingen van de voorschotten rekening houdend met het afvlakken van het verbruik over twaalf maanden;

*i)* een rol van marktfacilitator vervullen. Na advies van de CWaPE en overleg met de distributienetbeheerders, bepaalt de Regering de omschrijving van deze rol van marktfacilitator en de praktische modaliteiten van zijn uitoefening;

*j)* voorzien in de aangepaste structuur zodat elke wijziging van transmissienetgebruiker binnen drie weken na ontvangst van de aanvraag wordt uitgevoerd;"

6° in punt 3°, wordt *b)* aangevuld met de woorden "; het eventueel verschil vastgesteld tussen het sociaal tarief toegepast op de gewestelijke beschermde afnemer bedoeld in artikel 31<sup>bis</sup>, § 1, 2° en 3°, en het sociaal tarief toegepast op de federaal beschermde afnemer bedoeld in artikel 31<sup>bis</sup>, § 1, 1°, blijft ten laste van de netbeheerder;"

6° in punt 3° wordt *c)* vervangen als volgt :

"*c)* behalve als de plaatsing van een budgetmeter onmogelijk is om technische, medische, structurele of sociale redenen, de plaatsing van een budgetmeter verzekeren overeenkomstig artikel 31<sup>ter</sup>. Als de distributienetbeheerder, om redenen die voortvloeien uit gebreken die aan hem toe te schrijven zijn, de plaatsingstermijn vastgelegd door de Regering overschrijdt, zal hij de leverancier die de plaatsingsaanvraag voor budgetmeter heeft ingediend, een forfaitaire tegemoetkoming verschuldigd zijn waarvan de berekeningsmethode van het bedrag wordt bepaald door de Regering na advies van de CWaPE;"

7° in punt 3°, *d*), worden de woorden "of waarvan de leveringsovereenkomst werd opgeschort" opgeheven;

8° in punt 4°, *a*), worden de woorden "inzake aansluiting en toegang" ingevoegd tussen de woorden "voorrang geven" en "aan gas";

9° in punt 4° wordt *b*) vervangen als volgt: "gratis elke residentiële afnemer waarvan de installaties maximaal 8 meter van de hoofdleiding van het distributienet verhoogd met de eventuele wegoevergang liggen, aansluiten.

De aansluiting is kosteloos indien de gasafname voor huishoudelijk gebruik binnen twaalf maanden na de aansluiting begint. Buiten die termijn kan de netbeheerder overgaan tot de facturatie van het kosteloze aansluitingsdeel.

10° punt 4° wordt aangevuld met een *c*), een *d*), en een *e*) luidend als volgt:

*c*) op verzoek van de producenten en binnen de perken van hun eigen behoeften, met inbegrip van de levering aan de eindafnemers in de gevallen bedoeld in dit decreet, gas uit hernieuwbare energiebronnen geproduceerd en geïnjecteerd in het distributie- of transmissienet door installaties gevestigd in het Waalse Gewest tegen een gewaarborgde prijs kopen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering na advies van de CWaPE;

*d*) op verzoek van de producenten, garanties van oorsprong toegekend aan het gas uit hernieuwbare energiebronnen geproduceerd en geïnjecteerd in het distributie- of transmissienet door overeenkomstig artikel 34 in het Waalse Gewest gevestigde installaties tegen een gewaarborgde prijs kopen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering na advies van de CWaPE;

*e*) binnen de perken bepaald in het technisch reglement en volgens de verdelingsmodaliteiten van de economische lasten bepaald door de Regering en bekendgemaakt in de tarieven van de netbeheerder, elke producent die erom verzoekt aansluiten en een injectiemodule van gas uit hernieuwbare energiebronnen op verzoek van de producent van dat gas uitwerken en exploiteren.";

11° in 5° wordt de zin "een investering wordt beschouwd als economisch gemotiveerd wanneer het rendement meer bedraagt dan of gelijk is aan de nettoreturn van het geïnvesteerde kapitaal, die de CREG bij het bepalen van de gebruikskosten van het net heeft aanvaard" vervangen door de zin "na advies van de CWaPE wordt de Regering ertoe gemachtigd om de methodologie waarmee het economisch gemotiveerde karakter van een uitbreiding van het net kan worden beoordeeld, te bepalen.";

12° het artikel wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt:

"10° aansluitingsfaciliteiten voor het samengeperst aardgas ontwikkelen onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn."

**Art. 38.** In artikel 33 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1°, 2, *c*) worden de woorden "de doelstellingen inzake prestaties eerbiedigen" vervangen door de woorden "de doelstellingen eerbiedigen en de prestatiesindicatoren aangeven";

2° in punt 1, 2°, *d*) wordt het woord "eventueel" opgeheven;

15° in § 1, 2°, wordt een *e*) ingevoegd, luidend als volgt:

"*e*) van leverancier wijzigen binnen maximum drie weken na de datum van de aanvraag van de eindafnemer en met inachtneming van de termen en voorwaarden bepaald in de contracten.";

4° in § 1, 3°, worden de woorden "dat beschikbaar is op het net waarop de afnemer is aangesloten" vervangen door de woorden "dat in het Waalse Gewest is geïnjecteerd";

3° in § 1, 4°, *b*), worden de woorden "wanneer een eindafnemer achterstaat met betalingen aan zijn leverancier" vervangen door de woorden "wanneer een eindafnemer moeilijkheden heeft om zijn leverancier te betalen";

4° § 1, 4°, *b*) wordt aangevuld met de volgende woorden:

", namelijk een redelijk betalingsplan voorstellen";

7° punt 4° wordt aangevuld met een *c*), en een *d*) luidend als volgt:

*c*) in het kader van de procedure van niet-naleving van het betalingsplan, indien het onmogelijk is om een budgetmeter te plaatsen om technische, medische, structurele of sociale redenen bevestigd door de netbeheerder, dient de leverancier voor de plaatselijke commissie voor energie een aanvraag in tot onderbreking voor wanbetaling, de plaatsingstermijn van de budgetmeter wordt opgeschort tot de beslissing van de plaatselijke commissie voor energie;

*d*) overgaan tot een aanpassing van de voorschotfacturen van de afnemer op basis van de indexen opgemeten door de afnemer en gevalideerd door de distributienetbeheerder rekening houdend met het afvlakken van het verbruik over twaalf maanden;

8° in paragraaf 2 worden de woorden "vierde streepje" vervangen door de woorden *d*)".

**Art. 39.** In artikel 33*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden "die krachtens artikel 32 aan de netbeheerders worden opgelegd" vervangen door de woorden "die door de CWaPE worden gecontroleerd".

**Art. 40.** In hetzelfde decreet wordt, na artikel 33*bis*, een nieuw hoofdstuk VIII met als opschrift "Certificering van de sites voor de productie van gas uit hernieuwbare energiebronnen" ingevoegd.

**Art. 41.** In hoofdstuk VIII, ingevoegd bij artikel 39, wordt een artikel 33*ter* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 33*ter*. Om labels van garantie van oorsprong te krijgen krijgt de producent van gas uit hernieuwbare energiebronnen voor zijn productielocatie een certificaat van garantie van oorsprong dat afgegeven wordt door een erkend controleorgaan. Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering de voorwaarden tot erkenning van de controleorganen.

Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering de gegevens die in het certificaat van garantie van oorsprong vermeld moeten worden, alsmede de criteria en de procedure voor de toekenning, de herziening en de intrekking van het certificaat van garantie van oorsprong. De criteria hebben o.a. betrekking op het vermogen om de werkelijk geproduceerde hoeveelheid gas te controleren.

Installaties met een laag vermogen kunnen het voorwerp uitmaken van een vereenvoudigde procedure. Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering de vermogensdrempel waaronder de vereenvoudigde procedure van toepassing is."



**Art. 42.** In hetzelfde decreet wordt, na artikel 33ter, een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd, met als opschrift "Labelisering van het gas uit hernieuwbare energiebronnen".

**Art. 43.** In hoofdstuk VIIIbis, ingevoegd bij artikel 42, wordt een artikel 33quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 33quater. Er wordt een systeem voor label van garantie van oorsprong van gassen uit hernieuwbare energiebronnen door de Regering ingevoerd. »

**Art. 44.** In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 33quinquies ingevoerd, luidend als volgt :

« Art. 33quinquies. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de toekenningsvoorwaarden en legt de modaliteiten en de procedure vast voor de toekenning van het label van garantie van oorsprong voor gas uit hernieuwbare energiebronnen in het Waalse Gewest.

Er wordt een label van garantie van oorsprong toegekend per MWh gas voortgebracht uit hernieuwbare energiebronnen en geïnjecteerd in het distributie- of transmissienet.

De CWaPE kent de labels van garantie van oorsprong toe aan de producenten van gas uit hernieuwbare energiebronnen. Deze labels zijn overdraagbaar. »

**Art. 45.** In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 33sexies ingevoerd, luidend als volgt :

« Art. 33sexies. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de voorwaarden voor het gebruik van de labels van garantie van oorsprong die de leveranciers, de netbeheerders en de houders van een beperkte leveringsvergunning moeten tonen om hun eigen levering te vrijwaren, om de balans op te maken van de verschillende primaire energiebronnen die door laatstgenoemden gebruikt worden.

Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering aan welke voorwaarden de labels van garantie van oorsprong die buiten het Waalse Gewest worden geproduceerd moeten voldoen om er als dusdanig erkend te worden. »

**Art. 46.** In hetzelfde decreet wordt hoofdstuk VIII hoofdstuk VIIIter, met als opschrift « Bevordering van gas uit hernieuwbare energiebronnen ».

**Art. 47.** In artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden leden 3 en 4 opgeheven.

**Art. 48.** Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 49.** Artikel 36 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt gewijzigd als volgt :

1° er wordt een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. In het kader van haar opdrachten beoogt de CWaPE de volgende doelstellingen :

1° een concurrentiële, competitieve, veilige en duurzame gewestelijke gasmarkt bevorderen en ook een effectieve opening van de markt voor het geheel van de afnemers en leveranciers van de Europese Economische Ruimte, en gepaste voorwaarden garanderen om de netten op een effectieve en betrouwbare manier te laten werken, rekening houdend met de doelstellingen op lange termijn;

2° bijdragen tot de totstandbrenging van veilige, betrouwbare en performante gasnetten, tot een niet-discriminerende toegang tot het net, tot de verbetering van de energie-efficiëntie alsook tot de ontwikkeling en de integratie van de gasproductie uit hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitswarmtekoppling en de toegang tot het net van de nieuwe productiecapaciteiten vergemakkelijken, o.a. door de hindernissen af te schaffen die de komst van nieuwkomers op de markt zou kunnen hinderen;

3° ervoor zorgen dat de beheerders en de gebruikers van de gasnetten, met inbegrip van de privénetten en de gesloten beroepsnetten, aangespoord worden, op korte en lange termijn, tot het verbeteren van de prestaties van deze netten en tot het bevoordelen van de integratie van de markt;

4° bijdragen tot een kwaliteitsvolle openbare en universele dienst in de sector van de gaslevering, en bijdragen tot de bescherming van de consumenten, in het bijzonder de beschermde afnemers, en tot de boekhouding van de mechanismen vereist voor de gegevensuitwisseling om aan de afnemers de mogelijkheid te geven om van leverancier te veranderen. »;

2° paragraaf 1 wordt paragraaf 2;

2° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden "de beheerders van privénetten en de beheerders van gesloten beroepsnetten," ingevoegd tussen de woorden "door de netbeheerders," en de woorden "van de verplichtingen die onderhavig decreet en zijn uitvoeringsbesluiten hen opleggen";

4° in de nieuwe paragraaf 2 wordt een 1°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"1°bis het toezicht op het beheer van de congestie van de netten, met inbegrip van de interconnecties, en de uitvoering van de beheersregels van de congestie";

5° in de nieuwe paragraaf 2, 2°, worden de woorden « en de standaardovereenkomsten » vervangen door de woorden « en algemene voorwaarden »;

6° in paragraaf 2 wordt punt 3° aangevuld met de woorden "alsook de toekenning van de leveringsvergunningen";

7° in paragraaf 2, 4°, worden de woorden "de privénetbeheerder en de beheerders van gesloten beroepsnetten, evenals" vervangen het woord "en" tussen het woord « netwerkbeheerders » en het woord « de »;

8° in de nieuwe paragraaf 2 wordt 7° vervangen als volgt :

« 7° de bepaling van de informatie die de netbeheerder en, in voorkomend geval, de privé-netbeheerders en gesloten beroepsnetbeheerders dienen te verstrekken, met name met het oog op het vastleggen van de energiebalansen en de rapportageverplichtingen van het Waalse Gewest bij de Europese Unie inzake energie »;

9° in de nieuwe paragraaf 2 wordt 10° vervangen als volgt :

« 10° de samenwerking en het regelmatig overleg met de andere regulatoren op federaal, gewestelijk en Europees vlak voor de gasmarkten, met name met het oog op het nagaan of er geen elkaar overlappende subsidies tussen categorieën afnemers bestaan, evenals met ACER of idere andere Belgische, buitenlandse of internationale overheid of instelling; »;

10° in de nieuwe paragraaf 2 wordt 11° vervangen als volgt :

« 11° de ontwikkeling van elke studie, elk instrument of elke stap ter verbetering van de werking van de gasmarkt, voor een vlotter in aanmerking nemen van zijn status door de eindafnemer en om de Regering op de hoogte te houden van het gedrag van de marktactoren en de consumenten; »;

11° in de nieuwe paragraaf 2 wordt 12° vervangen als volgt :

« 12° de goedkeuring van de tarieven van de netbeheerders en overeenkomstig de artikelen 16bis en 16ter de bezoldigingsvoorwaarden van de privé-netten en de gesloten beroepsnetten; »;

12° punt 14°, luidend als volgt, wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf 2 :

« 14° het toezicht en de controle op de uitwerking van de investeringsplannen van de netbeheerders overeenkomstig artikel 16, §§ 4 en 5; »;

13° de voormalige paragraaf 2 wordt vervangen door paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Tegen uiterlijk 30 juni legt de CWaPE jaarlijks de Regering en het Waals Parlement een verslag over met betrekking tot de uitvoering van haar opdrachten en de ontwikkeling van de gewestelijke gasmarkt. De CWaPE legt haar jaarverslag aan het Parlement voor. Het verslag wordt op de website van de CWaPE bekendgemaakt. »

**Art. 50.** In artikel 36bis van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden « 44, 47, 47bis » vervangen door het woord « tot ».

**Art. 51.** In artikel 37 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de de woorden « en 50ter » ingevoegd tussen de woorden « 49bis » en de woorden « van het decreet ».

**Art. 52.** Artikel 44 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "Energiecomité" worden vervangen door de woorden "algemene raad";

2° de woorden « wordt ermee belast op verzoek van de Regering, van de "CWAPE" of op eigen initiatief, advies uit te brengen over de evolutie van de gewestelijke gasmarkt met inachtneming van het algemeen belang, de duurzame ontwikkeling en de opdrachten van openbare dienst » worden vervangen door de woorden « heeft als opdracht :

1° op eigen initiatief of op verzoek van de Minister, oriëntaties te bepalen voor de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

2° binnen 40 dagen na ontvangst van het verzoek van de CWaPE, een advies uit te brengen over elk vraagstuk dat hem door de CWaPE wordt voorgelegd;

3° een discussieforum te vormen voor de doelstellingen en de strategieën van het Waals energiebeleid. »

**Art. 53.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 75 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 75. De CWaPE beoordeelt de bepalingen van dit decreet en maakt het evaluatieverslag aan de Regering en het Parlement over tegen 31 januari 2017.

De algemene raad kan de bepalingen van het decreet bedoeld in lid 1 beoordelen drie jaar na inwerkingtreding ervan en het evaluatieverslag in de loop van 2017 na inwerkingtreding ervan aan de Regering overmaken.

**Art. 54.** Artikel 591 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met een punt 25°, luidend als volgt :

"25° van alle vorderingen die ingesteld worden op basis van 31, § 6, van het decreet van 19 april 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, tegen de beslissingen van de plaatselijke commissies voor energie."

**Art. 55.** De artikelen 3, 5, 6 en 8 hebben uitwerking op 31 december 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 mei 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit  
en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

(1) *Zitting 2014-2015.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 298 (2010-2011), nrs. 1 en 5.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 20 mei 2015.

Bespreking.

Stemming.